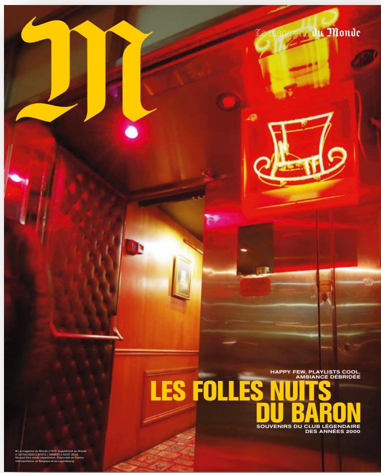


UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

M LE MAGAZINE

SOUVENIRS DU **BARON,** CÉLÈBRE BOÎTE PARISIENNE

THIERRY COSTE, CHASSE, PÊCHE ET TRAHISON

Le Monde WEEK-END

SAMEDI 3 AOÛT 2024 - 80E ANNÉE - Nº 24754 - **5,20 €** - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Echange de prisonniers avec la Russie : un succès diplomatique au goût amer

▸ L'accord concernant vingt-quatre personnes issues de sept pays (Etats-Unis, Allemagne, Pologne, Slovénie, Norvège, Russie et Biélorussie) est le plus important depuis la fin de l'URSS, en 1991

▸ Parmi les prisonniers libérés par la Russie figurent le journaliste américain Evan Gershkovich et l'ancien marine Paul Whelan, accueillis, jeudi 1er août, par le président, Joe Biden, et la vice-présidente, Kamala Harris

▸ Huit opposants de premier plan à Vladimir Poutine ont été relâchés par les Russes tandis que Moscou a récupéré plusieurs agents, dont un homme condamné pour meurtre en Allemagne

PAGES 2 À 4 ET **ÉDITORIAL** P.20



Kamala Harris et Joe Biden à l'arrivée de l'ancien marine Paul Whelan, sur la base aérienne d'Andrews (Maryland), le 1er août. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Proche-Orient
Menaces de ripostes contre Israël

L'Etat hébreu était, vendredi matin 2 août, sous la menace de représailles venues du Liban et d'Iran. *« Nous sommes à l'orée d'une grande bataille. C'est une bataille ouverte sur tous les fronts »*, avait prévenu, la veille, Hassan Nasrallah, le leader du Hezbollah.

Son intervention faisait suite à la mort du chef militaire du parti chiite libanais, Fouad Chokr, tué mardi dans une frappe sur Beyrouth revendiquée par Israël, puis à l'attaque – non revendiquée – ayant coûté la vie, à Téhéran, au chef politique du Hamas palestinien, Ismaïl Haniyeh.

PAGES 4-5

Economie
Le vin français en panne de consommation

Confrontée depuis les années 1970 à la chute des ventes et à l'évolution des habitudes alimentaires, une partie importante de la filière est en souffrance

PAGE 12

l'été en ***séries***

Sur les plages d'Emilie-Romagne, un jeu politique très italien

Les stations balnéaires de la côte Adriatique disent beaucoup du pays et de son histoire

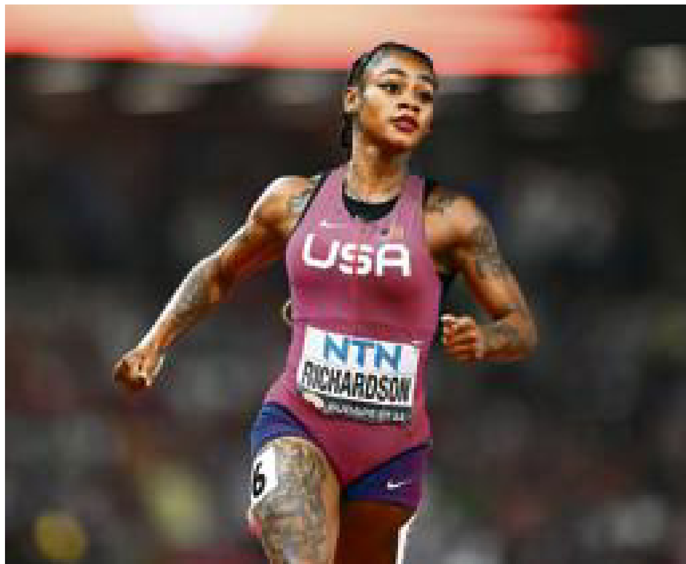
PAGE 17

« La Conquête de Clichy », documentaire d'exception

Sorti en 1994, ce film visionnaire de Christophe Otzenberger annonçait la montée du populisme

PAGE 18

PARIS 2024
L'athlétisme entre en piste



Sha'Carri Richardson, à Budapest, le 21 août 2023. PRESSE SPORTS

▸ La deuxième semaine des JO est celle des épreuves d'athlétisme, notamment avec la sprinteuse américaine Richardson

▸ En tennis de table, la ferveur entourant les deux frères Lebrun restera un fait marquant de cette quinzaine olympique

SUPPLÉMENT

Colombie
Un entretien avec le président Gustavo Petro

Le chef de l'Etat colombien évoque la crise au Venezuela et appelle aussi les pays du Nord à lever la « prohibition » des drogues, qui a, selon lui, des effets « dévastateurs » en Amérique latine

PAGE 6

Politique
Les syndicats face à leurs adhérents engagés au RN

PAGE 8

Drogue
Le business florissant des centres d'appels

PAGE 11

M 00146 - 803 - F: 5,20 €

Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 5,50 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 5,60 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT,

ÉCHANGE DE PRISONNIERS RUSSIE-OCCIDENT



Le journaliste américain Evan Gershkovich étreint sa mère, sous l'œil de Joe Biden, sur la base militaire américaine d'Andrews, jeudi 1er août. KEVIN MOHATT/REUTERS

Echange amer de prisonniers entre la Russie et l'Occident

Vingt-quatre personnes détenues de part et d'autre ont été libérées. Parmi les huit Russes récupérés par Vladimir Poutine figure l'assassin d'un opposant tchétchène à Berlin

BERLIN, NEW YORK - *correspondants*

L'espace d'une journée, l'aéroport d'Ankara a rappelé les grandes heures du Glienicker Brücke, le fameux « pont des espions », situé entre Berlin et Potsdam, où avaient lieu les échanges de prisonniers entre l'Est et l'Ouest pendant la guerre froide. Jeudi 1er août, 24 personnes emprisonnées dans sept pays différents – Etats-Unis, Allemagne, Pologne, Slovénie, Norvège, Russie et Biélorussie – ainsi que deux mineurs accompagnant leurs parents, ont transité par l'aéroport de la capitale turque dans le cadre de l'échange de prisonniers le plus important jamais organisé depuis la chute de l'empire soviétique, en 1991. Et de chaque côté, elles ont été accueillies au plus haut niveau.

Sur la base militaire d'Andrews, près de Washington, le président Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris se tenaient au pied de l'avion qui a ramené trois Américains. A l'aéroport Vnoukovo de Moscou, un énorme bouquet à la main, Vladimir Poutine a, de son côté, étreint les huit Russes de retour dans leur pays sous l'œil des caméras russes.

Seize des personnes libérées étaient détenues en Russie et en Biélorussie. Parmi elles, figure l'Américain Evan Gershkovich, correspondant du *Wall Street Journal* à Moscou. Arrêté en mars 2023 à Iekaterinbourg, il était le premier journaliste occidental jugé en Russie pour espionnage depuis la fin de la guerre froide. Sa condamnation à seize ans de prison à l'issue d'un procès expéditif, le 19 juillet, a manifestement ouvert la voie à une solution. Une fois jugé, M. Gershkovich pouvait désormais être échangé par le Kremlin contre des détenus russes incarcérés dans des pays occidentaux. A la veille du verdict, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait lui-même confirmé que la question était en cours de discussion *« au niveau des services spéciaux »* entre Moscou et Washington.

FEU VERT DE L'ALLEMAGNE

Parmi les personnes libérées par la Russie figurent aussi l'Américain Paul Whelan, ancien sous-officier du corps des marines, détenu depuis décembre 2018, et la journaliste américano-russe Alsou Kourmacheva, en prison depuis octobre 2023, tous deux accusés d'espionnage.

Des opposants à Vladimir Poutine ont également été sortis de leurs geôles, à l'instar de Vladimir Kara-Mourza, vice-président du mouvement prodémocratie Russie ouverte, du coprésident de l'organisation non gouvernementale Memorial, Oleg Orlov, de l'élu moscovite Ilia Iachine, des anciennes coordinatrices du mouvement d'Alexeï Navalny, Lilia Tchanycheva et Ksenia Fadeïeva, ou encore de l'artiste Alexandra Skotchilenko, condamnée en 2023 à sept ans de prison pour avoir collé, dans un supermarché, des étiquettes dénonçant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

En contrepartie, Vladimir Poutine a obtenu ce qu'il voulait. A commencer par la libération de Vadim Krassikov, un agent russe condamné à la réclusion à perpétuité en Allemagne, en 2021, pour avoir assassiné un ex-séparatiste tchétchène, deux ans plus tôt, dans un parc de Berlin. A plusieurs reprises, le cas de M. Krassikov avait été évoqué par le président russe, qui s'était dit prêt à marchander ce *« patriote »* contre des prisonniers américains.

Moscou a également obtenu la libération d'un couple d'espions russes emprisonnés en Slovénie, Artiom et Anna Doultsev, qui vivaient à Ljubljana avec de faux passeports argentins et sont les parents de deux enfants, montés également dans l'avion.

Cette « offre » de M. Poutine avait embarrassé l'Allemagne, qui rechignait à faire sortir de prison un ressortissant étranger condamné pour avoir perpétré un assassinat au cœur de Berlin. Contre qui l'échanger en effet, peu de ressortissants allemands étant détenus dans les prisons du Kremlin ? La Biélorussie, fidèle alliée de Moscou, a fini par en trouver un : Rico Krieger, un Allemand de 30 ans, détenu dans les geôles biélorusses depuis 2023. Tout juste condamné à la peine capitale pour *« terrorisme »*, M. Krieger a fort opportunément été gracié, le 30 juillet, par le dirigeant biélorusse, Alexandre Loukachenko. Pour cela, il a dû confesser à la télévision locale avoir été le jouet des services ukrainiens le jour où il a placé un engin explosif sur une voie ferrée non loin de Minsk.

Jeudi soir, Joe Biden a exprimé sa *« grande reconnaissance »* envers le chancelier allemand, Olaf Scholz, pour les *« concessions importantes »* faites par Berlin dans le cadre de cet échange de prisonniers de grande envergure. Le président américain a reconnu que l'Allemagne avait *« initialement »* rejeté la remise en liberté de M. Krassikov, avant de finalement donner son feu vert.

Au final, *« le devoir de protection des citoyens allemands* [emprisonnés par Moscou] *ainsi que la solidarité avec les Etats-Unis ont primé »*, a déclaré M. Scholz, jeudi soir, alors que, parmi les détenus de nationalité allemande ayant recouvré leur liberté, figurent également Kevin Lik, un jeune homme de 19 ans condamné à quatre ans de prison en décembre 2023, Patrick Schoebel, un touriste accusé de trafic de drogue, le juriste German Moïjes et le politologue Dieter Voronine, tous quatre ayant un double passeport allemand et russe.

« IMPUNITÉ JUDICIAIRE »

En échange de leur libération, l'Allemagne s'est donc résolue à libérer le « tueur du Tiergarten », Vadim Krassikov, tandis que les Etats-unis ont accepté de libérer plusieurs ressortissants russes emprisonnés sur leur sol. Parmi eux, aucun journaliste, aucun opposant politique mais des criminels, des espions ou des champions du contournement des sanctions. Tels Vladislav Kliouchine et Alexandre Vinnik, condamnés par la justice américaine pour escroquerie, Roman Selezniov, le fils du député pro-Poutine de la Douma Valeri Selezniov, en prison pour cyberescroquerie, ou encore Maxime Martchenko, condamné pour avoir fait passer du matériel américain dit *« sensible »* en Russie.

La décision de libérer M. Krassikov n'a *« pas été prise à la légère »,* a reconnu Olaf Scholz, jeudi soir, après avoir accueilli à l'aéroport de Cologne le citoyen allemand et les quatre ressortissants germano-russes ayant transité par Ankara après avoir été sortis des prisons où ils croupissaient en Russie et en Biélorussie.

« Depuis la guerre froide, il n'y a jamais eu autant de prisonniers échangés à la fois et impliquant un aussi grand nombre de pays », s'est félicité, jeudi, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan.

JOE BIDEN A EXPRIMÉ SA « GRANDE RECONNAISSANCE » ENVERS LE CHANCELIER OLAF SCHOLZ, POUR LES « CONCESSIONS IMPORTANTES » FAITES PAR BERLIN

Même si elle constitue un indéniable succès diplomatique, cette opération n'en laisse pas moins un goût amer. Au départ, l'objectif des Occidentaux était en effet d'obtenir la libération d'Alexeï Navalny, le principal opposant à Vladimir Poutine. Mais celui-ci est mort en détention, au mois de février, dans de troubles circonstances. *« Nous avions travaillé avec nos partenaires sur un accord qui aurait inclus Alexeï Navalny mais, malheureusement, il est décédé »*, a déploré, jeudi, M. Sullivan.

L'autre ombre au tableau concerne Vadim Krassikov. En permettant sa libération, l'Allemagne *« contribue à de l'impunité judiciaire »* de la Russie, a déploré, jeudi, Amnesty International. Installée outre-Rhin, la famille de l'ancien combattant tchétchène assassiné en 2019 à Berlin a quant à elle parlé d'une décision *« accablante »* du gouvernement allemand. *« Nous sommes très déçus de voir que, dans le monde d'aujourd'hui, il ne semble pas y avoir de justice »*, a-t-elle réagi. Evoquant *« un retour de la guerre froide »*, le tabloïd *Bild*, plus gros tirage de la presse allemande, a quant à lui dénoncé un *« message pervers »* envoyé au peuple russe : *« Poutine est le héros »* de cet échange de prisonniers, *« il réussit à sauver des meurtriers »*, a commenté le quotidien conservateur.

« Une erreur fatale », a titré, de son côté, le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung. « Le prix que les démocraties occidentales, dont l'Allemagne, ont payé pour la libération de leurs concitoyens et de quelques prisonniers politiques russes est si élevé que la joie suscitée par cette bonne nouvelle ne peut qu'être de courte durée.* (...) *D'un point de vue purement politique, cet accord constitue une faute monumentale. Il viole la règle numéro un qu'il s'agit d'avoir vis-à-vis des preneurs d'otages, à savoir ne jamais répondre à leurs demandes, ne jamais céder à leur chantage »*, a commenté, jeudi soir, le grand quotidien allemand de centre droit.

A Berlin, les arguments pour justifier cet accord historique avec Moscou ont vite été dégainés. Proche du chancelier Olaf Scholz, le président (social-démocrate) de la commission des affaires étrangères du Bundestag, Michael Roth, a résumé tout cela d'une formule : *« Parfois, il faut faire un pacte avec le diable. »* ■

MARIE JÉGO (À PARIS), ARNAUD LEPARMENTIER ET THOMAS WIEDER

Le Français Laurent Vinatier reste détenu

La France est restée à l'écart du vaste échange de prisonniers survenu, jeudi 1er août, entre la Russie, la Biélorussie, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Pologne, la Slovénie et la Norvège.
Le Français Laurent Vinatier, collaborateur d'une ONG suisse, arrêté début juin en Russie, ne fait pas partie des personnes échangées. Mercredi, un tribunal de Moscou a prolongé sa détention provisoire jusqu'au 5 septembre. M. Vinatier est accusé d'avoir collecté des renseignements sur l'armée, alors qu'il travaille pour le Centre pour le dialogue humanitaire, organisation de médiation dans des conflits.

omegawatches.com

UNE SOIRÉE. DEUX MÉDAILLES D'OR.
DEUX NOUVEAUX RECORDS.

OMEGA félicite Léon Marchand qui a décroché l'or par deux fois à Paris 2024 dans la soirée de mercredi. Notre ambassadeur a remporté l'épreuve masculine du 200m papillon, qu'il a conquise en établissant un nouveau record olympique en 1:51.21, ainsi que l'épreuve du 200m brasse, avec encore un nouveau record olympique en 2:05.85. Nous avons eu l'honneur de mesurer les incroyables exploits de Léon et d'assister à un moment qui marquera l'Histoire des Jeux Olympiques.



SEAMASTER DIVER 300M
Co-Axial Master Chronometer







Le Monde
SAMEDI 3 AOÛT 2024

ÉCHANGE DE PRISONNIERS RUSSIE-OCCIDENT

Moscou relâche ses principaux opposants critiques de la guerre

Vladimir Kara-Mourza, victime de deux tentatives d'empoisonnement, avait été condamné à vingt-cinq ans de prison, la plus lourde peine

La Russie et les Occidentaux ont échangé vingt-quatre prisonniers détenus dans leurs prisons respectives, et deux mineurs accompagnant leurs parents. Alors que le Kremlin récupère un tueur à gages du FSB, des escrocs et des espions, les Occidentaux accueillent des opposants russes de renom, condamnés pour avoir critiqué la guerre en Ukraine. Plusieurs craignaient *« pour leur vie »*, a déclaré le chancelier allemand, Olaf Scholz, après en avoir accueilli certains à l'aéroport de Cologne, en provenance d'Ankara, le 1er août. « *Beaucoup ont craint pour leur santé et aussi pour leur vie, il faut que ce soit dit* », a-t-il ajouté. Selon l'ONG russe indépendante OVD-Info, depuis février 2022, près de 20 000 Russes ont été arrêtés pour avoir osé dénoncer l'invasion russe du territoire ukrainien. ■

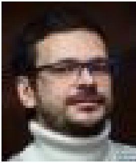
MARIE JÉGO

VLADIMIR KARA-MOURZA



Journaliste, documentariste, homme politique, militant de la société civile, Vladimir Kara-Mourza, 43 ans, est une figure appréciée de l'opposition russe. Vice-président de Russie ouverte, une ONG fondée par l'ancien oligarque Mikhaïl Khodorkovski, désormais interdite en Russie, le dissident, qui est aussi sujet britannique, s'est toujours battu pour faire éclore la démocratie dans son pays. Membre du Conseil de coordination de l'opposition russe, proche de Boris Nemtsov, il a joué un rôle primordial dans l'adoption de la loi Magnitski par le Congrès américain, en 2012. Ce texte, qui tire son nom de Sergueï Magnitski, un juriste fiscal qui avait découvert une fraude fiscale massive impliquant plusieurs représentants des forces de l'ordre, visait, à l'origine, à sanctionner et à priver de visas américains les personnes responsables de sa mort en prison, sous les coups en 2009, avant d'être étendu aux Russes accusés de violation des droits de l'homme. L'implication de Vladimir Kara-Mourza dans l'adoption de cette loi va le placer dans la ligne de mire du Kremlin. En 2015, puis en 2017, il est victime de deux tentatives d'empoisonnement, dont il ressortira diminué. En février 2021, une enquête conjointe de Bellingcat, The Insider et *Der Spiegel* révélera qu'avant de tomber malade, il avait été suivi à deux reprises par l'unité du FSB responsable de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny. Arrêté en avril 2022, il est accusé de « haute trahison » et « discrédit » jeté sur l'armée russe, ce qui lui vaut, un an plus tard, d'être condamné à vingt-cinq ans de prison, dans un établissement de haute sécurité en Sibérie. *« Je sais qu'un jour viendra où les ténèbres sur notre pays se dissiperont. Quand la guerre* [en Ukraine] *sera appelée guerre, et que l'usurpateur* [au Kremlin] *sera appelé usurpateur* (…), *alors notre peuple ouvrira les yeux et frémira à la vue des crimes horribles commis en son nom »*, déclare-t-il alors devant le tribunal. Son épouse Evguenia, réfugiée aux Etats-Unis avec leurs trois enfants, craignait beaucoup pour l'état de santé de son mari.

ILIA IACHINE



Opposant de longue date à Vladimir Poutine, Ilia Iachine, 41 ans, avait été arrêté en juin 2022. Inculpé pour la diffusion de fausses informations sur l'armée, il avait été condamné, en décembre 2022, à huit ans et demi de réclusion. Surtout, le Kremlin ne lui a jamais pardonné d'avoir ouvertement évoqué, sur les réseaux sociaux, les crimes de guerre commis par les militaires russes à Boutcha, une localité des environs de Kiev où des centaines de civils ukrainiens ont été torturés, violés, tués au plus fort de l'offensive russe, entre février et avril 2022. Un massacre décrit par Vladimir Poutine comme *« un modèle d'exécution »* et dont il a décoré les auteurs, des membres de la 64e brigade blindée motorisée, dont il avait loué, le 18 avril 2022, le *« courage,* [la] *détermination et* [le] *grand professionnalisme »*. Silhouette juvénile, yeux rieurs, Ilia Iachine n'a jamais accepté de se taire, encore moins de fuir son pays. Lors d'une audience précédant sa condamnation, il avait eu le cran d'interpeller directement le chef du Kremlin : *« Vladimir Vladimirovitch* (…)*, votre nom est désormais associé aux mots "mort" et "destruction". Vous avez causé un mal terrible au peuple ukrainien qui ne nous pardonnera probablement jamais.* (…) *Vous envoyez à la mort des centaines de milliers de Russes dont beaucoup ne retourneront jamais chez eux. Mais, pour vous, ce ne sont que des statistiques de pertes, des chiffres en colonnes. »* Rompu à la brutalité de la scène politique russe, il a longtemps travaillé aux côtés de l'opposant Boris Nemtsov, assassiné sous les fenêtres du Kremlin le 27 février 2015. Il était aussi proche d'Alexeï Navalny, mort le 16 février dans des circonstances non élucidées dans la colonie pénitentiaire de Kharp, dans le Grand Nord russe. *« Dans la compréhension de Poutine, c'est ainsi que le pouvoir s'affirme : avec des meurtres, de la cruauté et une vengeance révélatrice. Cette pensée n'est pas celle d'un homme d'Etat. C'est celle d'un chef de gang »*, dénonçait alors l'ancien élu au conseil municipal de l'arrondissement Krasnosselski, à Moscou, à l'annonce de la mort de son ami.

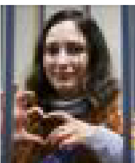
Malgré la dureté de ses conditions de détention, ses séjours au mitard, les messages qu'il écrivait depuis sa cellule de la prison de Smolensk se voulaient optimistes. *« Je veux que ma voix, celle d'un patriote russe s'opposant à la guerre et à la dictature, soit entendue. Il est très important pour moi d'avoir la possibilité de parler honnêtement à mes compatriotes, même derrière les barreaux »*, expliquait-il dans un texte parvenu au *Monde* et publié le 29 septembre 2023.

OLEG ORLOV



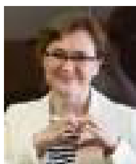
Coprésident de l'ONG Memorial, dissoute par la justice russe en décembre 2021, juste avant l'invasion de l'Ukraine, Oleg Orlov, visage expressif sous une chevelure d'un blanc éclatant, n'a jamais été habitué à courber l'échine. *« Se repentir, s'avouer coupable devant les juges ? Cela reviendrait à renier toute ma vie »*, dira-t-il en marge du procès qui lui a été intenté par le pouvoir pour avoir discrédité l'armée à travers ses critiques de l'offensive russe.
A l'issue d'un premier procès, organisé quatre mois plus tôt, cet infatigable défenseur des droits humains avait été condamné à une simple amende, le parquet ayant pris en compte son âge, 70 ans, et son état de santé, plutôt fragile. Mais bientôt le même parquet, regrettant d'avoir infligé une peine « trop légère », décida de faire appel. Le 27 février, Oleg Orlov était condamné à deux ans et demi de prison. En cause, la publication d'une tribune au vitriol contre le régime russe publiée par *Mediapart*, dans laquelle il accusait les forces russes du meurtre de *« masse »* de civils ukrainiens et dénonçait la *« victoire »* en Russie des *« forces les plus sombres »*, celles qui *« rêvaient d'une revanche totale »* après la dislocation de l'URSS en 1991. Transféré le 11 mars vers le centre de détention provisoire du nord-ouest de Moscou, le prisonnier Orlov s'est vu immédiatement proposer par l'administration d'aller combattre sur le front ukrainien en échange d'une libération anticipée, ce qu'il a refusé.

ALEXANDRA SKOTCHILENKO



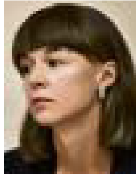
Artiste et musicienne, Alexandra Skotchilenko, 33 ans, s'était rendu dans un supermarché de Saint-Pétersbourg, sa ville, pour faire passer son message. La jeune femme remplaçait les étiquettes des produits par d'autres, de sa confection, qui dénonçaient l'invasion russe de l'Ukraine. Sous sa plume, une étiquette estampillée 400 roubles devenait ainsi 400 personnes bombardées par l'armée russe à Marioupol, la ville ukrainienne martyre. Dénoncée à la police par des clientes, elle a été jugée et condamnée à sept ans de prison en novembre 2023 pour diffusion de fausses informations sur l'armée russe. De santé fragile, la jeune femme dépérissait en prison selon ses proches.

LILIA TCHANYCHEVA



Proche d'Alexeï Navalny avec lequel elle a longtemps travaillé, l'opposante bachkire Lilia Tchanycheva, 42 ans, a été condamnée à sept ans et demi de prison le 14 juin 2023 pour « extrémisme ». Energique, cette experte comptable à Oufa, la capitale de la République du Bachkortostan, a rejoint dès 2017 le Fonds de lutte contre la corruption (FBK) créé par Alexeï Navalny. Devenue coordinatrice du mouvement, elle participait activement aux protestations contre la corruption et les dégâts causés par les entreprises minières dans sa région, ce qui lui a valu d'être arrêtée le 9 novembre 2021, cinq mois après la classification du FBK comme organisation extrémiste. En détention, elle a épousé son compagnon avec lequel elle souhaite avoir un enfant.

KSENIA FADEÏEVA



Condamnée à neuf ans de prison pour « extrémisme » le 29 décembre 2023, cette ancienne députée municipale de 31 ans, élue en 2020 à Tomsk, en Sibérie, a longtemps travaillé avec Alexeï Navalny, dont elle partageait les convictions, notamment celle de changer le pouvoir par les urnes. Tomsk est aussi la ville où Navalny avait été empoisonné cette année-là, quelques jours avant cette élection.

Le Hezbollah promet à Israël une « riposte très bien étudiée »

Le chef du parti chiite libanais, Hassan Nasrallah, s'est exprimé après la frappe qui a coûté la vie à son bras droit, Fouad Chokr

BEYROUTH - *correspondante*

Les yeux rougis de larmes, des hommes se recueillent en silence au milieu du brouhaha causé par la foule qui scande des slogans à la gloire du Hezbollah, au sein du complexe Sayyid Al-Chouhada, dans la banlieue sud de Beyrouth, jeudi 1er août. Ces centaines de sympathisants du parti chiite libanais brandissent le portrait de Fouad Chokr, le chef militaire tué dans une frappe revendiquée par Israël, mardi 30 juillet. Des combattants en uniforme d'apparat et béret rouge ont porté son cercueil, recouvert du drapeau jaune du Parti de Dieu, au rythme de la parade militaire. La prière achevée, le visage d'Hassan Nasrallah apparaît sur les écrans de l'auditorium, devant un fond rouge.

« Nous sommes à l'orée d'une grande bataille. Nous avons dépassé le simple front de soutien. C'est une bataille ouverte sur tous les fronts », avertit le chef du Hezbollah, dans un discours télévisé retransmis en direct, annonçant une *« nouvelle étape »* dans la confrontation avec l'Etat hébreu.

La frappe qui a visé, mardi soir, un immeuble de la banlieue sud de Beyrouth, tuant trois femmes et deux enfants, ainsi que le bras droit d'Hassan Nasrallah et un conseiller militaire iranien, puis l'attaque non revendiquée qui a coûté la vie, dans la nuit qui a suivi, à Téhéran, au chef du Hamas Ismaïl Haniyeh et à son garde du corps, appelle une réponse *« réelle et pas seulement symbolique »*.

« Extrême vulnérabilité »

« Vous vous êtes peut-être réjouis des massacres, mais vous allez bientôt pleurer. Vous ne savez pas quelles lignes rouges vous avez franchies », dit encore le « sayyid » (titre donné aux descendants du prophète de l'islam) Hassan, à l'adresse d'Israël. Il dénonce, tour à tour, un *« acte d'agression »* contre Beyrouth et une *« atteinte à la souveraineté, à la sécurité nationale et à l'honneur des Iraniens, car leur invité a été tué chez eux »*. Il accuse l'Etat hébreu, *« juge, partie et bourreau »*, de s'être servi de la mort, samedi, de douze enfants dans la ville druze de Majdal Shams, sur le plateau du Golan annexé par Israël, comme prétexte pour mener son *« agression »*. Il réclame une enquête indépendante, rejetant la responsabilité du tir meurtrier qui a été imputé au Hezbollah.

Ses déclarations et celles du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, laissent présager une riposte plus forte que celle que l'Iran et ses alliés au sein de l'« axe de la résistance » ont infligée à Israël après les frappes sur le consulat iranien, à Damas, le 1er avril. Douze jours plus tard, l'Iran avait lancé une attaque de drones et de missiles sur le territoire israélien, coordonnée à des attaques de ses affidés. Téhéran avait néanmoins pris le soin d'avertir les Etats-Unis en amont. Cette action n'ayant eu aucun effet dissuasif sur Israël, l'Iran et ses alliés sont déterminés à porter un coup cinglant pour laver l'affront qu'ils viennent de subir, mais ils ne souhaitent pas déclencher une guerre totale.

La ligne est fine, un mauvais calcul possible. La détermination affichée par Hassan Nasrallah masque mal une certaine fébrilité. Elle point dans les échanges, difficiles, entre le parti chiite et les chancelleries étrangères. *« Le Hezbollah a le sentiment que cette guerre, lancée en soutien au Hamas dans la bande de Gaza, commence à leur coûter cher et que, si elle se poursuit, il pourrait perdre son avantage stratégique. L'humiliation ressentie par Téhéran leur a rappelé leur extrême vulnérabilité »*, explique un bon observateur.

Hassan Nasrallah dénonce une « atteinte à l'honneur des Iraniens, car leur invité a été tué chez eux »

« Logique de la sagesse »

Certains, dans l'assistance, ont perçu une retenue chez le chef du Hezbollah. *« J'aurais voulu qu'il soit plus déterminé à faire payer le prix à Israël. »*, commente Abou Ali, un employé gouvernemental à la retraite. Hassan Nasrallah est resté évasif sur la forme que la riposte pourrait prendre. Il a seulement promis une *« riposte très bien étudiée »* et vanté la *« logique et la sagesse »* de son mouvement, ce qui a été interprété comme un gage de retenue. Jeudi, les réunions se sont poursuivies à Téhéran entre responsables iraniens, libanais, palestiniens, irakiens et yéménites, pour coordonner leur position.

Les contacts diplomatiques se poursuivent aussi avec l'Iran et le Hezbollah – indirectement pour les Etats-Unis, directement pour la France – pour tenter d'amener ces derniers à la retenue. *« Aucune pression extérieure ne viendra influencer la résistance »*, leur a répondu, jeudi, Hassan Nasrallah. Le chef du Hezbollah s'est montré amer envers ces *« pays hypocrites »*, et notamment *« celui qui se tient derrière l'ennemi »*, les Etats-Unis. Les responsables du parti chiite expriment le sentiment d'avoir été leurrés par l'envoyé spécial américain, Amos Hochstein, qui leur aurait donné l'assurance que Beyrouth ne serait pas ciblé par Israël.

Au sein du Hezbollah, le doute s'est insinué : Washington n'a-t-il aucun levier sur son allié ou, pire, est-il complice d'une escalade délibérée d'Israël ? Or, estime l'experte du Hezbollah Amal Saad, sur le réseau social X, *« les potentielles représailles de l'"axe" dépendront en grande partie de ce qu'il croit être les objectifs d'Israël et de l'ampleur du soutien américain à ces objectifs. En d'autres termes, Israël cherche-t-il simplement à intimider et à contraindre ses ennemis à se soumettre avec ces assassinats très provocateurs, ou essaie-t-il d'attirer le Hezbollah et l'Iran dans une guerre régionale plus vaste, dans le but de forcer les Etats-Unis à intervenir militairement ? »*

Pour Hassan Nasrallah, la responsabilité d'une déflagration régionale repose sur les épaules d'Israël et de ses alliés. *« S'il y a quelqu'un dans ce monde qui se soucie que la région ne se dirige pas vers quelque chose de pire et de plus grand, il doit faire pression pour obliger* [Israël] *à mettre fin à son agression contre Gaza »*, a-t-il exhorté. En attendant la riposte de l'Iran et de ses alliés, les échanges de tirs ont repris jeudi entre Israël et le Hezbollah, à la frontière. Dans la soirée, le Hezbollah a tiré des dizaines de roquettes sur le nord d'Israël, après une frappe israélienne ayant tué quatre réfugiés syriens dans le sud du Liban. ■

HÉLÈNE SALLON

Israël, entre crainte de représailles et triomphalisme

Après les assassinats ciblés, l'Etat hébreu se dit prêt à répondre à l'« axe de la résistance » mené par l'Iran

JÉRUSALEM - *correspondant*

Est-ce plutôt de la sidération, ou une difficulté à cerner le risque d'une escalade militaire imminente, voire l'accoutumance à un conflit qui dure depuis trois cents jours ? Après les deux opérations qui ont tué, coup sur coup, mardi 30 et mercredi 31 juillet, le chef militaire du Hezbollah à Beyrouth, Fouad Chokr, et le chef du bureau politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran – la première revendiquée par Israël, la seconde lui étant attribuée –, les menaces de riposte de l'Iran et de ses alliés, jeudi 1er août, se sont multipliées contre l'Etat hébreu, agitant la perspective d'attaques visant le territoire israélien. Mais, face à cette perspective, l'opinion en Israël semble encore balancer entre crainte et triomphalisme.

« De nombreux Israéliens sont ravis de voir que le pays mène ces actions dures, indique Dahlia Scheindlin, analyste politique de la Fondation Century de Tel-Aviv, spécialiste des études d'opinion. *Un sentiment de fierté prévaut dans une partie de l'opinion, qui estime qu'il est important d'être fort dans une région qui ne respecte que la force, et que la violence, au fond, c'est cela qui marche. Le problème est que personne n'a une idée claire sur ce que cela signifie exactement, ce qui est censé "marcher",* explique-t-elle. *Là-dessus s'ajoute une peur réelle, pour certains. Ces jours-ci, on se salue en se disant : "A bientôt, sauf s'il y a la guerre." C'est un autre aspect saisissant de ce qui arrive dans ce pays : le fait qu'on puisse parler en ces termes, alors que nous sommes déjà en guerre. »*

Confrontation avec les « trois H »

Au milieu de ce flottement, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, s'efforce d'apparaître à la fois comme le garant de la sécurité de la nation et le seul cerveau clairvoyant à la manœuvre. Jeudi, en inspection au commandement du front intérieur, le service de l'armée consacré à la protection civile, il a déclaré : *« Israël est dans un état de très grande préparation pour toute forme de scénario, à la fois de défense ou d'attaque. Nous ferons payer très cher tout acte d'agression contre nous, d'où que cela provienne. »* La veille, il avait tenu le même langage, mais aussi détaillé les priorités stratégiques d'Israël, toutes tendues vers l'Iran et ses alliés de l'« axe de la résistance », revendiquant l'initiative d'une confrontation avec les « trois H » (les houthistes au Yémen, le Hamas palestinien et le Hezbollah au Liban). Les menaces de réplique de ses ennemis semblent valider sa théorie. Jeudi le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a menacé Israël d'une *« riposte inéluctable »*.

Benyamin Nétanyahou, néanmoins, tâche d'apparaître avant tout en artisan d'une série de victoires. Comme pour parachever cet effet, un communiqué de l'armée israélienne a annoncé, jeudi, la mort de Mohammed Deif. Le chef de la branche militaire du Hamas est, avec le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinouar, le cerveau de l'attaque terroriste menée le 7 octobre 2023, qui a fait 1200 morts au sein de la population israélienne. Mohammed Deif, qui a échappé à sept tentatives d'assassinat dans le passé, a été visé par une frappe de l'armée de l'air le 13 juillet, au cours de laquelle 90 personnes ont péri. Depuis, son sort était incertain, et le Hamas n'a pas confirmé son décès.

Le ministre de la défense, Yoav Gallant, a déclaré que sa mort constituait *« une étape déterminante dans le processus de démantèlement du Hamas en tant qu'autorité militaire et civile à Gaza, ainsi que dans l'accomplissement des objectifs de cette guerre »*. Cette opération prouve, selon lui, le fait que *« le Hamas est en voie de désintégration, et que les terroristes du Hamas sont appelés soit à se rendre, soit à être éliminés »*. L'armée israélienne a pour l'heure échoué à localiser Yahya Sinouar. Le général Gallant, qui entretient des relations difficiles avec Benyamin Nétanyahou, reste partisan des négociations pour un accord incluant la libération des otages, discussions que les développements de ces derniers jours risquent de reporter sine die.

Le ton triomphal adopté par les responsables israéliens est inédit depuis des mois, alors que la situation de la guerre, à Gaza, soulève au contraire de plus en plus d'interrogations côté israélien. Non en raison de l'étendue des destructions, exactions et souffrances infligées à la population civile palestinienne (on y compte désormais près de quarante mille morts, selon le ministère de la santé, à Gaza), mais du fait de l'enlisement manifeste de l'armée. La *« victoire totale »* contre le Hamas promise par Benyamin Nétanyahou ne semble pas pour autant à portée de main. Héloïse Fayet, spécialiste de la région à l'Institut français des relations internationales, relève qu'*« il demeure plus facile d'opérer des frappes à distance que d'aller chercher des combattants du Hamas à Gaza. C'est à la fois plus facile sur le plan technique et surtout moins destructeur au niveau de la réputation d'Israël dans le reste du monde »*, précise-t-elle.



Le chef de l'Etat israélien, Benyamin Nétanyahou, à Majdal Shams, après une frappe imputée au Hezbollah, en Israël, le 29 juillet (photo fournie par le service de presse du gouvernement israélien). KOBY GIDEON/ANADOLU/AFP

> **« Nous ferons payer très cher tout acte d'agression contre nous, d'où que cela provienne »**
> BENYAMIN NÉTANYAHOU
> premier ministre d'Israël

L'annonce concernant Mohammed Deif arrive toutefois à point nommé pour tenter de remiser au second plan les tensions politiques au sein du pouvoir. Le ministre des finances, Bezalel Smotrich, qui fait partie de l'aile d'extrême droite du gouvernement, a salué le fait que *« la défaite du Hamas est plus proche que jamais »*. Sa famille politique défend des positions jusqu'au-boutistes dans la guerre à Gaza, menaçant de quitter la coalition si un accord de cessez-le-feu est passé avec le Hamas. Cette intransigeance condamne toute possibilité d'accord pour obtenir la libération des otages (115 dont 41 déclarées mortes) demeurant entre les mains du Hamas à Gaza.

Du côté de l'opposition, aucune critique virulente de la politique d'assassinats ciblés, et de leurs conséquences ne s'est encore manifestée clairement. Yaïr Lapid, le chef de l'opposition, qui avait récemment qualifié M. Nétanyahou de *« lâche »*, a salué l'annonce concernant Mohammed Deif, affirmant qu'il s'agissait là d'un *« succès militaire de premier ordre, et sans précédent* [depuis le 7 octobre 2023] *»*. Il a insisté sur l'idée que cet acquis *« devait être transformé en succès stratégique, incluant le fait que tout doit être fait pour la libération des otages* [israéliens à Gaza]. *Immédiatement. »*

Benyamin Nétanyahou peut-il néanmoins espérer bénéficier d'un regain de popularité dans ce contexte, et est-il prêt à intensifier la prise de risque israélienne dans des frappes contre l'Iran et ses alliés pour y parvenir ? Anshel Pfeffer, analyste militaire et auteur d'un ouvrage sur le premier ministre (*Bibi*, Basic Books, 2018, non traduit), doute de ce scénario. Selon lui, les frappes *« ne peuvent être conçues et mises en œuvre par un homme seul, sur la base de sa capacité de décision. En amont, il y a un travail de longue haleine, mené par un ensemble d'acteurs du secteur de la sécurité. On ne peut toucher autant de cibles complexes, par magie, pile à un moment favorable politiquement. Il s'est présenté des opportunités, elles ont été saisies. »*

De plus, note Dahlia Scheindlin, M. Nétanyahou n'a à espérer, dans ce contexte de succès militaires, que des *« gains marginaux »* du côté de l'opinion israélienne. Selon l'analyste, le bénéfice pour le premier ministre est à chercher ailleurs : *« Sa grande mission, c'est l'Iran, il l'a encore répété devant le Congrès* [américain le 24 juillet]. *Il revient constamment sur cette notion, consistant à dire que tout se ramène au conflit avec l'Iran et ses alliés, et pas aux Palestiniens. Il ne veut pas qu'on prenne les Palestiniens au sérieux. Faute de discerner une stratégie claire, il n'est pas exclu de penser qu'il serait capable d'envisager une guerre d'ampleur* [avec l'Iran et ses alliés] *juste pour rallier les pays occidentaux et les convaincre qu'il avait vu juste. »* ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Les familles des otages combattent leur « désespoir »

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté jeudi à Tel-Aviv, au 300e jour de captivité de leurs proches, enlevés par le Hamas

TEL-AVIV (ISRAËL) - *envoyé spécial*

Sur la plupart des pancartes où s'affiche en grand la photo de chaque otage surmontée de son nom, l'âge, précisé entre parenthèses, a été barré, puis modifié selon le jour de leur anniversaire passé en captivité.

Jeudi 1er août, quelques milliers de personnes défilent dans les rues de Tel-Aviv pour marquer le 300 jour de captivité pour les 115 personnes toujours détenues par le Hamas, dans la bande de Gaza. En tête de ce cortège, d'une cage installée sur un char, Ella Ben-Ami, fille d'un otage, micro en main, prévient la foule, que la date symbolique marquant un an d'emprisonnement approche : *« Le premier ministre doit signer un accord ! »*

Certains avancent avec une chaîne métallique au pied, qu'ils laissent traîner sur l'asphalte. Une manière de continuer à attirer l'attention, après neuf mois de ces marches hebdomadaires autour de la Kyria, le quartier général de l'armée israélienne, tout en combattant leur *« désespoir »*, dit Merav Mor. Déjà présente pour marquer les cent premiers jours, puis les deux cents premiers jours de captivité, la nièce d'Abraham Munder, kidnappé dans le kibboutz de Nir Oz, a le sentiment d'avoir déjà tout tenté : *« Je ne sais plus ce qui pourrait encore fonctionner pour ramener mon oncle à la maison. »*

Impossible de « crier victoire »

Pendant la manifestation, les récents assassinats ciblés du chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran, ainsi que de Fouad Chokr, un haut gradé du Hezbollah, à Beyrouth, et leurs effets sur les négociations pour la libération des otages sont sur toutes les lèvres. Les dernières discussions officielles entre les représentants de chaque camp, organisées dimanche 28 juillet, à Rome, semblent déjà loin. Mais, jeudi, en début de journée, le pouvoir israélien s'est voulu rassurant sur la suite des négociations par le biais d'Isaac Herzog, le président du pays, assurant qu'il serait impossible de *« crier victoire »* avant le retour de tous les otages.

Par l'intermédiaire du service de communication du gouvernement, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, s'est, lui, affiché en photo, entouré de quelques conseillers, pour une réunion sur la *« situation des otages »*. Enfin, par voie de presse, un officiel israélien a insisté sur son *« optimisme »* concernant les tractations avec le Hamas, affirmant qu'elles seraient toujours en cours, malgré l'élimination de leur chef politique et négociateur principal.

Dans le cortège qui avance le long des grandes artères de Tel-Aviv, aucune de ces déclarations publiques n'a suffi à rassurer les familles des otages. Quand Lee Siegel, 72 ans, a appris la nouvelle des deux assassinats à Beyrouth et à Téhéran, il a tout de suite pensé à son frère Keith, kidnappé dans le kibboutz de Kfar Aza. *« En quoi cette opération va l'aider ? »*, se demande-t-il alors, en s'inquiétant d'une potentielle *« vengeance »* du Hamas sur les otages. Selon lui, à chaque fois que la perspective d'un accord se précise, les politiques israéliens refusent tout compromis. Dans le gouvernement, où les désaccords se multiplient sur les suites du conflit, le premier ministre préfère, croit-il, *« s'accrocher au pouvoir »* plutôt que de *« faire son boulot »* pour le retour des otages. Déçu, le septuagénaire ne décolère pas depuis le mois d'avril, quand la libération des civils était sur le point de se concrétiser, avant l'ajout de nouvelles exigences israéliennes qui ont fait échouer le processus.

Levée de fonds

Ces dernières semaines, les familles des otages ont continué à se démener dans l'espoir de peser dans les discussions. Certaines ont multiplié les déplacements à l'étranger, notamment à Doha, au Qatar, le pays au cœur de toutes ces négociations, et en France, où deux familles ont récemment rencontré, à Paris, un proche du président Emmanuel Macron dont elles préfèrent taire le nom. Plus récemment, en juillet, un autre groupe de familles a levé des fonds pour organiser un voyage aux Etats-Unis, parallèlement à la visite officielle de Benyamin Nétanyahou, venu rencontrer le président américain, Joe Biden, et prononcer un discours devant le Congrès.

> **Pour Lee Siegel, frère d'un otage, M. Nétanyahou préfère « s'accrocher au pouvoir » plutôt que de « faire son boulot »**

Leur but était de *« contrer »* le chef du gouvernement israélien et sa rhétorique, en multipliant les rencontres avec des personnalités politiques et les interventions médiatiques. Tout cela, sans garantie de résultat, précise Merav Mor, qui a effectué six voyages aux Etats-Unis ces neuf derniers mois. *« Nous avons parlé à tout le monde,* dit-elle. *Rien n'a fonctionné. »*

Contre toute attente, une poignée de familles a décidé de continuer à faire confiance au gouvernement. Pour elles, les assassinats ciblés des ennemis d'Israël pourraient servir de levier pour forcer la main au Hamas, affaibli par la mort d'un de ses chefs. *« Vu que c'est déjà fait, je ne préfère pas me dire que c'était une mauvaise idée »*, souligne Batsheva Yahalomi, femme d'Ohad Yahalomi, toujours otage, et mère d'Eitan, 13 ans, libéré au mois de novembre. Cette dernière a prévu de parler devant la foule qui se rassemble, ce 1er août au soir, sur la « place des Otages », en face du Musée d'art de Tel-Aviv, pour que personne n'oublie leur combat. Pour des raisons de sécurité, en raison des menaces de riposte de la part de l'Iran et du Hezbollah, au Liban, la prochaine manifestation rassemblant des opposants au gouvernement et les familles des otages, prévue samedi 3 août, a été annulée. ■

LUCAS MINISINI

Le Monde
SAMEDI 3 AOÛT 2024

« Au Venezuela, le peuple doit pouvoir élire ses dirigeants »

Le président colombien, Gustavo Petro, appelle Nicolas Maduro à un « dépouillement transparent »



Le président colombien, Gustavo Petro, à Paris, le 26 juillet. SAMUEL KIRSZENBAUM POUR « LE MONDE »

ENTRETIEN

Le premier président de gauche de Colombie, Gustavo Petro, est arrivé au pouvoir il y a deux ans, le 7 août 2022. Elu sur la promesse de réformes sociales ambitieuses qu'il peine à faire voter faute de majorité au Congrès, le chef de l'Etat se heurte, pour mettre en place la *« paix totale »* à laquelle il aspire, à la violence des groupes armés encore en activité liés au trafic de drogue. Pour l'atteindre, M. Petro plaide, dans un entretien au *Monde,* pour la dépénalisation des drogues au niveau mondial. Au sujet de la victoire de Nicolas Maduro à l'élection présidentielle au Venezuela, décrétée par le pouvoir chaviste et contestée par l'opposition, il appelle Caracas à effectuer un dépouillement *« transparent »* et *« sous contrôle international »* du scrutin.

Vous avez tenté en vain, avant la présidentielle du 28 juillet au Venezuela, de faire signer un document dans lequel le gouvernement et l'opposition se seraient engagés à reconnaître le résultat du scrutin…

Cela fait des mois que le Mexique essaie avec l'aide de la Norvège, ou moi-même avec les Etats-Unis et l'Europe, de construire un cadre pour que la situation politique au Venezuela ne dégénère pas en conflit armé violent. Si cela arrivait, cela aurait forcément un impact en Colombie. Le chemin du Venezuela doit être celui de la paix et de la démocratie. Dans une démocratie, il n'y a pas d'exception : le peuple doit avoir le pouvoir d'élire ses dirigeants.

Quelle est votre position concernant la situation actuelle ?

Quelle que soit la volonté du peuple vénézuélien, elle sera respectée par la Colombie. Il s'agit d'un moment délicat et toutes les parties doivent être prêtes à le gérer pacifiquement. Nous attendons le rapport des observateurs et nous invitons également le gouvernement vénézuélien à procéder à un dépouillement transparent des voix, avec un décompte des votes et des procès-verbaux, sous contrôle international. Nous sommes en contact permanent avec tous les secteurs du Venezuela afin de garantir le meilleur pour l'avenir des Vénézuéliens, et nous sommes convaincus que tous les acteurs politiques respecteront la décision finale du peuple.

Quelle est votre principale satisfaction des deux premières années de votre mandat ?

C'est sans nul doute la réduction de la pauvreté. Après une très forte augmentation avec la crise liée au Covid-19, nos politiques ont permis de faire sortir 1,6 million de personnes de la pauvreté en 2023, par rapport à 2022, soit 10 % de pauvres en moins *[le taux de pauvreté s'établit aujourd'hui à 33 % au niveau national, mais 41 % dans les zones rurales].* Cela a été permis par une série de mesures liées à la politique agraire, dont les plus importantes sont l'augmentation du salaire minimal *[+ 12 % en 2024]* et la réduction des prix des biens alimentaires. La politique agraire, issue des obligations des accords de paix de 2016, consiste à donner des terres aux paysans pauvres et à protéger la production alimentaire du pays.

Qu'est-ce qui ralentit la « paix totale » ?

La base de la violence actuelle, ce sont les secteurs économiques illicites, la montée en puissance du trafic de drogue. Il ne s'agit plus d'un problème seulement colombien, mais mondial. La prohibition de la cocaïne dans le monde a des effets dévastateurs en Amérique du Sud. Un million de Latino-Américains sont morts dans la guerre contre le narcotrafic, la plupart en Colombie. Elle a tué plus de gens que la plupart des guerres militaires contemporaines, et ce sont en général des victimes civiles. Maintenant, les mafias grandissent en Europe, avec un pouvoir déstabilisateur et violent qui n'en est qu'à ses débuts. La cocaïne ne se fabrique plus en Colombie, elle se fabrique en Espagne, en Belgique, en France. Les chaînes de commercialisation clandestines pourront y détruire les pouvoirs locaux, en les corrompant, comme cela a eu lieu au Mexique ou en Colombie. Si je veux la paix totale dans le monde, je dois m'adresser au monde.

> **« La guerre contre le narcotrafic a tué plus de gens que la plupart des guerres militaires contemporaines »**

Et le monde vous écoute-t-il ?

Disons qu'il m'invite à parler, au sein de conférences internationales. Mais il s'agit d'un monde hypocrite, parce que d'un côté il y est dit qu'il faut respecter le droit international humanitaire, mais de l'autre on applaudit un génocide *[à Gaza].* Et en ce qui concerne la drogue, on maintient une prohibition qui assassine nos peuples. La consommation de drogue pourrait parfaitement être régulée, avec une politique de prévention forte qui coûterait beaucoup moins cher que ce qui est dépensé dans une guerre meurtrière sur notre continent.

Vous vous êtes beaucoup exprimé sur la Palestine. Quelle est votre position concernant l'invasion russe en Ukraine ?

Je crois que les accords de Minsk auraient dû être respectés. Il me semble que l'Europe de l'Ouest s'est empressée de ne pas les respecter *[la plupart des points de ces accords, signés lors du conflit dans le Donbass en 2014 et 2015, n'ont jamais été appliqués par la Russie]* et d'imposer l'OTAN comme un principe d'alliance militaire et politique. Cela a engendré des réactions en Russie et en Ukraine et a exacerbé le sectarisme. Je crois aussi que l'invasion russe de l'Ukraine devrait être considérée comme un crime de guerre. Mais lorsqu'il a été question d'inclure le crime d'agression dans le statut de Rome de la Cour pénale internationale, cela a été bloqué par les grandes puissances mondiales *[l'amendement a finalement été adopté en 2010, mais il faut le feu vert du Conseil de sécurité des Nations unies pour poursuivre un pays].* Ainsi, il n'est possible de qualifier de crime d'agression ni l'intervention *[américaine]* en Irak, ni les bombardements *[israéliens]* sur Gaza, ni l'invasion russe en Ukraine, alors qu'il le faudrait.

Vous avez lancé l'idée d'une Assemblée constituante. Pourquoi souhaitez-vous modifier la Constitution colombienne ?

Lorsque la Constitution a été réformée en 1991, certains aspects n'avaient pas pu être traités. Par exemple, il faut isoler la vie politique du financement privé, car c'est ainsi que le trafic de drogue s'immisce dans le pouvoir. Par ailleurs, il y a trente-trois ans, on ne parlait pas encore de la crise climatique. Or, nous savons aujourd'hui qu'il n'est plus possible de dépendre du charbon et du pétrole. Le pouvoir constitutionnel colombien a le devoir d'examiner comment sortir d'un demi-siècle d'économie pétrolière et carbonée pour aller vers une économie productive qui nous permette de vivre dans notre propre pays, de manière pacifique et démocratique.

Quelle réponse avez-vous eue de la part des pays du Nord à votre proposition d'échanger de la dette contre des actions pour le climat ?

On va dire que, là encore, ils m'écoutent. Il y a un précédent : l'émission de droits de tirages spéciaux *[instrument monétaire créé en 2021 par le Fonds monétaire international pour compléter les réserves des pays membres]* au moment le plus critique de la crise du Covid-19. Cela pourrait être fait pour la crise climatique, qui est la mère de toutes les crises et nécessite donc des solutions d'urgence, drastiques et profondes. J'ai proposé que l'on renouvelle ce genre d'émissions. Pour résoudre la crise climatique, provoquée par le Nord, il faut un financement dont ne disposent pas les pays du Sud, déjà endettés par la pandémie. Comment résoudre cette situation ? Avec de la prospérité au Sud. Pas avec des aumônes, mais avec notre propre capacité à atteindre ce que j'appelle la « prospérité décarbonée ». Il faut inventer de nouvelles formes culturelles, une économie différente de celle d'aujourd'hui, si nous ne voulons pas périr au milieu de la barbarie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANGELINE MONTOYA

A Caracas, bataille autour du « meilleur système électoral au monde »

L'opposition et plusieurs chancelleries réclament la publication des procès-verbaux établis à la présidentielle dans les bureaux de vote

CARACAS - *envoyée spéciale*

La réélection de Nicolas Maduro à la présidence du Venezuela ne convainc pas. Comme les électeurs vénézuéliens, une grande partie de la communauté internationale demande à voir les « actes » qui ont permis aux autorités électorales de proclamer, tard, dans la nuit du 28 au 29 juillet, la victoire du président sortant (51,2 % des voix) sur son principal adversaire, Edmundo Gonzalez (44,2 %). Les « actes », ce sont les procès-verbaux établis à la fermeture des bureaux de vote, sur la base des résultats émis par la machine à voter électronique.

Nicolas Maduro aligne les directs à la télévision. Il s'énerve et vitupère, dénonce une *« manœuvre criminelle »* de l'opposition et une ingérence de l'étranger. Dans la rue, il réprime. Mais il ne montre pas les actes. Jeudi 1er août, le Brésil, la Colombie et le Mexique ont, à leur tour, demandé aux autorités vénézuéliennes de *« publier au plus vite le détail des résultats bureau par bureau ».* Gouvernés à gauche, les trois entretenaient jusqu'alors de bonnes relations avec Caracas. Washington est allé plus loin. *« Il est clair qu'Edmundo Gonzalez Urrutia a remporté le plus grand nombre de voix lors de l'élection présidentielle du 28 juillet »*, a dit, dans un communiqué, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken. Il évoque les *« preuves accablantes »* fournies par l'opposition.

Le Venezuela se targue pourtant d'avoir le *« meilleur système électoral au monde »* ; la formule est de l'ancien président des Etats-Unis et fondateur du Centre Carter, Jimmy Carter, qui, en 2012, vantait les mérites techniques d'un système de vote complètement informatisé. *« Les machines à voter et le système de transmission de données sont très fiables »*, les observateurs présents à Caracas en conviennent tous.

L'électeur vote sur un écran, la machine enregistre son choix et émet un bulletin papier que ce dernier dépose dans une urne. A la fermeture des bureaux de vote, les machines transmettent les données à la « salle de totalisation » du Conseil national électoral (CNE) à Caracas. Et elles délivrent une tirette de papier – le « chorizo » dans le jargon électoral – comportant les résultats imprimés. Une fois signée par les membres du bureau, la tirette devient « procès-verbal », et les témoins présents des partis politiques en reçoivent une copie.

« Double trace du vote »

La moitié des urnes sont ensuite ouvertes et les bulletins papiers dépouillés pour confirmer que le résultat coïncide bien avec celui du vote électronique. *« Cette double trace du vote, électronique et papier, est ce qui rend le système inviolable »*, explique Griselda Colina, spécialiste des questions électorales. Pour le scrutin du 28 juillet, les partis de la coalition d'opposition ont réussi à désigner des témoins dans la quasi-totalité des quinze mille bureaux de vote. Au soir du scrutin, la cheffe de l'opposition, Maria Corina Machado, suppliait ceux-ci de ne pas en partir sans avoir en main la copie du procès-verbal. De nombreux incidents étaient alors signalés. Certains témoins racontaient avoir été sortis manu militari des bureaux de vote.

L'opposition aurait finalement recueilli 82 % des bordereaux, qui ont été mis en ligne. Les électeurs peuvent donc consulter les résultats de leur bureau, et les témoins les confirmer. *« Chacun de ces procès-verbaux peut être authentifié par un numéro et un code-barres inimitable »*, explique Eugenio Martinez, journaliste spécialiste du système électoral. Ce sont les *« preuves accablantes »* dont parle M. Blinken. Un logiciel a totalisé les résultats ainsi mis en ligne par l'opposition. Ils donnent 67 % à M. Gonzalez et 30 % à M. Maduro.

Trois jours après le scrutin, le CNE n'a quant à lui toujours pas publié les données électroniques dont il dispose. Selon les autorités, le système de transmission a été la cible, le soir du vote, d'une attaque informatique massive *« partie de Macédoine du Nord ».* Celle-ci serait responsable du retard dans la publication des chiffres définitifs. Skopje a répondu n'avoir aucune information sur le sujet ni *« aucune demande d'information de la part des autorités vénézuéliennes ».*

Le 28 juillet au soir, le président du CNE, Elvis Amoroso, proclamait la victoire de M. Maduro, en précisant qu'il ne disposait que de 80 % des votes. *« Les 20 % qui manquent représentent quelque 2,5 millions de voix,* souligne M. Martinez. *Or, selon les chiffres donnés par M. Amoroso, un peu plus de 700 000 voix séparent officiellement les deux candidats. Comment a-t-il pu affirmer que la tendance était irréversible ? »*

Mercredi, Maduro a saisi le Tribunal supérieur de justice (TSJ) du Venezuela pour demander un audit du scrutin contesté. *« Comment espérer un avis indépendant si les magistrats du TSJ sont, comme le CNE, acquis au pouvoir en place ? »*, interroge l'un des observateurs internationaux. Faute d'avoir pu accéder aux données du CNE, le Centre Carter, qui avait été invité à observer le scrutin, a quitté le pays sans délivrer de satisfecit. A la télévision, M. Maduro dénonce l'indignation sélective de l'étranger. *« Combien de gouvernements ont demandé un recompte des voix aux Etats-Unis quand Donald Trump a dénoncé une fraude électorale ? »*, interroge-t-il.

« Notre victoire est historique », a affirmé Mme Machado, jeudi, en fin d'après-midi, en appelant les opposants à descendre dans la rue, samedi 3 août, pour protester contre la fraude. *« Je défendrai toujours votre volonté »*, a écrit pour sa part M. Gonzalez sur son compte X. Les deux opposants ont été menacés d'arrestation par M. Maduro, et Mme Machado a dit se trouver désormais *« dans la clandestinité ».* ■

MARIE DELCAS

Le Pakistan et l'Inde sous des pluies record

Les inondations et les glissements de terrain dus à la mousson ont fait plus de 300 morts

NEW DELHI - *correspondance*

Les rues de Lahore avaient des allures de canaux, jeudi 1er août. Immergés jusqu'aux genoux, les piétons se déplaçaient tant bien que mal, là où les motards fendaient lentement les eaux. Les chauffeurs de tuk-tuk poussaient leurs engins restés en rade sur la chaussée inondée. Une pluie record s'est abattue jeudi matin sur la deuxième ville du Pakistan, peuplée de 13 millions d'habitants. Quelque 360 millimètres d'eau sont tombés, en l'espace d'à peine trois heures. Il y a plus de quarante ans, Lahore avait été le théâtre de précipitations semblables. Le 31 juillet 1982, le record s'était établi à 332 millimètres. Il est désormais battu.

Les trombes d'eau ont inondé plusieurs quartiers, se sont engouffrées dans les maisons, touchant même les deux principaux hôpitaux de la ville. Trois personnes sont mortes jeudi à Lahore, portant le bilan de la mousson à plus de cent personnes. Au mois de juillet, 99 personnes ont été victimes d'incidents liés aux pluies diluviennes au Pendjab, mais aussi dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du pays.

La capitale indienne, située à quelque 500 kilomètres de Lahore, n'a pas été épargnée. Dès mercredi soir, des averses torrentielles ont submergé les routes de New Delhi, bloquant le trafic d'ordinaire déjà chaotique dans cette mégalopole tentaculaire de plus 30 millions d'habitants. Neuf personnes sont mortes dans la capitale, selon un décompte de la presse locale. Plusieurs d'entre elles ont été victimes d'électrocution, d'autres se sont noyées ou ont été ensevelies sous les débris d'un immeuble effondré. En moins de vingt-quatre heures, il est tombé l'équivalent d'un cinquième des précipitations habituelles attendues entre les mois de juillet et de septembre. Toutes les écoles de la capitale sont restées fermées jeudi.

Le 27 juillet, la mort de trois étudiants, pris au piège d'une bibliothèque inondée située dans un sous-sol d'un établissement privé, avait suscité l'indignation et la colère. A la fin du mois de juin déjà, 228 millimètres d'eau s'étaient abattus sur New Delhi, soit l'équivalent de trois fois les précipitations de tout le mois de juin en quelques heures à peine, soit les vingt-quatre heures les plus pluvieuses depuis 1966.

Les éléments se déchaînent et provoquent des catastrophes à travers toute l'Asie du Sud. Dans l'Etat de l'Himachal Pradesh, trois personnes sont mortes jeudi et au moins quarante sont portées disparues après que des fortes pluies ont emporté des maisons, inondé des routes et endommagé des infrastructures. Dans l'Etat du Kerala, situé dans le sud de l'Inde, les pluies torrentielles ont provoqué des glissements de terrain mardi 30 juillet. Deux villages entiers ont été totalement emportés par des torrents de boue dans le district de Wayanad. Les opérations de sauvetage se poursuivent, mais l'espoir de retrouver des survivants s'est désormais dissipé. Environ deux cents personnes ont été tuées dans ces glissements de terrain et plus de 180 sont toujours portées disparues. Le département météorologique indien a déclaré que le district de Wayanad avait reçu jusqu'à 280 millimètres de pluie lundi et mardi.



Des secouristes transportent le corps d'une victime dans le district de Wayanad, en Inde, le 30 juillet. IDREES MOHAMMED/AFP

> **« L'Asie du Sud est devenue l'exemple emblématique des effets du changement climatique »**
> ROXY MATHEW KOLL
> Institut indien de météorologie tropicale

Ecofragilité de la région

Ces événements météorologiques extrêmes sont aggravés car combinés à un développement irresponsable, rappelle *The Indian Express* dans un éditorial daté du 1er août. *« Le boom de la construction des dernières décennies a dépouillé les collines autrefois luxuriantes de leurs forêts »*, regrette le quotidien indien, qui fustige les politiques ayant ignoré les mises en garde quant à l'écofragilité de la région. Entre 1950 et 2018, Wayanad a perdu 60 % de ses forêts, une érosion qui a rendu le Kerala plus vulnérable aux glissements de terrain. Près de 60 % des glissements de terrain survenus entre 2015 et 2022 ont été signalés dans cet Etat.

Ces scènes de déluge se répètent au fil des ans. Et l'intensité des pluies ne fait que croître sous l'effet du dérèglement climatique, assurent les scientifiques. L'Inde, le Pakistan, le Bangladesh ou encore le Népal connaissent régulièrement de graves inondations pendant la saison de la mousson, qui s'étend entre juin et septembre. Ses pluies, essentielles à l'agriculture, apportent la majorité des précipitations annuelles de l'Asie du Sud. Mais elles causent également de plus en plus de dévastation sur leur passage. En 2022, des inondations avaient recouvert un tiers du territoire du Pakistan, affecté plus de 33 millions de personnes et fait plus de 1700 morts.

« L'Asie du Sud est devenue l'exemple emblématique des effets du changement climatique », souligne Roxy Mathew Koll, spécialiste du climat à l'Institut indien de météorologie tropicale. *« La région entière – et pas seulement l'Inde – est témoin d'une nette tendance à la hausse des vagues de chaleur, des inondations, des glissements de terrain, des sécheresses et des cyclones »*, poursuit-il.



L'un des changements les plus remarquables est observé dans le comportement des moussons, devenues de plus en plus erratiques. Le nombre de jours de pluie extrême, définis par plus de 150 millimètres de précipitations en vingt-quatre heures, est à la hausse depuis le milieu du XXe siècle en Inde. *« Les projections climatiques indiquent que ces moussons extrêmes vont encore s'intensifier dans un avenir proche »*, prévient M. Koll. La région va donc devoir s'adapter au plus vite. *« Ce dont nous avons besoin, ce sont des systèmes d'alerte précoce »*, juge Roxy Mathew Koll, mais aussi de *« politiques qui identifient les points dangereux et protègent les vies et les moyens de subsistance des citoyens dans ces zones »*. ■

CAROLE DIETERICH

Le plastique toujours omniprésent sur les sites olympiques

Malgré la promesse de Jeux durables, dans de nombreuses enceintes, les verres consignés sont remplis à partir de bouteilles en plastique

PARIS 2024

« Have a gourde day. » Le jeu de mots affiché aux abords des enceintes olympiques est un peu lourd, mais il a le mérite d'inciter les spectateurs des Jeux olympiques (JO) à apporter leur gourde pour *« profiter des fontaines à eau gratuites »*. Paris 2024 s'est fixé pour ambition d'organiser les Jeux les plus *« écolos »* de l'histoire. Celle-ci passe notamment par un engagement tout aussi fort : diviser par deux l'usage du plastique à usage unique par rapport aux Jeux de Londres, notamment en faisant la chasse aux bouteilles en plastique. La vingtaine de fan-zones gérées par la Mairie de Paris est ainsi exclusivement équipée de fontaines à eau (de Paris) gratuites et de fontaines à soda (payantes) installées par Coca-Cola, le sponsor et distributeur officiel de boissons aux JO.

Sur la plupart des sites des épreuves, s'il est aussi possible de remplir sa gourde d'eau, le plastique est en revanche toujours omniprésent. De nombreux spectateurs s'en émeuvent depuis le début des Jeux. Du Stade de France à l'Arena Bercy en passant par les travées de Roland-Garros, les mêmes scènes et les mêmes commentaires éberlués des longues files d'attente devant les stands de Coca-Cola pour se faire servir des petites bouteilles d'eau ou de soda (Coca-Cola mais aussi Sprite, Fanta, Tropico ou Fuze Tea) en plastique dans des gobelets en plastique consignés 2 euros. *« Pour Paris 2024, nous aidons à réduire les emballages »*, clame l'écriteau à la buvette du géant américain du soda.

« On me prend pour une idiote »

« Je ne suis pas du genre à blâmer les marques imparfaites qui tentent de s'améliorer mais quand j'ai l'impression qu'on me prend pour une idiote, j'ai du mal à garder le sourire », témoigne sur LinkedIn Ingrid Vanhée depuis le Stade de France. Avant de rejoindre l'association Noé, engagée dans la sauvegarde de la biodiversité, Ingrid Vanhée a dirigé la stratégie de Citeo, l'éco-organisme créé par les entreprises du secteur de la grande distribution pour réduire l'impact de leurs emballages. *« Alors, The Coca-Cola Company, dites-moi que je me trompe quant aux JO j'ai l'impression que vous tentez de gagner la médaille d'or du greenwashing »*, poursuit-elle.

Philippe Bolo, député du Maine-et-Loire (MoDem) et auteur de plusieurs rapports de référence sur la pollution plastique, a assisté, mercredi 31 juillet, au tournoi de handball à l'Arena Sud située au Parc des expositions, à Paris. Il partage également sur le même réseau ses *« interrogations »* sur la stratégie de la marque pour limiter les déchets plastiques pendant les JO : *« Si les boissons vendues en marge des épreuves le sont dans des gobelets consignés réutilisables, pourquoi les remplir avec des bouteilles et non des fontaines ? »*

Sur certains sites, les gobelets (appelés « ecocups ») sont bien remplis à partir de fontaines. Coca-Cola dit en avoir installé *« près de 700 »* en comptant le village olympique ou les espaces de restauration réservés aux volontaires. Mais elles n'ont pas pu être déployées sur tous les sites pour des raisons *« opérationnelles »*, indiquent le comité d'organisation et Coca-Cola, qui évoquent l'absence de raccordement au réseau de distribution d'eau sur des sites temporaires, le manque de place dans les buvettes existantes ou encore des problèmes de partenariats post-Jeux, comme au Stade de France ou à l'Arena Bercy.

> **Devant les files d'attente pour rapporter les gobelets, certains spectateurs abandonnent**

Au total, près de 10 millions de petites bouteilles en plastique devraient être écoulées pendant les Jeux et 13 millions d'ecocups ont été produites à cet effet. *« Quand on additionne tout ça, on a du mal à voir comment Paris 2024 va tenir son objectif de réduction du plastique »*, s'étrangle Muriel Papin, déléguée générale de l'association No Plastic In My Sea. Coca-Cola met en avant que toutes ces bouteilles ne sont pas remises aux spectateurs, mais *« captées à la source »* pour être triées, compactées ou broyées afin d'être ensuite recyclées. Un effort qui ne satisfait pas France Nature Environnement (FNE). *« Avec les bouteilles recyclées, on réduit certes l'impact CO_2, mais on n'élimine pas le jetable,* rappelle Axèle Gibert, référente déchets à FNE. *Très rapidement, on ne peut plus les recycler et on doit encore utiliser du plastique pour les produire. »*

Directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et spécialiste des emballages plastiques, Nathalie Gontard estime que Coca-Cola et Paris 2024 *« jouent sur les mots »* : *« Ces bouteilles en plastique, même recyclées, restent typiquement à usage unique, car le plastique se dégrade. Il ne peut donc pas être utilisé plus d'une seule fois sans être traité, broyé, lavé, décontaminé et ensuite à nouveau polymérisé. Rien à voir avec les bouteilles en verre, qui, après un simple lavage, peuvent être réutilisées à l'infini. »*

L'autre interrogation concerne les 13 millions d'ecocups. Devant les longues files d'attente pour rapporter son gobelet, certains spectateurs abandonnent. D'autres repartent volontairement avec un souvenir des Jeux.

Les bouteilles en plastique sont également omniprésentes dans les mains des athlètes. Plusieurs comités olympiques et fédérations ont en effet obtenu le droit de pouvoir bénéficier de bouteilles à usage unique scellées pour se prémunir du risque de « dopage par sabotage » : l'introduction volontaire d'une substance dopante pour disqualifier un adversaire. Une entorse à la loi antigaspillage qui interdit depuis 2021 la distribution gratuite de bouteilles en plastique dans les établissements recevant du public.

Début juillet, FNE, No Plastic In My Sea et Zero Waste France avaient adressé une *« mise en demeure »* au préfet de Paris et de la région Ile-de-France pour qu'il prenne les mesures nécessaires au respect de la loi. Le courrier est resté sans réponse. L'exigence des contrôles antidopage n'était pourtant pas insurmontable : à Roland-Garros, les joueurs et les joueuses de tennis appliquent, et ce depuis 2021, la consigne *« Have a gourde day. »* ■

STÉPHANE MANDARD



Les syndicats face au RN dans leurs rangs

Lors des législatives, certains responsables syndicaux se sont présentés sous la bannière de l'extrême droite

Le couperet est tombé presque instantanément. Dès que la CFDT a découvert que Thiebauld Vega, un de ses adhérents, se présentait aux législatives sous les couleurs du Rassemblement national (RN) dans la 1re circonscription de l'Essonne, elle a enclenché une procédure d'exclusion à son encontre. L'intéressé a été flanqué à la porte le 26 juin, soit quelques jours après le dépôt de sa candidature et avant le premier tour de scrutin. *« Il n'avait pas de mandat au nom de la CFDT, c'est-à-dire qu'il n'était ni délégué syndical ni élu du personnel à la Société générale, son employeu*r, rapporte Diego Melchior, responsable de l'organisation réformiste au niveau de l'agglomération parisienne. *C'est la CFDT-banques d'Ile-de-France qui a mené à bien la radiation. »*

A l'occasion des élections législatives des 30 juin et 7 juillet, plusieurs confédérations représentant les salariés ont, à nouveau, été confrontées à ces situations épineuses où quelques-uns de leurs membres s'impliquent dans la vie politique sous la bannière de l'extrême droite. Elles ont réagi de deux manières : fermeté absolue ou tolérance assortie de conditions. A la CFDT, les règles sont en place *« depuis environ une vingtaine d'années »*, d'après Yvan Ricordeau, son secrétaire général adjoint. *« Un adhérent peut participer à un scrutin politique, sous réserve de suspendre, durant la campagne, l'exercice de son mandat syndical – s'il en détient un – et de ne pas se servir de son appartenance à notre organisation,* explique-t-il. *S'il n'est pas élu, il peut reprendre les responsabilités syndicales qui étaient les siennes auparavant. »*

Mais une disposition spécifique joue pour ceux qui partent à l'assaut des urnes sous l'étiquette du RN ou d'une autre formation au programme équivalent (Reconquête !, Les Républicains avec Eric Ciotti) : ils sont congédiés, car les valeurs portées par ces forces politiques sont jugées *« incompatibles »* avec celles de la centrale cédétiste, selon la formule de M. Ricordeau. La ligne est identique à la CGT : *« Il ne faut pas avoir la main qui tremble »*, insiste Emmanuel Vire, chargé de la lutte contre les idées d'extrême droite au sein de la confédération.

> **La CFDT a identifié huit « hérétiques ». L'un d'eux est devenu député : il s'agit de Maxime Amblard (Meuse)**

Lors des dernières législatives, en confrontant la liste des candidats avec le fichier de ses adhérents, la CFDT a identifié huit « hérétiques ». L'un d'eux est même devenu député : il s'agit de Maxime Amblard. Celui-ci a remporté son duel dans la 1re circonscription de la Meuse face à Bertrand Pancher, qui était le président du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) à l'Assemblée nationale durant la précédente législature. M. Amblard était, depuis janvier 2023, élu CFDT au sein de l'instance de représentation du personnel d'un établissement de Framatome situé à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

Il vit mal, évidemment, sa mise à l'écart, révélée par le média *La Lettre* : *« Je savais que la CFDT n'était pas une grande fan du RN, mais je ne pensais pas que ce serait au point de tomber dans le sectarisme sans réfléchir, comme peut le faire depuis longtemps la CGT*, confie-t-il. *Il est regrettable qu'une organisation censée représenter tous les travailleurs, quelle que soit leur orientation politique, procède à des exclusions arbitraires. »* D'après lui, les arguments invoqués pour son éviction *« reposent sur une vision symbolique et fantasmée de ce qu'est le RN aujourd'hui, et non pas sur la réalité concrète de ce qu'il est »*.

Complaisance ou mollesse

La CGT, elle, a été conduite à exclure une de ses membres : Nelly Ouchaoua, suppléante de Grégoire Granger, qui était en lice pour le parti de Marine Le Pen dans la 6e circonscription de la Loire et qui a été battu. *« Il peut y avoir des "trous" dans le filet »*, complète M. Vire. Sous-entendu : il n'est pas exclu que des cégétistes aient pris part à l'élection sous l'étendard de l'extrême droite sans que leur lien avec le syndicat soit repéré.

Les autres confédérations qui comptent à l'échelon interprofessionnel ont une doctrine différente. Chez elles, le fait de rouler pour le RN ne constitue pas un motif de répudiation. Elles appliquent les mêmes règles à leurs membres qui s'engagent pour un parti, que celui-ci soit situé à l'extrême droite, au centre ou à gauche. *« A la veille de chaque scrutin, nous diffusons une circulaire pour rappeler que ceux qui participent à une élection politique doivent suspendre l'exercice de leur mandat et ne pas se prévaloir de leur appartenance à notre organisation »*, indique Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière (FO).

La CFE-CGC a une position similaire : le logo du syndicat ne doit pas être mêlé à *« une cause politique »*, dit son président, François Hommeril. Idem à la CFTC : *« Ceux qui sont dans nos rangs et qui briguent une fonction élective, sous quelque couleur politique que ce soit, sont tenus d'interrompre leur mandat, sachant que nous faisons preuve de souplesse, s'il s'agit, par exemple, de siéger au conseil municipal d'une petite commune »*, détaille Cyril Chabanier, le numéro un de la centrale chrétienne.

C'est ainsi que Jérémy Legodec, surveillant pénitentiaire encarté à FO, s'est lancé dans la course des législatives (en qualité de suppléant, sous l'étiquette RN) dans la 1re circonscription des Hautes-Pyrénées. Cela n'a pas soulevé de difficulté pour la direction de son organisation, du moment qu'il respectait les consignes fixées en interne.

Les syndicats qui ne se délestent pas de leurs adhérents impliqués au RN sont parfois accusés de complaisance ou de mollesse – avec cette idée qu'ils auraient peur de mécontenter une partie de leurs troupes, conquises par le discours de Marine Le Pen. Les mis en cause font valoir qu'ils ne restent pas les bras ballants quand la situation l'impose. *« Les membres de notre organisation qui amalgament le combat politique et syndical se voient retirer leur mandat »*, souligne M. Souillot, en évoquant le cas de Jean-Claude Escalier, un ex-haut gradé de FO en Auvergne-Rhône-Alpes. Quelques mois avant les législatives, celui-ci *« s'était mis en scène avec une responsable du RN, tout en faisant état de son appartenance à notre confédération et en suggérant que nos idées étaient proches de celles défendues par cette formation*, raconte le secrétaire général. *Nous ne pouvions l'accepter »*.

> **« Les membres de notre organisation qui amalgament le combat politique et syndical se voient retirer leur mandat »**
> FRÉDÉRIC SOUILLOT
> secrétaire général de FO

Le Syndicat indépendant des commissaires de police, affilié à la CFE-CGC, a lui aussi sorti le bâton, il y a quelques mois, en retirant à Matthieu Valet la fonction de porte-parole, quand sa proximité avec le RN est devenue manifeste.

Lancer une contre-offensive

Même s'il est désormais banal de voir des syndiqués souscrire aux thèses de l'extrême droite, de telles situations continuent de provoquer des chocs. C'est ce que des cédétistes de Franche-Comté ont ressenti quand ils ont appris qu'une de leurs camarades, Florianne Jeandenand-Guinchard, était la porte-drapeau lepéniste dans la 5e circonscription du Doubs. *« Nous avons tous été surpris,* relate Christelle Caillet, dirigeante de la CFDT-santé/sociaux dans ce département. *L'un de ses collègues, lui aussi encarté chez nous, m'a dit : "Les bras m'en tombent, jamais je ne me serais douté qu'elle épouse de telles idées." Il travaillait en bonne intelligence avec elle, et s'est senti trahi. »*

Mme Jeandenand-Guinchard n'est pas venue à l'entretien auquel son syndicat l'a convoquée pour prononcer l'exclusion. *« C'est regrettable qu'on n'ait pas pu échanger avec elle sur tout ce qui s'est passé,* poursuit Mme Caillet. *Nous éprouvons aussi un sentiment de culpabilité : comment avons-nous pu ne pas déceler son investissement en faveur du RN ? »*

La marée monte à bas bruit dans le monde du travail. *« Au vu de la progression du RN et de son poids, notamment chez les ouvriers, nous sommes plusieurs à nous demander si cette formation ne tente pas de s'infiltrer dans les syndicats, en pratiquant l'entrisme »*, s'inquiète Perrine Mohr, secrétaire générale de l'union CFDT dans les Hauts-de-France. Selon un sondage effectué par l'institut Toluna-Harris Interactive, lors du premier tour des législatives, 19 % des personnes se disant proches d'un syndical ont voté en faveur du RN (22 % si on tient compte des suffrages accordés à Reconquête ! et aux LR avec Eric Ciotti).

Ce score, inférieur de plus 10 points à la moyenne nationale, est très variable suivant les organisations : un peu moins de 19 %, s'agissant des sympathisants de la CGT et de la CFDT, si on additionne toutes les voix en faveur de l'extrême droite, mais 32 % dans le cas de FO, un peu plus de 25 % pour la CFTC et 23 % pour la CFE-CGC.

Il est urgent de lancer une contre-offensive, alerte M. Vire. *« Le syndicalisme a une grande responsabilité à exercer pour combattre les idées du RN »*, enchaîne-t-il. Le cégétiste espère qu'*« une action encore plus forte pourra être impulsée, si possible en coordination avec d'autres centrales »*. C'est tout sauf évident, comme il l'admet : des militants, pourtant pleinement favorables à de telles démarches sur le fond, hésitent parfois à les mettre en œuvre, *« de peur de perdre des adhérents ou des voix »* aux élections qui désignent les représentants du personnel. ■

BERTRAND BISSUEL

La Nouvelle-Calédonie cherche un modèle social

L'appel d'Emmanuel Macron à refonder le contrat social, le 18 juin, souligne l'urgence de la situation

NOUMÉA - *correspondance*

Les discussions sur le nouveau modèle social vont être animées. Ce n'était déjà pas facile de discuter, ça promet !» C'est avec sarcasme que Philippe Michel, l'un des leaders non indépendantistes de Calédonie ensemble, a accueilli la proposition d'autonomisation des provinces de Sonia Backès, l'ancienne secrétaire d'Etat à la citoyenneté du gouvernement Borne et présidente non indépendantiste de la province Sud.

Dans une allocution prononcée le 14 juillet, la présidente de la province Sud a estimé que *« le monde kanak et le monde occidental », « au même titre que l'huile et l'eau, ne se mélangent pas »*. Forte de ce constat, la cheffe de file des loyalistes propose de marcher *« côte à côte »*, tournant ainsi le dos à l'esprit de l'accord de Nouméa de 1998, qui prévoyait la construction d'un destin commun.

Polémique, l'idée est néanmoins une forme de réponse à l'appel lancé par Emmanuel Macron, dans un courrier adressé aux Néo-Calédoniens, le 18 juin, à définir un *« nouveau contrat social »* pour reconstruire le *« fil de cette histoire commune »*. Un appel qui fait écho à la *« refondation du contrat social »* inscrite dans le préambule de l'accord de Nouméa, fondée sur la reconnaissance de la culture kanak.

Un modèle « à bout de souffle »

Si les événements du 13 mai ont fait basculer la Nouvelle-Calédonie, l'urgence de réformer l'archipel était une réalité bien avant cette date. Dans son discours de politique générale prononcé en 2021, le président de l'exécutif local, Louis Mapou, constatait déjà que le modèle néo-calédonien était *« à bout de souffle »*, écartelé entre une stagnation des recettes fiscales et une explosion des dépenses, en particulier en matière sanitaire et sociale. Deux ans plus tard, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie reprenait mot pour mot la formule, à l'occasion de l'ouverture du Forum Perspective, dont l'objectif était de présenter le nouveau modèle économique et social tant attendu.

Un Néo-Calédonien sur cinq vit sous le seuil de pauvreté

Ce premier gouvernement indépendantiste, depuis celui présidé par Jean-Marie Tjibaou, au début des années 1980, s'inscrit dans le sillage de l'icône indépendantiste en affichant de grandes ambitions. Trois ans après sa prise de fonctions, et malgré le conditionnement des derniers prêts de l'Etat à des réformes structurelles, son bilan est relativement maigre.

Cet immobilisme n'est pas étranger à l'histoire coloniale de la Nouvelle-Calédonie. *« Historiquement, la France a eu besoin de s'appuyer sur l'oligarchie locale pour s'assurer de la bienveillance des conseillers généraux »*, estime Franck Enjuanes, doctorant en histoire économique qui explore le rôle des maisons de commerce en Nouvelle-Calédonie et leur importance dans le développement économique et social entre 1853 et 1988. *« Cela a créé un système d'exemptions et d'exonérations typiquement néo-calédonien, mis en place pour satisfaire les différents groupes et corps professionnels, voire des intérêts particuliers concernant une seule entreprise. C'est une catastrophe au niveau du rendement fiscal. »*

Dans les années 1990, ce système d'exonérations fiscales a été complété par un dispositif de protection du marché, qui a contribué à asseoir une *« culture de la rente »*, peu propice à la concurrence et à l'innovation, comme l'explique au *Monde* Stéphane Retterer, le président de l'Autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie. Il précise que, à la même époque, les provinces se sont dotées de puissantes sociétés d'économie mixte, empiétant très largement sur la sphère privée. Autant de caractéristiques bien difficiles à dissimuler derrière les discours célébrant l'esprit pionnier de l'entrepreneuriat néo-calédonien.

Si les principaux partis politiques divergent sur de nombreuses questions économiques et sociales, ils s'accordent sur la nécessité de transformer un modèle particulièrement inégalitaire. Un Néo-Calédonien sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, et le niveau de vie des 10 % les plus aisés est près de huit fois supérieur à celui des plus modestes, selon les chiffres de l'Insee. Des inégalités qui sont également communautaires, puisqu'elles touchent essentiellement les Océaniens, et s'expliquent en partie par des discriminations en matière d'accès à l'emploi ou à l'éducation, comme l'ont montré de nombreuses études.


Des voitures brûlées chez un concessionnaire automobile, dans le quartier de Belle-Vie, à Nouméa, le 14 mai. THEO ROUBY/AFP

Pour le président du mouvement politique Construire autrement, Joël Kasarhérou, les piliers du contrat social sont en faillite. *« Le contrat social, grosso modo, c'est comment faire pour que tout le monde soit inclus au sein de la société. Il y a trois choses pour cela : l'éducation, la cohésion sociale et la redistribution de la richesse. On voit bien que ces trois éléments sont mis en défaut aujourd'hui. »*

Olivier Sudrie, économiste qui accompagne le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie depuis plus de dix ans et inspirateur des propositions de réforme du Forum Perspectives, voit dans les événements qui frappent l'archipel l'occasion de refonder le système. *« Reconstruire à l'identique ? Certainement pas. Il faut à la fois faire vite et également se poser un peu pour repenser le modèle économique, repenser l'après-nickel et trouver d'autres sources de croissance »*, souligne Olivier Sudrie, qui insiste aussi sur l'importance d'une plus juste répartition des fruits de la croissance, et suggère la mise sur pied d'un commissariat au Plan, à l'instar de celui créé en 1946 dans l'Hexagone.

« Comment peut-on vivre ensemble avec une telle déformation de la courbe de distribution des revenus ? Ce n'est pas possible », assure l'économiste, qui défendait une baisse des charges pesant sur le travail en contrepartie d'une hausse des impôts directs et de leur progressivité. Une idée qui avait fait son chemin, y compris au sein du patronat néo-calédonien.

Besoin de revoir la gouvernance

Depuis plus de dix ans, rapports d'experts, contributions et autres synthèses s'accumulent, sans compter les centaines d'heures de réunions entre les différents partenaires. Tous pointent plus ou moins dans la même direction : un modèle plus inclusif et redistributif. Tous s'accordent aussi sur le besoin de revoir la gouvernance, sur la préservation du système de protection sociale et la nécessité de réaliser des économies en simplifiant l'extraordinaire complexité née du millefeuille de la répartition des compétences entre les différentes institutions et collectivités. Tous savent également que les réformes bouleverseront les équilibres actuels, dans un microcosme marqué par la proximité entre les différents acteurs, en particulier politiques et économiques.

Pour Milakulo Tukumuli, le président de L'Eveil océanien, qui s'est engagé aux côtés des partenaires indépendantistes pour former la majorité océanienne réformiste au Congrès, le constat est un peu amer. Il faut *« définitivement dépasser le clivage actuel »* et explorer l'*« infinité des possibilités »* qui existent entre le oui et le non à l'indépendance, juge-t-il. *« C'est ce que l'on aurait dû faire pendant l'accord de Nouméa, mais personne ne s'en est préoccupé. Nous avons eu un transfert boulimique de compétences, et l'on est passés à côté des questions de société et du projet qui aurait dû être défini. »* ■

MATHURIN DEREL

Courte session parlementaire pour une Assemblée dysfonctionnelle

Faute de désignation d'un nouveau gouvernement, les députés n'ont siégé que trois jours lors de cette session achevée le 1er août

Après la dissolution, les députés avaient quinze jours pour démarrer leurs travaux, jusqu'au 1er août. Mais ils n'ont pas siégé plus de trois jours : les 18, 19 et 20 juillet, pour l'installation de la nouvelle Assemblée nationale issue des législatives des 30 juin et 7 juillet. Sur le tableau de bord institutionnel du pays, les voyants sont globalement à l'orange. *« Je dirai même que les voyants sont majoritairement rouges. Je ne vois pas ce qu'il peut sortir de cette législature »*, constate Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à Paris-II.

Le 18 juillet, la réélection de Yaël Braun-Pivet au perchoir a été acquise grâce à un accord de répartition de certains postes-clés de l'Assemblée nationale entre les macronistes et la droite, unis contre le Nouveau Front populaire (NFP). Elue avec 13 voix d'avance sur André Chassaigne (Parti communiste français, Puy-de-Dôme), candidat du NFP, Yaël Braun-Pivet a profité à plein des 17 voix des ministres députés. La Constitution interdit le cumul des deux fonctions mais pas quand le gouvernement est démissionnaire. La gauche a attaqué l'élection devant le Conseil constitutionnel qui, le 31 juillet, s'est déclaré incompétent pour juger du bon fonctionnement de l'Assemblée nationale.

Quoi qu'il en soit, les macronistes avaient gagné des points le soir du 18 juillet. Grâce à un accord *« solide »* avec Les Républicains (LR), selon le mot de Gabriel Attal, le camp présidentiel avait remporté la bataille désignée comme clé par Emmanuel Macron pour la future gouvernabilité du pays. Les 213 voix des groupes de l'ex-majorité et de LR dominent sur le papier les 193 du NFP.

Mais c'est une autre histoire qui s'est écrite dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 juillet. Lors de l'élection du reste du bureau de l'Assemblée (vice-présidents, questeurs, secrétaires), le Rassemblement national (RN) n'a décroché aucun poste, en raison d'une stratégie erratique, et la gauche a obtenu une majorité surprise avec douze postes sur vingt-deux. La faute à une incroyable légèreté à droite et chez les macronistes, partis se coucher trop tôt, mais pas que. Une alliance de circonstance entre la gauche et le groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) a permis à la gauche d'outrepasser l'alliance à droite. Car, sur le papier, l'union de ces groupes représentait alors tout juste 214 voix (LIOT compte depuis une nouvelle membre).

Envie d'en découdre

Ça ne fait pas une coalition de gouvernement concurrente pour la gauche (la majorité absolue à l'Assemblée nationale est à 289 sièges). D'autant plus que le groupe LIOT, qui rassemble divers députés, penche plus à droite que dans la législature précédente. Mais cela prouve la très grande fragilité d'une éventuelle coalition entre l'ancienne majorité et la droite. Même chose lors de l'élection à la tête de la commission des finances le 20 juillet : Eric Coquerel (La France insoumise, Seine-Saint-Denis), a été réélu président, mais surtout Charles de Courson (Les Centristes, Marne) a été élu rapporteur général du budget, battant au bénéfice de l'âge le sortant Jean-René Cazeneuve (Renaissance, Gers). Les macronistes ne contrôlant plus aucun poste-clé sur le budget au Parlement, les débats budgétaires de l'automne s'annoncent difficiles.

Avec une gauche majoritaire au bureau de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet se retrouve dans une sorte de cohabitation

« C'est quand même très rare qu'on s'écharpe sur la composition d'un bureau... », note Benjamin Morel. Pourtant, l'enjeu est d'importance : c'est ici qu'est interprété le règlement de l'Assemblée nationale. Cela compte dans une partie de l'organisation des débats, mais aussi leur tenue, qui a largement fait polémique dans la dernière législature. Avec une gauche majoritaire, Yaël Braun-Pivet se retrouve dans une sorte de cohabitation.

« Le bureau, c'est ce qui pose le cadre des échanges. Cela laisse augurer de débats peu constructifs sur le fond », prévient Benjamin Morel. Et on n'a pas eu besoin d'attendre bien longtemps pour s'assurer des intentions du nouvel Hémicycle. Dès le vendredi 19 juillet, lors de l'élection du bureau, alors que la séance est d'ordinaire formelle, l'Assemblée s'est embrasée. Les députés semblaient avoir envie d'en découdre.

La tension était aussi palpable lors de la première conférence des présidents où les gros bonnets de l'Assemblée n'ont pas pris de gants pour se dire leurs quatre vérités à huis clos. Ils ont tout de même acté l'ajournement des débats, faute de nouveau gouvernement de plein exercice. Théoriquement, la session doit reprendre le 1er octobre, seule la date de la première niche parlementaire, celle du RN, le 31 octobre, a été fixée. Les députés ont tout de même profité de ces deux semaines pour déposer une poignée de propositions de loi « écrasées » par la dissolution, comme Olivier Falorni (divers centre, Charente-Maritime) sur la fin de vie. Ou les « insoumis » sur l'abrogation de la réforme des retraites.

D'ici là, en saura-t-on plus sur la vision de son rôle de présidente d'une Assemblée plus fragmentée que jamais, du travail parlementaire sans gouvernement de plein exercice... ? Yaël Braun-Pivet n'en a rien dit, ni lors de son discours de réélection, ni dans les interviews qui ont suivi. Sur France 2, le 20 juillet, elle a certes constaté une installation de l'Assemblée « dans la douleur », mais s'est voulue résolument optimiste : *« En 2022, j'avais mis plus de quatorze heures pour mettre d'accord les différents présidents de groupe pour simplement choisir les places dans l'Hémicycle. Aujourd'hui j'ai pu mettre d'accord les onze présidents de groupe en une heure ! »* Voilà enfin un voyant au vert. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

Le Monde
SAMEDI 3 AOÛT 2024

Un an après les émeutes, des annonces oubliées

Des questions demeurent sur le profil des participants aux troubles qui ont suivi la mort de Nahel

Nous devons d'abord prendre le temps de qualifier les événements avant d'en tirer les conclusions. » Le 2 juillet 2023, une semaine après la mort du jeune Nahel, tué par un tir policier à Nanterre, Emmanuel Macron disait à ses ministres sa volonté de comprendre ces nuits d'émeutes, et de leur apporter une solution. Plus d'un an plus tard, aucune réponse d'ampleur n'a été formulée, et la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin, a suspendu les quelques efforts entrepris. *« On a une impression d'inachevé, on est resté sur le quai de la gare sur plusieurs sujets »*, déplore Alexandre Touzet (Les Républicains), vice-président du département de l'Essonne, qui dirige le groupe de travail Prévention de la délinquance de l'Assemblée des départements de France.

Après les émeutes urbaines, le gouvernement a brillé par sa discrétion pendant le comité interministériel de la ville, le 1er juillet 2023, et le Conseil national de la refondation (CNR), le 5 octobre 2023. Elus locaux et associatifs sont ressortis déçus de ces raouts, qui n'ont donné lieu à aucune grande annonce. *« Le CNR a tout de même eu un mérite,* estime Fabien Jobard, sociologue spécialiste de la police et invité au conseil, *c'est d'avoir mis le gouvernement face à des élus qui n'étaient pas dans une logique du "tout-répressif". »* Deux mois plus tôt, le président de la République expliquait avoir tiré une première leçon des émeutes : *« l'ordre, l'ordre, l'ordre »*.

C'est quatre mois après les événements, le 26 octobre 2023, que la première ministre, Elisabeth Borne, a dévoilé son plan de bataille. Derrière la fermeté affichée, quelques *« axes de réflexion »*, et peu d'annonces parfaitement inédites. Parmi les principales idées, sanctionner les parents qui *« se soustraient à leurs devoirs éducatifs »*, en leur faisant suivre des stages de responsabilité parentale ou réaliser des travaux d'intérêt général. Renforcer l'encadrement des jeunes délinquants, par exemple par des militaires. Attribuer des compétences judiciaires aux policiers municipaux, comme la possibilité d'accéder à certains fichiers de police. Et permettre une suspension de six mois d'un compte sur les réseaux sociaux en cas de relais de contenus violents ou encourageant à la violence.

Après le départ d'Elisabeth Borne de Matignon, le 9 janvier, certains ministres ont repris le flambeau. Eric Dupond-Moretti, ministre de la justice, annonçait en avril sa volonté de présenter, d'ici à l'été, un projet de loi relatif *« à la responsabilité parentale et à la réponse pénale en matière de délinquance des mineurs »*. Trois mois et une dissolution plus tard, plus aucune nouvelle de ce projet de loi.

> **« On a une impression d'inachevé, on est restés sur le quai de la gare sur plusieurs sujets »**
> ALEXANDRE TOUZET
> vice-président du département de l'Essonne

Diagnostic imparfait

Concernant la police municipale, malgré plusieurs rencontres en avril et en mai dans le cadre d'un « Beauvau », réunissant syndicats, associations, ministères et élus, le sujet n'a pas abouti et se heurte aux revendications que portent les syndicats de policiers quant aux retraites et aux salaires depuis plusieurs mois. Au sujet des réseaux sociaux, le Parlement a adopté en mai une loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique : la mesure de suspension souhaitée par Elisabeth Borne n'y figure pas.

Autre mesure présentée par la première ministre d'alors, fin octobre 2023, le déploiement de « forces d'action républicaine » (FAR). Une idée qui figurait déjà dans les promesses de campagne du candidat à l'élection présidentielle Emmanuel Macron, en 2022. Il s'agit d'envoyer dans des quartiers sensibles une équipe de « choc », composée de magistrats, de fonctionnaires de l'éducation nationale et des finances, des policiers, avec une promesse, selon la première ministre : *« Six jours pour ramener la paix publique, six semaines pour établir un plan d'action, six mois pour agir. »* En guise de test, trois FAR ont été déployées, début 2024, à Valence, Maubeuge (Nord) et Besançon, des villes particulièrement touchées par les émeutes en juin 2023. La généralisation – ou non – de ce dispositif est désormais suspendue à la composition d'un nouveau gouvernement.

> **La dissolution de l'Assemblée a eu raison du Beauvau de la prévention de la délinquance, prévu le 17 juin**

La dissolution de l'Assemblée nationale a également eu raison du Beauvau de la prévention de la délinquance, prévu le 17 juin. Annoncé en février par Sabrina Agresti-Roubache, la secrétaire d'Etat chargée de la citoyenneté et de la ville, il avait déjà été décalé une première fois. *« Ce "Beauvau" devait permettre de concevoir la prochaine stratégie de prévention de la délinquance, pour la période 2024-2027,* explique Alexandre Touzet, *donc nous n'avons pas encore pu aboutir à une stratégie véritablement discutée. »* L'entourage de la ministre, désormais démissionnaire, confirme qu'avec un gouvernement d'affaires courantes, le « Beauvau » n'a pas été reprogrammé, mais précise que *« les services continuent de travailler pour préparer une nouvelle stratégie de prévention de la délinquance ambitieuse, qui réponde efficacement aux nouvelles formes de violence »*.

Si aucune réponse forte n'a encore été apportée, c'est peut-être que le diagnostic lui-même reste imparfaitement posé. Les inspections générales de l'administration (IGA) et de la justice (IGJ) ont rendu, en août 2023, un rapport sur les profils et les motivations des participants aux émeutes. Son introduction appelait *« à la prudence sur les conclusions du présent rapport »*, car il reposait sur des données limitées, à savoir les dossiers de *« 395 personnes majeures condamnées définitivement à la date du 31 juillet* [2023] *»*.

« Distorsion »

A comparer aux plus de 4 282 gardes à vue, et approximativement 50 000 émeutiers, selon une estimation de l'IFOP, reprise par la commission d'information sénatoriale formée pour enquêter sur les émeutes dans son rapport d'avril 2024. Auditionné par cette commission en janvier, le sociologue Fabien Jobard estimait : *« Le rapport réalisé par l'IGA et l'IGJ a l'immense défaut de ne porter que sur les personnes interpellées. Il existe une distorsion entre la composition de la population interpellée et celle de la population émeutière. »*

L'IGA et l'IGJ ont tenté d'éclairer les motivations des condamnés. Ils ont notamment étudié les réponses que ces derniers ont fournies aux policiers, au cours de leur interrogatoire, donc *« dans le cadre d'une stratégie de défense »*. De ce travail est notamment ressorti un chiffre, très largement diffusé : *« L'émotion suite au décès de Nahel est invoquée dans moins de 8 % des cas étudiés. » « Cela signifie que 92 % des émeutiers ont malheureusement profité de ce drame pour casser, pour voler, pour brûler, pour agresser »*, estime Eric Henry, délégué national du syndicat Alliance police nationale.

Une analyse que ne partage pas Fabien Jobard, qui a expliqué à la commission : « *Je ne suis pas d'accord avec l'appréciation* (...) *selon laquelle la mort de Nahel* (...) *n'aurait qu'un poids modeste dans les motivations des émeutiers »*, pointant notamment que *« les cibles des émeutiers nous renseignent suffisamment sur leurs motivations.* (...) *Cette fois, les cibles se sont concentrées, de manière beaucoup plus violente,* (...) *sur les bâtiments de police nationale, de gendarmerie et de police municipale »*.

Lui et Jacques de Maillard, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, ont été chargés, le 31 juillet 2023, par les ministres de l'intérieur, de la justice et de l'enseignement supérieur et de la recherche d'*« étudier le profil des "émeutiers", leurs motivations et leurs rapports aux institutions »*. Ils doivent publier leurs résultats à la fin de l'année. ■

ARTHUR CARPENTIER

JO 2024 : contrefaçons, cocaïne et produits dopants surveillés

A l'aéroport de Roissy, le dispositif douanier a été renforcé pour la période olympique, avec pour l'heure aucun effet JO constaté

PARIS 2024

Le théâtre des opérations n'avait pas le faste des sites olympiques : c'est dans dix-sept entrepôts disséminés dans l'Est parisien qu'ont été saisis, mercredi 31 juillet, lors de contrôles simultanés, plus de 145 000 articles contrefaits destinés aux Jeux et aux activités sportives. Ces peluches « Phryges » un peu rêches, ces tee-shirts siglés des anneaux disposés à l'envers, ces chaussures de running singeant celles des grandes marques rejoignent le vaste inventaire de *« contrefaçons manifestes »*, souvent en provenance de Chine, dressé par les douanes, au long d'une traque internationale commencée sept mois plus tôt.

« *Le marché français est visé, et les Jeux olympiques – tout comme l'Euro de football – constituent pour les organisations criminelles une opportunité d'affaires* », indique Corinne Cléostrate, sous-directrice de la lutte contre la fraude à la Direction générale des douanes. *« Les JO peuvent constituer un effet d'aubaine pour les groupes criminels »,* souligne Simon Decressac, directeur régional des douanes de Roissy-Voyageurs. Au-delà des marchandises liées à l'événement, la saturation des terminaux de l'aéroport, avec son surplus de passagers et de matériel à faire transiter au plus vite, est perçue comme l'occasion de faire passer en toute discrétion les produits illicites. *« Nous réalisons des saisies en continu, de tabac, de stupéfiants, de médicaments, mais il est trop tôt pour parler d'effet JO »,* estime Mme Cléostrate. *« Quant aux produits dopants,* précise-t-elle, *les constatations de ces derniers jours portent sur des commandes de particuliers faites sur Internet, pour de la musculation notamment, mais rien n'est lié aux compétitions. »*

Les renseignements douaniers avaient alerté d'un autre stratagème : la présence, dans les vols commerciaux occupés par certaines délégations olympiques, de « mules » profitant de l'occasion pour convoyer de la drogue dans leurs valises. De telles infiltrations viseraient les pays de provenance habituels de la cocaïne – en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest. Dimanche 28 juillet, c'est à la descente d'un vol en provenance de Dakar, mais hors du cadre olympique, qu'une femme brésilienne a été interpellée. Dans l'une de ses valises étaient conditionnés 8 kg de cocaïne – soit plus de 500 000 euros à la revente.

Approvisionnements en amont

Pour la cocaïne comme pour d'autres stimulants, dont les autorités sanitaires craignent une consommation plus élevée que d'ordinaire lors des festivités, les approvisionnements ont été assurés en amont, selon les enquêteurs spécialisés. Le 14 juillet, 107 kg de cocaïne ont été découverts à Roissy dans des valises en provenance de Fort-de-France : 52 kg, en petits sachets compacts remplissant le bagage d'un passager, puis 55 kg, quelques minutes plus tard, à l'intérieur d'autres valises abandonnées sur le tapis roulant.

Selon les informations du *Monde*, cette saisie n'est pas isolée. Ces derniers mois, plusieurs bagages remplis de cocaïne ont été découverts dans les aéroports parisiens. Les enquêtes s'orientent vers des filières organisées, disposant de passeurs et de complicités pour assurer la « sortie » de la marchandise en dehors des terminaux. Face à cette menace, 80 % des effectifs habituels des douaniers de Roissy sont mobilisés en cette période olympique, contre 50 % les autres étés. Ils partagent les halls d'arrivée avec les polos verts des volontaires des Jeux, dispatchés là pour accueillir les athlètes, petite pancarte à la main, tels des voituriers de grands hôtels.

A Roissy, pourtant, le nombre de voyageurs n'est pas supérieur à celui d'un été classique, avec des pics ne dépassant guère les 220 000 passagers par jour. Parmi eux, ce sont 80 000 membres de la *«* famille olympique *»* qui ont atterri dans le plus grand aéroport parisien depuis le début des Jeux. Les champions débarquent avec le matériel adéquat, dont plus de 17 000 *« équipements hors formats »,* selon la terminologie douanière. Des vélos, des perches, des canoës, qui ont encombré les hangars. Le coup de chaud des arrivées massives – échelonnées du 12 au 26 juillet – a laissé place à une routine plus calme, marquée par les premiers départs.

« Certains athlètes attendent la fin des Jeux, mais d'autres repartent dès la fin de leur compétition, voire à peine éliminés, ce qui nécessite que l'on soit toujours sur nos gardes », constate Simon Decressac. Ce fut le cas d'une tireuse au pistolet iranienne, partie fissa de Châteauroux, la mine déconfite, et dont l'outil de travail nécessita une vérification méticuleuse, et réglementaire, avant son embarquement. ■

THOMAS SAINTOURENS

L'essor des « call centers », points de deal virtuels

Des applications pour le trafic de drogue avec standardistes et livreurs fleurissent, offrant un service discret

Comme son nom le promet, la plate-forme de livraison Speed Delivery n'avait pas coutume de faire languir ses clients. A la manière d'une jeune pousse de l'ubérisation des services, cette petite structure opérant depuis le nord de Paris savait instantanément envoyer ses livreurs motorisés après avoir reçu ses commandes par une application chiffrée. Mais Speed Delivery ne versait pas dans la restauration rapide. Son menu était d'une autre nature. Les investigations policières menées au fil de l'année 2022 ont révélé que figuraient à son catalogue cocaïne, cannabis, 3MMC, Tina (une méthamphétamine), GBL, mais aussi du Kamagra, un médicament indien favorisant l'érection.

En coulisses, les écoutes policières dévoilent une organisation calibrée, où chacun accomplit une mission précise, derrière son pseudonyme – « Big Pharma », « Kadhafi », « Maître Yoda » ou encore « Tahiti ». Au total, quatorze individus ont comparu devant le tribunal correctionnel de Paris, du 24 mai au 4 juin, pour « trafic de stupéfiants », mais aussi « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un délit puni de dix ans d'emprisonnement ». Des peines graduelles, allant du simple sursis jusqu'à sept ans ferme, selon la position dans le réseau, ont été prononcées.

Ce réseau de trafic de stupéfiants dématérialisé s'appuyait sur un cloisonnement des tâches et des relations entre clients et livreurs. Les coursiers, à scooter ou en voiture, pouvaient faire jusqu'à quarante livraisons par jour pour les plus actifs – des missions réparties entre Speed Delivery et deux autres plates-formes annexes, baptisées « Mister Delivery » et « Shay ». Le travail était rémunéré environ 700 euros par semaine, voire plus de 1200 euros selon le nombre de déplacements.

Au rythme des réapprovisionnements effectués en Belgique et aux Pays-Bas, des conditionnements de la marchandise réalisés depuis un appartement des Lilas (Seine-Saint-Denis), et des courses incessantes des livreurs, la start-up aura perduré même au-delà de l'interpellation de l'un des livreurs présumés, signalée par le message *« Tahiti s'est fait péter »*, échangé par ses complices au printemps 2022.

Le procès de Speed Delivery n'est pas simplement celui d'une combine isolée. Il raconte un modèle économique en croissance : celui des *« call centers »* (« centres d'appels ») des trafics de « stups », véritables plates-formes d'appels en ligne pour la commande de produits stupéfiants, qui permettent un « service » rapide, efficace et, surtout, très discret.

Répertoire clients

Ces réseaux fonctionnent sur un mode extrêmement cloisonné, en utilisant uniquement des messageries instantanées, plus discrètes et moins traçables qu'une ligne téléphonique classique. Le client compose un numéro menant à une « cabine », une plate-forme ouverte à des plages horaires précises, où des standardistes prennent sa commande. Cette centrale d'appel hiérarchise ensuite les ordres d'achat en fonction de leur volume et de la distance à parcourir puis active un livreur par le biais d'un autre numéro de téléphone et rappelle le client pour l'aviser de l'horaire de livraison.

Un « coordinateur » approvisionne chaque livreur puis récupère l'argent récolté auprès des clients. *« Dans le cadre de l'ubérisation du trafic, la livraison peut notamment endosser frauduleusement l'image d'un commerce légal, avec l'utilisation d'équipements d'enseignes (Deliveroo, Uber Eats, etc.),* précise l'Office antistupéfiants (Ofast) au *Monde*. *Le rayonnement d'un point de vente peut également aller bien au-delà de son territoire, grâce à des systèmes de livraisons par voie postale. »*

Marchandise entreposée dans des appartements loués à la semaine sur Internet ou dans des véhicules hors de tout soupçon, recours à des « intérimaires » sans casier judiciaire, des jeunes femmes réputées moins suspectes ou des chauffeurs de VTC pour effectuer les livraisons : une telle organisation entraîne de sérieuses contraintes en matière de gestion des stocks ou de ressources humaines. Mais elle génère aussi sa propre économie, aux bénéfices exponentiels. Les services d'enquête se sont ainsi aperçus que le répertoire clients d'un réseau, constitué parfois de centaines de numéros de téléphone, pouvait se monnayer jusqu'à 100 000 euros entre trafiquants ou que des apporteurs d'affaires recevaient une commission pour tout nouveau consommateur.

Des prestataires spécialisés disposant d'une façade légale peuvent être recrutés : développeurs d'applications mobiles spécifiques, téléchargeables par un lien envoyé sur une messagerie instantanée, ou graphistes de talent comme celui du réseau Caliweed, tombé en 2022 après avoir inondé les huit départements d'Ile-de-France de « coffrets » contenant drogue et cadeaux marketing comme des tee-shirts ou des gâteaux au cannabis décorés à la façon des grands pâtissiers.

« En parallèle des réseaux structurés, l'essor de petites équipes, hétérogènes, composées de jeunes individus, est constaté sur tout le territoire, explique-t-on à l'Ofast. *Ces réseaux permettent de toucher une clientèle sur un périmètre géographique plus étendu par un service de livraison, et des profils de consommateurs désireux de ne pas s'exposer physiquement sur le point de vente. Le recours aux outils numériques illustre l'agilité des groupes criminels et la déterritorialisation des trafics. »* La multiplication des offres de produits stupéfiants sur les applications se répercute aussi sur les signalements par la plate-forme Pharos, consacrée à la lutte contre les contenus illicites : en 2023, 816 signalements ont porté sur les trafics de drogue au niveau local, et 835 sur des offres à l'échelle nationale ou internationale.

C'est sous la couverture d'une société d'ambulances basée à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) qu'un réseau démantelé fin mars par le service départemental de la police judiciaire de Seine-Saint-Denis (SDPJ 93) allait et venait pour se fournir en cannabis. Les lieux de stockage, eux aussi, se fondaient dans le décor : un bar à chicha de Pavillon-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et deux domiciles, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne, servaient d'appartements « nourrice ». Les enquêteurs ont mis au jour un organigramme où la « cabine » occupe une position centrale. Ce *« call center »* conversait avec les clients d'une part ; puis répercutait les commandes aux livreurs sans que consommateurs et fournisseurs ne soient en contact téléphonique, tout en laissant les commanditaires en dehors des circuits de discussions.

Les écoutes policières dévoilent une organisation calibrée, où chacun accomplit une mission précise

Entre novembre 2023 et avril 2024, cette centrale d'appels générait un chiffre d'affaires estimé entre 150 000 et 300 000 euros par mois. Le bilan des perquisitions s'élève à 1,6 million d'euros, mais aussi des drogues diverses dont 122 kg de cannabis, 1,7 kg de cocaïne, ainsi que quatre armes semi-automatiques et une arme en plastique imprimée en 3D. Parmi les quatorze personnes déférées à la suite de cette opération policière, plusieurs avaient déjà des antécédents dans les trafics de stupéfiants. Ils étaient rompus aux points de deal traditionnels avant de tenter leur chance dans les *« call centers »*.

Quartiers favorisés de la capitale

La migration des réseaux de trafic de stupéfiants vers le virtuel n'illustre pas seulement le principe de l'« effet ballon », selon lequel la multiplication des descentes de police – comme les opérations « Place nette », mises en place depuis 2023 – entraîne un changement de technique ou de secteur pour la vente de drogue. Il révèle la prise en considération, par les trafiquants, des exigences d'une clientèle soucieuse d'échapper à tout danger, qu'il soit physique ou pénal, en lui évitant de se rendre sur des points de deal excentrés ou surveillés par la police avant de traverser, par exemple, Paris avec du cannabis ou de la cocaïne en poche. Dans les zones les plus favorisées de la capitale, le nombre d'amendes forfaitaires délictuelles délivrées par la police à des consommateurs « pincés » sur la voie publique a explosé en 2023 : + 74 % (près de 5 500 contre 3 100 en 2022). Ce sont ces clients au fort pouvoir d'achat qui privilégient désormais la livraison à domicile.

Ce n'est pas un hasard si, à Paris, les premiers groupes d'enquête « cyberstups » ont été créés au sein des 1er et 3e districts de police judiciaire (DPJ) qui couvrent le centre, l'ouest et la rive gauche de la capitale, où se concentrent une partie des quartiers les plus huppés, en particulier le « triangle d'or » formé par les 8e, 16e et 17e arrondissements. Outre ceux des 1er et 3e DPJ, deux autres groupes d'enquêtes cyber ont été créés à la brigade des stupéfiants de la police judiciaire parisienne, soit une trentaine de fonctionnaires menant des investigations sous pseudonyme, qui permettent aux policiers habilités d'infiltrer virtuellement ces réseaux.

Sur le ressort de la Préfecture de Paris, pour le seul premier trimestre 2024, quinze réseaux ont déjà été démantelés

Sur le ressort de la Préfecture de Paris, épicentre de ces nouvelles techniques de vente, les affaires de ce type se multiplient à raison de plusieurs interpellations chaque semaine. Pour le seul premier trimestre 2024, quinze réseaux ont été démantelés, soit plus de la moitié du nombre total mis hors circuit par la police en 2022.

Le 27 mai, une enquête ouverte en octobre 2023 s'est conclue sur un nouveau coup de filet : deux livreurs, trois cogérants d'une plateforme et une « nourrice » étaient interpellés en région parisienne. Les perquisitions ont mené à la découverte de 17 500 euros, 26 grammes de cocaïne, 80 grammes de kétamine, plus de 100 cachets d'ecstasy et 443 grammes de 2MMC, un euphorisant de synthèse. L'entreprise, encore modeste, ne demandait qu'à se développer. Comme des dizaines d'autres sur le territoire. ■

ANTOINE ALBERTINI ET THOMAS SAINTOURENS

Le Monde
SAMEDI 3 AOÛT 2024

AGRICULTURE



Arrachage de pieds de vigne, à Saint-Sulpice-de-Faleyrens (Gironde), le 5 février. SEBASTIEN ORTOLA/REA

Les Français boivent moins, les vignerons trinquent

Depuis les années 1970, la filière connaît une chute continue des ventes. Face à la surproduction, les viticulteurs réduisent les surfaces et changent de culture

Les voitures françaises vont-elles bientôt rouler au vin rouge ? La question n'est pas aussi saugrenue qu'elle en a l'air de prime abord. La piste de la transformation de vin en bioéthanol est, en effet, à l'étude par la Confédération des coopératives vinicoles de France. Même si nul ne sait si elle aboutira, elle illustre, en tout cas, la sortie de route de la filière viticole française, confrontée à une crise de surproduction et cherchant à éliminer ses surplus.

« Nous avons structurellement entre 4 millions et 5 millions d'hectolitres en trop, répartis essentiellement dans les plus gros bassins viticoles producteurs de vins rouges, de Bordeaux au Languedoc, en passant par la vallée du Rhône », souligne Jérôme Despey, viticulteur à Saint-Géniès-des-Mourgues, dans l'Hérault, et premier vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Pour expliquer ce débordement des cuves, d'aucuns évoquent la déconsommation de vin en France. Le phénomène n'est pas nouveau. La décrue a débuté au tournant des années 1970. Depuis, les volumes de jus de treille fermenté absorbés par les Français ont été quasiment divisés par deux, passant de 46 millions à 24 millions d'hectolitres en 2023, selon les données du Comité national des interprofessions des vins à appellation d'origine et à indication géographique (CNIV). Le rythme du repli s'est même accéléré après 2010, avec une baisse moyenne de 1,8 % par an. Il est encore plus rapide dans les rayons des supermarchés, où la régression atteint 3 % par an. Dans la distribution, où s'écoule une bouteille sur deux, les vins rouges pâtissent particulièrement de cette déconsommation. Leurs ventes sont passées de 5,1 millions à 3,5 millions d'hectolitres entre 2017 et 2023, alors que celles des rosés s'érodaient peu, à 3 millions d'hectolitres, et celles des blancs se maintenaient à 1,8 million.

MOJITOS ET SPRITZ

Il est vrai que les habitudes alimentaires des Français ont profondément changé. Le pays qui met en exergue sa gastronomie est aussi celui où l'éventail des enseignes de fast-food est le plus large. Les bistrots avec leur traditionnel steak-frites-salade et quart de rouge cèdent le pas aux pizzerias et aux chaînes de burgers, de kebabs ou de poulets frits. Les Français mangent de plus en plus fréquemment de façon déstructurée et le repas traditionnel, familial, souvent synonyme d'ouverture d'une bouteille de vin, se raréfie.

« *Le Covid a créé une rupture. Le mot d'ordre était à la relocalisation. Trois ou quatre ans après, tout le monde a oublié. On n'a pas vu arriver ce que l'on se prend dans la figure. Le vin est présenté comme le symbole de la gastronomie à la française, encore faut-il prendre le temps de s'asseoir. Or, il y a un emballement général, il faut aller vite, prendre son sandwich et sa canette à la main* », explique Joël Boueilh, président des Vignerons coopérateurs de France.

En outre, dans les bars, à l'apéritif, les clients ont tendance à boire plutôt une bière ou un cocktail qu'un verre de vin. La puissance du marketing des groupes mondiaux de spiritueux pèse de tout son poids sur le choix des consommateurs. Ces derniers ont réussi à populariser, en quelques années, mojitos puis spritz, omniprésents sur les terrasses. Les brasseurs investissent également massivement dans la publicité pour imposer leurs marques de bière dans les esprits, et nouent des partenariats internationaux avec des événements sportifs ou culturels. Sans oublier la force de frappe des géants des colas et sodas, très implantés dans les chaînes de fast-foods.

Rien de comparable pour le vin, qui perd peu à peu du terrain. *« Les bières et spiritueux reprennent les codes du vin en évoquant des origines voire des terroirs, alors que ce sont des produits industriels. Or, nous avons des atouts, nos vins sont naturels et leur qualité a progressé. Il nous manque les budgets et les compétences pour faire leur promotion »*, estime Antoine Leccia, président du groupe viticole de l'Hérault AdVini. Résultat, alors même que la consommation d'alcool en France est structurellement en forte baisse, le reflux ne touche pas de la même façon les différentes catégories.

Selon le CNIV, la chute globale estimée, par adulte, à 60 % depuis les années 1960 correspond à un plongeon de 70 % pour le vin et à des baisses de 18 % pour la bière et de 9 % pour les spiritueux. En outre, 37 % des Français déclarent, tout bonnement, ne pas consommer de vin.

Face à ce recul sur le territoire national, de nombreuses appellations viticoles ont misé sur l'export, en valorisant terroir et savoir-faire. Avec succès. En 2023, les ventes hors des frontières de vins français, y compris le champagne, ont atteint un montant de 11,2 milliards d'euros. A comparer aux 4,5 milliards d'euros du rayon vin (hors champagne) en grande distribution. Même si le chiffre est en retrait de 3 %, il s'apparente à un quasi-record. Le champagne représente à lui seul 4,1 milliards d'euros. En ajoutant les spiritueux, essentiellement le cognac, la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux de France estime les ventes d'alcools français à l'international à 16,2 milliards d'euros en 2023, ce qui en fait le troisième contributeur à l'excédent de la balance commerciale.

Toutefois, les volumes de vins commercialisés à l'export ont baissé de 9 % en un an. Une tendance qui s'illustre aux Etats-Unis, premier marché des alcools français. Mais le choc est encore plus fort en Chine, où le nombre de bouteilles vendues a été réduit d'un quart. Le coup de froid sur l'économie chinoise douche la dynamique du marché du luxe, dont font partie les flacons de cognac ou de vins fins.

Ce trou d'air du marché chinois a pris à contre-pied le vignoble de Bordeaux, qui avait fait le pari d'une continuité du développement à vive allure de la consommation de ce breuvage dans l'ex-empire du Milieu. Les vins de Bordeaux sont aussi très présents en grande distribution en France, là où le repli des achats est le plus important. Et la part du rouge y est prépondérante, à près de 85 % des volumes. Résultat, depuis quasiment deux ans, le vignoble bordelais est entré dans une crise de surproduction aiguë. Elle touche en priorité des exploitations familiales situées dans les régions de l'Entre-deux-Mers, des Côtes et du Médoc, dont la production est en appellation bordeaux et bordeaux supérieur. Les ventes se sont bloquées, les cours ont dévissé et, depuis l'automne 2022, plus aucune statistique des prix de vente en vrac n'est publiée.

Le Bordelais a donc été contraint de mettre en place un plan d'arrachage des vignes qui a débuté après les vendanges de 2023. Une enveloppe d'un montant de 57 millions d'euros, financée par l'Etat, le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux et le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, a été constituée en vue d'arracher environ 9 500 hectares, soit près de 10 % de la superficie totale, avec une prime de 6 000 euros à l'hectare.

> **« LA CAMPAGNE D'ARRACHAGE EST FINIE À BORDEAUX. LES PAYSAGES ONT CARRÉMENT CHANGÉ. SANS COMPTER LES VIGNES LAISSÉES À L'ABANDON »**
> RÉGIS FALXA
> président des Vignerons indépendants de Gironde

Régis Falxa, président des Vignerons indépendants de Gironde, qui gère, avec sa sœur, Château Lalande-Labatut et Château Les Gauthiers aux portes de l'Entre-deux-Mers, s'est résolu à arracher 3 hectares de vignes en vue d'une diversification. *« La campagne d'arrachage est finie à Bordeaux. Les paysages ont carrément changé. Sans compter les vignes laissées à l'abandon »*, constate-t-il, inquiet de l'impact de ce remodelage des terres sur l'œnotourisme, alors qu'il organise des événements pour écouler une partie de sa production à la propriété. D'autant que la crise est toujours là et qu'une nouvelle réduction du potentiel de production est envisagée. *« Il faudrait arracher près du double, soit entre 15 000 et 20 000 hectares »*, souligne M. Falxa. Cette année, la campagne d'arrachage devrait s'étendre à d'autres régions. La filière a estimé, initialement, à 100 000 hectares la surface totale concernée, essentiellement en Occitanie, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et donc dans le Bordelais, soit près de 13 % du vignoble français, qui s'étend sur 750 000 hectares.

LE « CRÈVE-CŒUR » DE LA DISTILLATION

Lors des manifestations agricoles du début d'année où la colère des viticulteurs s'est fait entendre, pour dénoncer en particulier un prix de vente aux négociants trop bas, le gouvernement a décidé de mobiliser 150 millions d'euros pour financer ce dispositif. Il doit encore obtenir le feu vert de Bruxelles. En effet, l'arrachage définitif n'était plus prôné en Europe au moment où les négociants ont, au contraire, poussé à déréguler le marché pour planter de nouvelles vignes et produire plus. La prime serait de 2 500 euros par hectare pour un arrachage temporaire et de 4 000 euros par hectare pour un arrachage définitif. FranceAgriMer a lancé, en mai, un sondage pour connaître les besoins réels des viticulteurs. *« Ce qui est remonté, à la suite de l'enquête, est un besoin d'arrachage de 22 500 hectares. Nous, nous le chiffrons plutôt entre 50 000 et 60 000 hectares »*, estime M. Despey.

Le gouvernement a également déboursé une aide d'urgence de 80 millions d'euros et un chèque de 200 millions d'euros pour distiller le trop-plein de rouge dans les caves et le transformer en alcool blanc destiné à la pharmacie ou à la parfumerie. *« Nous avons distillé 3,5 millions d'hectolitres. La distillation s'est achevée fin mai »*, précise M. Despey. *« Un crève-cœur »*, pour M. Falxa, qui s'est ainsi délesté d'une petite partie de sa production. Une précédente campagne de distillation lors de la crise due au Covid-19 avait déjà coûté 200 millions d'euros à l'Etat. Plus question de demander une nouvelle aide à la distillation.

D'autres pistes sont évoquées. *« Pour réduire le potentiel, la piste de la transformation du vin rouge en bioéthanol est étudiée. Mais ce n'est pas la même rémunération. Elle serait de 20 euros par hectolitre contre 70 euros par hectolitre pour la distillation »*, explique M. Despey.

Les régions viticoles touchées par la crise réfléchissent à l'après. D'autres l'ont fait avant. A l'exemple du vignoble corse, qui est passé de 30 000 à 7 000 hectares entre les années 1970 et aujourd'hui et s'est converti au rosé qui représente désormais 68 % des volumes contre 16 % pour le rouge. Il a aussi appris à ne pas dépendre des négociants, la vente en vrac ne représentant plus que 10 % des vins de Corse commercialisés, avec la création de marques propres pour mieux valoriser la production. Sans oublier de miser sur les cépages autochtones. De nombreux viticulteurs ont aussi fait le choix de diversifier leurs cultures avec la plantation de clémentiniers, pamplemoussiers ou citronniers.

Mais ce grand virage s'est traduit par une nouvelle organisation. La crise qui touche les vignobles du sud de la France pourrait aussi se traduire par une nouvelle vague de restructurations. Ainsi, les Vignerons du Buzet, une coopérative de Lot-et-Garonne, ont demandé à être placés en procédure de sauvegarde en juin. *« Les campagnes d'arrachage risquent de fragiliser les structures. Nous allons avoir une accélération des regroupements. Sur les 550 caves coopératives françaises, on pense que près de quatre-vingts pourraient être concernées par des fusions ou des rapprochements »*, affirme M. Boueilh. Et la question du devenir des vignerons dans les régions les plus touchées par la crise se pose. Déjà leur nombre s'érode inexorablement, passant de 70 000 à 59 000 entre 2010 et 2020, pour une valeur de la production viticole de 15,5 milliards d'euros en 2023. Combien seront-ils demain ? ■

LAURENCE GIRARD

Les viticulteurs catalans accablés par la sécheresse

La baisse de la production de raisin met en danger la fabrication de cava, vin mousseux d'appellation d'origine contrôlée

REPORTAGE
SANT SADURNI D'ANOIA (ESPAGNE) - *envoyée spéciale*

La mine grave, les traits tirés, Ton Mata, directeur des vins mousseux Recaredo, arpentait ses vignes au printemps en comptant les rameaux morts. *« Sur ce plant, il ne reste que quatre bourgeons sur douze. Sur celui-ci, c'est mieux, neuf rameaux ont survécu. En revanche, ce plant est complètement mort »*, énumère ce viticulteur du Penedès, en Catalogne (Espagne). Il évalue d'un regard inquiet les conséquences de la sécheresse sur son vignoble, situé autour de Sant Sadurni d'Anoia, dans un paysage bucolique entre les majestueuses aiguilles des montagnes de Montserrat et des champs labourés par des chevaux de trait.

Entre octobre 2023 et février 2024, le déficit de précipitation atteignait les 80 % par rapport à une année considérée comme normale. Grâce aux pluies de mai et de juin, qui ont rompu avec plus de trois ans de sécheresse persistante, Ton Mata respire un peu mieux en cette fin du mois de juillet, mais il n'est pas pour autant tiré d'affaire. *« Nous souffrons encore d'un déficit de 20 % de précipitations. Et les plants qui sont morts ou en très mauvais état ne reprendront pas… »*, souligne-t-il. En début d'année, le patron du domaine, âgé de 54 ans, a déjà dû faire arracher 5 hectares de vignes sur les 100 de son vignoble.

Du fait de la sécheresse, la récolte du raisin destiné à la production de cava, vin mousseux d'appellation d'origine contrôlée, a chuté de 38 % depuis 2021 dans le Penedès, région parsemée de 22 000 hectares de vignobles. Et si les ventes de cava ont battu de nouveaux records en 2023, c'est au prix d'une forte réduction des stocks, compromettant l'approvisionnement futur d'un marché très demandeur, ainsi que du recours massif à la production de viticulteurs d'Estrémadure, une zone autorisée par la dénomination d'origine protégée, et épargnée, elle, par la sécheresse.

« Plan de chômage partiel »

« La demande mondiale de cava est en hausse, et nous ne pouvons pas produire suffisamment de bouteilles pour la satisfaire », a résumé Pere Ferrer, vice-président du groupe Freixenet, principal producteur de cava. Ses cuves absorbent une part immense des raisins produits par les coopératives. Début avril, l'entreprise, dont le siège est situé à Sant Sadurni d'Anoia, a toutefois présenté d'excellents résultats pour 2023.

Quelques jours plus tard, le 22 avril, Freixenet, propriété depuis 2018 de l'allemand Henkell, sollicitait la mise en place d'un plan de suspension temporaire de l'emploi pour *« cas de force majeure »*, affectant six cent quinze salariés, soit 80 % des effectifs du groupe, en raison de la sécheresse. Le gouvernement de Catalogne l'a rejeté, estimant que le manque d'eau n'était pas survenu brutalement. Le groupe a finalement négocié avec les syndicats un plan de réduction du temps de travail pour *« motifs économiques, techniques et d'organisation »*, avant de reprendre à temps plein à partir de la mi-juin.

« On nous a prévenus que le plan de chômage partiel pourrait être réactivé en octobre, souligne Wellington Vinicius Cortes da Silva, représentant syndicat de l'Union générale des travailleurs chez Freixenet. *Cette situation d'incertitude est très pesante. »* Afin de contourner les aléas climatiques et continuer à croître, le groupe a développé des vins élaborés à partir de vignes non rattachées à l'appellation d'origine protégée.

« Terrifiant »

Recaredo, non plus, n'a pas la flexibilité de Freixenet. De dénomination Corpinnat, sorte de cava haut de gamme, le vin n'est élaboré qu'à partir de vignes écologiques ou biodynamiques situées dans le Penedès. *« Il faut que l'on obtienne de l'Europe une prolongation des droits de plantation*, dit Ton Mata. *Nous devons arracher beaucoup de vignes et nous ne pourrons pas tout replanter en moins de trois ans, comme l'exige le règlement si l'on ne veut pas perdre nos droits sur la terre… »*

Quant aux variétés, fini le chardonnay planté dans la région pour simuler le champagne, et ainsi que celles au cycle court mal adaptées au climat. M. Mata a déjà arraché tout le pinot noir en 2014. Il veut aussi limiter le cépage macabeu, moins résistant aux périodes de canicules. Le patron conservera le xarello qui a le mieux tenu, et replantera du monastrell (mourvèdre) et la variété historique autochtone, le sumoll, *« un cépage adapté au manque d'eau et à la forte personnalité »*.

« Ce vignoble, je l'ai planté moi-même en 1996, comme travail de fin d'études universitaires, en choisissant avec soin le matériel végétal, un sol très calcaire et minéral et un porte-greffe 40-B, peu profond, avec l'idée de produire peu mais de grande qualité. J'avais eu les félicitations du jury », se souvient-il en regardant les plants chétifs. *« Maintenant, mes professeurs me mettraient un zéro… »*, ajoute-t-il. Jamais, depuis que son domaine a été créé, il y a un siècle, les registres de Recaredo n'ont consigné une sécheresse comme celle qui a frappé la région depuis 2021. « *Le changement climatique est terrifiant. Il est évident que nous devons changer notre manière de penser »*, assure M. Mata.

Pour faire face à la chute de la production, le Conseil régulateur du cava a lui aussi pris les devants. Le 18 avril, il a autorisé les viticulteurs à augmenter le rendement de 12 000 à 15 000 kilos de raisin par hectare dans les vignobles, et à utiliser des vignes plantées dans les territoires situés en bordure de la dénomination, dans le but de produire du vin de base pour constituer des réserves. ■

SANDRINE MOREL

JAMAIS DEPUIS UN SIÈCLE, LES REGISTRES N'ONT CONSIGNÉ UNE SÉCHERESSE COMME CELLE QUI FRAPPE LA RÉGION DEPUIS 2021

Aéroports : les passagers devront de nouveau vider leurs sacs

Sous la pression américaine et malgré l'usage de nouveaux scanners, Bruxelles impose le contrôle des flacons de liquide des bagages cabine

BRUXELLES - *bureau européen*

Ces derniers mois, des voyageurs qui prenaient l'avion ont eu la divine surprise de découvrir qu'ils n'avaient plus forcément besoin, en passant les contrôles de sécurité des aéroports, de sortir de leurs valises de cabine leurs ordinateurs ou tablettes en tout genre, ni leurs flacons de shampooing, parfum et autres tubes de crème. Mieux, ils pouvaient même y transporter des contenants de toutes tailles, sans risquer de se les voir confisquer ou d'être obligés de mettre leur bagage en soute. Et ce, grâce à de nouveaux scanners de détection des explosifs (EDS Cabin) qu'ont achetés certains aéroports, notamment ceux de Francfort en Allemagne ou de Schiphol à Amsterdam.

Un règlement d'exécution de la Commission européenne, publié au *Journal officiel* mercredi 31 juillet, vient de mettre fin à ce progrès pourtant fort appréciable. En partie du moins. Le matériel électronique n'est pas concerné mais, à compter du 1er septembre au plus tard, les aéroports devront de nouveau exiger des passagers qu'ils ne se munissent pas de bouteilles de plus de 100 millilitres et qu'ils les extraient de leurs sacs au moment des contrôles de sécurité. Ces scanners de dernière génération pourront encore être utilisés, mais ils perdent une partie de leur intérêt.

Pourtant, l'Union européenne (UE) avait validé leur utilisation en décembre 2021. Depuis, *« on a eu des remontées d'aéroports dans certains Etats membres, qui corroboraient ce que les Américains et les Britanniques avaient également constaté : dans certains cas, très rares, au-dessus d'une certaine quantité de liquide, ils détectent mal les explosifs »*, explique aujourd'hui la Commission.

Dans ce cas, pourquoi attendre un mois ? *« Il s'agit d'une mesure de précaution et il fallait laisser le temps aux aéroports d'informer et de former le personnel »*, poursuit ce porte-parole de l'exécutif communautaire. La date a, par ailleurs, été arrêtée en accord avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui sont arrivés aux mêmes conclusions que Bruxelles. Mais les restrictions seront temporaires, assure la Commission, sans pour autant donner d'échéance.

Producteur chinois

En réalité, il y a eu une forte pression de Washington sur Bruxelles pour que l'UE s'aligne. La responsabilité de ce retour en arrière incombe *« aux Etats-Unis qui ne veulent pas d'une libéralisation du contrôle des liquides »*, raconte une source proche du gestionnaire d'aéroports Groupe ADP, qui gère les trois plates-formes parisiennes d'Orly, de Roissy - Charles-de-Gaulle (CDG) et du Bourget. *« Les Américains ont même commandé des tests »* techniques pour justifier leur mise à l'écart, poursuit cet interlocuteur qui ajoute qu'*« il y a un débat entre l'Europe et les Etats-Unis »* sur l'utilisation de ces scanners dernier cri.

Les Etats-Unis redoutent des *« problèmes de sécurité et même de cybersécurité »*, explique un cadre de la direction générale de l'aviation civile (DGAC). L'un des principaux producteurs de ces EDS Cabin est chinois – le groupe Nuctech – et Wahington craint qu'il ne profite de sa position pour scanner des données sensibles contenues dans les bagages, précise-t-il encore. Les Etats-Unis mènent un combat sans faille contre la Chine et tentent d'embarquer avec eux une Europe plus prudente, tant elle a besoin des fournisseurs et du marché chinois. *« Il y a une raison moins vertueuse qui pousse les Américains à refuser la mise en place de ces nouveaux matériels très perfectionnés, c'est qu'aucun industriel d'outre-Atlantique n'en produit »*, poursuit ce spécialiste de la DGAC.

Groupe ADP aurait déjà investi « plusieurs millions d'euros » dans cette technologie

Ce différend américano-européen devra être tranché dans les prochains mois. Ces scanners de nouvelle génération sont, en effet, *« le prochain standard technologique dont la Commission européenne a demandé le déploiement dans tous les aéroports de l'Union d'ici 2030 »*, comme on l'indique du côté de Groupe ADP, et cette *« feuille de route »* reste, à ce jour, inchangée.

En France, la DGAC a, sans attendre le 1er septembre, demandé à tous les gestionnaires d'aéroports d'exiger des passagers qu'ils sortent à nouveau de leurs bagages de cabine les liquides. A Roissy, les vieilles habitudes sont déjà de retour. L'organisation représentant les aéroports européens, Airports Council International (ACI) Europe, a pris acte de ce rétropédalage, mais en regrette les conséquences pour ceux de ses membres qui ont investi dans cette technologie, en moyenne huit fois plus chère que les appareils de détection traditionnels à rayons X et dont les coûts de maintenance sont quatre fois supérieurs à ceux de leurs prédécesseurs.

Ils sont *« lourdement pénalisés, financièrement et opérationnellement »*, juge l'ACI dans un communiqué publié le 31 juillet. Les nouvelles restrictions *« entament la confiance que l'industrie peut avoir dans le système de certification européen »* actuel des équipements de sécurité aériens, insiste Olivier Jankovec, le directeur général d'ACI Europe, pour qui celui-ci devrait assurer *« sécurité juridique »* et *« stabilité opérationnelle »*.

De fait, des entreprises comme Groupe ADP font un peu grise mine. Le gestionnaire d'Orly et de Roissy - Charles-de-Gaulle a acheté plusieurs de ces nouveaux scanners, payés entre 500 000 et 800 000 euros l'unité, et les a installés sur dix de ses deux cents postes d'inspection filtrage à CDG. De bonne source, Groupe ADP aurait déjà investi *« plusieurs millions d'euros »*. Cette marche arrière a par ailleurs pour conséquence de ralentir le passage aux contrôles de sécurité, alors que l'utilisation de ces matériels se traduit par *« un gain de temps de 30 % par rapport aux anciens dispositifs à rayons X »*.

Pour l'heure, les nouveaux scanners se trouvent dans des aéroports en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Lituanie, à Malte, aux Pays-Bas et en Suède. *« Mais des investissements ont été engagés dans bien d'autres pays »*, assure l'ACI Europe. L'UE va devoir rapidement éclaircir sa position. ■

GUY DUTHEIL ET VIRGINIE MALINGRE

Les droits télévisés de la Ligue 1 de foot attribués à DAZN et à BeIN Sports

En validant l'offre de 100 millions d'euros deux semaines avant la reprise, la Ligue de football professionnel limite les dégâts

Le conseil d'administration de la Ligue de football professionnel (LFP) qui s'est tenu le 31 juillet a achevé d'entériner le scénario qui se dessinait depuis le 14 juillet : l'offre de BeIN Sports, d'un montant de 100 millions d'euros pour la diffusion du match du samedi à 17 heures, a été validée. La chaîne qatarie est donc bien le codiffuseur officiel, avec la plate-forme britannique DAZN dont l'offre à 400 millions d'euros pour 8 matchs par journée avait été approuvée le 25 juillet, de la McDonald's Ligue 1 de football. Dès sa reprise, le 16 août et, dans le meilleur des cas, jusqu'en 2029. *« Ces accords stratégiques, conclus au terme d'un processus particulièrement rigoureux et collégial, offrent les garanties nécessaires pour tous les clubs »*, s'est félicitée la LFP dans un communiqué.

Longtemps, son président, Vincent Labrune, a espéré toper avec un diffuseur unique, voire créer une chaîne de toutes pièces. Mais *« si BeIN ne s'était pas engagé, la Ligue aurait été dans une posture délicate »*, reconnaît un acteur du dossier. Selon l'accord signé entre la LFP et BeIN Sports, dont le patron, Nasser Al-Khelaïfi, est également administrateur de la Ligue et président du Paris Saint-Germain, la chaîne qatarie décaissera 78,5 millions d'euros en droits de diffusion, et le reste en sponsoring, pour l'essentiel visible sur les bords des terrains. Un montant considéré comme *« un cadeau »* par plusieurs acteurs du dossier, alors qu'Emmanuel Macron avait manifesté son intérêt pour cette transaction lors de la visite officielle, en février, de l'émir du Qatar Tamim Ben Hamad Al Thani.

Selon les informations du *Monde*, les partenaires sont convenus de clauses de sortie au bout de deux ans. DAZN pourra alors porter son engagement à cinq ans, et BeIN Sports, le prolonger d'une année. *« L'accord conclu avec DAZN prévoit notamment des bonus atteignables significatifs (un premier bonus automatique de 50 millions d'euros sera ainsi déclenché dès le seuil d'1,5 million d'abonnés atteint lors de la première saison) »*, précise par ailleurs la LFP.

Privés d'émotions fortes

Pour y parvenir, la plate-forme devra présenter des offres suffisamment alléchantes afin que les aficionados, relativement privés d'émotions fortes ces dernières années, s'acquittent de leur abonnement. Une première formule à 14,99 euros pour un match hebdomadaire (une offre miroir à celle de BeIN Sports) devrait voir le jour, tandis qu'il faudra régler 29,99 euros chaque mois pour avoir accès aux 306 rencontres ainsi qu'à l'intégralité de l'offre multisport de la plate-forme.

Pour rappel, l'appel d'offres désormais clos avait été lancé avec l'espoir d'une transaction à un milliard d'euros (droits internationaux compris), ainsi que celui du retour dans le jeu de Canal+ – la chaîne cryptée a tourné le dos à la LFP en 2021, quand celle-ci s'en est remise à Amazon pour pallier la défaillance du groupe Mediapro. Aucun de ces deux projets ne s'est concrétisé. Sans la somme consentie par BeIN Sports pour sauver le championnat français, l'échec personnel de M. Labrune aurait été plus grand.

Le 26 juin, lors de la mission d'information sur la création d'une société commerciale de la LFP en 2022 (dans le cadre d'un accord financier avec le fonds CVC Partners), les sénateurs avaient interrogé le dirigeant sur sa rémunération, un salaire triplé en 2022 de 1,2 million d'euros brut annuel, et 200 000 euros de remboursement de frais annuels. M. Labrune s'était alors engagé à *« revoir »* le bonus de 5,4 millions d'euros censé lui être versé à la fin de son mandat à la tête de la Ligue, en septembre, s'il n'était pas réélu. ■

AUDE DASSONVILLE ET RÉMI DUPRÉ

ÉLECTRONIQUE
Intel licencie 15 % de ses salariés

Intel, en retard sur ses concurrents dans les puces adaptées à l'intelligence artificielle (IA) générative, a annoncé, jeudi 1er août, un grand plan social pour réduire ses coûts de 10 milliards de dollars (9,25 milliards d'euros), en licenciant plus de 15 % de son personnel, soit 18 000 personnes, d'ici à la fin de l'année. – *(AFP.)*

PHARMACIE
Sanofi choisit l'Allemagne pour investir dans le diabète

Le géant pharmaceutique français Sanofi va investir environ 1,3 milliard d'euros dans la construction d'une nouvelle installation de production d'insuline en Allemagne, sur son site proche de Francfort. Cette nouvelle installation *« remplacera les usines de production existantes »*, d'ici à 2029, sur son site de Hoechst près de Francfort, a précisé le groupe, jeudi. – *(AFP.)*

FINANCE
Axa en « négociations exclusives » pour céder son gestionnaire d'actifs

L'assureur français Axa, qui a dégagé un bénéfice net en hausse au premier semestre, a annoncé, jeudi, entrer en *« négociations exclusives »* en vue de céder Axa IM à BNP Paribas, pour 5,4 milliards d'euros, ce qui lui permettra de se désengager de la gestion d'actifs. – *(AFP.)*

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

« Homme libre toujours
tu chériras la mer. »
Charles Baudelaire.

Ses amis du monde entier

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre BONASSIES,

agrégé des Facultés de droit,
professeur honoraire de la faculté
de droit et de science politique
d'Aix-Marseille,
directeur honoraire du Centre
de droit maritime et des transports,
président honoraire de l'Association
française du droit maritime,
cofondateur
de l'Institut méditerranéen
des transports maritimes,
arbitre international,

survenu dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées ce vendredi 2 août 2024, à 10 h 30, en l'église d'Éguilles, suivies de l'inhumation au cimetière du village.

Alger. Tunis. Paris.

Fatma Methenni,
son épouse,
Caroline, Émilie et Alexandre,
ses enfants
et leurs conjoints, Octavio Hernandez, Cédric Maleville et Sarah Abdelkafi,
Aysha, Alya et Daly,
ses beaux-enfants
et leurs conjoints, Mehdi Kaak, Rafaa Zaccaria et Maya Lamouchi,
Esther, Nina, Violeta, Youssef, Louisa, Skander, Ghalia, Sophia et Leila,
ses petits-enfants,
Marguerite, Jean-François et Christiane,
ses frère et sœurs,
Les familles Chaulet, Dat, Louanchi et Bousdira,

ont la tristesse de faire part du décès de

Yves CHAULET,

survenu le 21 juillet 2024,
à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de

Geneviève CHAZELAS.

Une messe sera célébrée le mardi 6 août 2024, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, Paris 17e.

Baba Hassen, Alger.
Souillac. Caen. Le Boulou. Nice.

Ses enfants,
Ses petits-enfants,

font part du décès de

Aline COUDRE,
née **NOUX,**
le 10 janvier 1930,

survenu le 18 juillet 2024, à Nice.

Elle souhaitait faire don de son corps à la science comme

Pierre COUDRE,

en 2018.

La famille salue l´engagement de Mickaël.

pacoudre@orange.fr

Pierre Ferry,
son mari,
Ariane et Jérôme,
ses enfants,
Ses cinq petits-enfants
Ainsi que toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Ruth FERRY-BERCOFF,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
ancienne directrice
de l'Observatoire régional de santé
d'Île-de-France,

survenu le 26 juillet 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu ce vendredi 2 août, à 10 h 45, au cimetière du Montparnasse, Paris 14e.

ariane.ferry@gmail.com

Clamecy (Nièvre).

Anais et Bogdan,
ses enfants,
Natalie, Adam et Catherine, Jolanta et Charles,
ses frère, sœur, belles-sœurs et beau-frère,
leurs enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le lundi 28 juillet 2024, à Auxerre, de

Domingo GLAZEWSKI.

Une cérémonie de recueillement aura lieu le 26 août, à Clamecy.

Une pensée particulière accompagnera ses parents et sa sœur,

Jadwiga
(décédée le 20 mars 2024),

inhumés à Dornecy (Nièvre).

jolanta.tijusglazewski@gmail.com

Catherine René-Goldenstein,
Ses enfants,
Ses beaux-enfants
Et ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre GOLDENSTEIN,

survenu le 31 juillet 2024. Il s'est éteint paisiblement.

La mise en terre aura lieu dans l'intimité, une cérémonie réunira famille et amis, en septembre.

François et Elisabeth
Le Roy Ladurie,
Anne et Thomas Chattaway,
ses enfants,
Ses petits-enfants
et leurs conjoints,

ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine LE ROY LADURIE,
née **PUPPONI,**
docteur en médecine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 août 2024, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, 81, rue d'Alleray, Paris 15e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Paris.

Mme Corinne Lechevallier,
son épouse,
Warren et Harrison Lechevallier,
ses enfants,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Pascal LECHEVALLIER,

survenu le 25 juillet 2024, à Paris,
à l'âge de soixante-deux ans.

Il consacra toute sa vie à la VOD, qu'il avait créée à TF1 et continué à développer comme consultant. Il était reconnu pour son intelligence et sa discrétion. Un homme que tous aimaient et respectaient.

Une perte immense pour sa famille.

Nous venons d'apprendre que

M. Marc MENGUY,
ancien ambassadeur,
ministre plénipotentiaire e.r.,
sinologue et vietnamologue,
ancien président de la Société
des Amis de Qu Fu (Chine),
régulateur du projet Asia Urbs
pour la ville de Confucius,
ex chairman Venice Euro -
Chinese Entrepreneur Club,

nous a quittés le 20 juillet 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Il participa à l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine en 1964 puis avec le Vietnam en 1975.

De la part de

Catherine van Moppes,
qui partagea sa vie,
Gilles,
son fils,
Guillaume et Alexandre,
ses petits-fils,
Françoise Kirby, Suzanne Rosenfeld,
Ses amis en Chine, au Japon, aux Indes et en Indonésie.

Jean-François et Laurette, Pierre et Claude, Dominique et Agnès Sirinelli,
ses fils et belles-filles,
Marie, Antoine, Jean, Juliette, Anne-Sophie, Olivier,
ses petits-enfants
et leurs conjoints,
Ses treize arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, le 25 juillet 2024, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, de

Line SIRINELLI,
conférencière des Musées nationaux,

veuve de

Jean SIRINELLI.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être faits à la maison médicale Jeanne-Garnier, Paris 15e.

Mme Odette Tanguy,
son épouse,
Anne et François,
ses enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Yves TANGUY,
parfumeur-créateur,

survenu le 19 juillet 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Michèle Bidault van Tongeren,
son épouse,
Les familles Bidault et van Tongeren en France, aux Pays-Bas et aux États-Unis,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Herbert VAN TONGEREN,
pasteur,

survenu le 20 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 août, à 11 h 30, au cimetière de l'Est, à Montluçon (Allier) où il reposera en paix, dans le caveau familial.

Danielle Valéro,
sa fille,
Bernard Valéro, Nathalie Diebold,
son fils et sa belle-fille,
Barbara, Vincent, Samuel, Simon,
ses petits-enfants adorés,
Olivia et Elie,
ses arrière-petits-enfants adorés,
Les familles Valéro, Amar, Benassayag, Sussan,

ont l'immense douleur et le chagrin de faire part du décès de

Raphaël VALERO AMAR,
né le 7 novembre 1932

survenu le 30 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, à Évry.

Son immense générosité, sa bonté et son humanité nous accompagneront à tout jamais. Un homme exemplaire.

Notre Mensch est parti.

Souvenir

En ce 3 août 2024,

Roger DALLIER

aurait eu cent ans.

Sa famille,
Ses amis,
Tous ceux qui l'ont aimé,

ont une pensée pour lui.

Il leur manque depuis le 6 septembre 2003.

Mémoire

Waldemar KURI.

Il y a trente ans.

« Nous nous reconnaîtrons
dans le ciel étoilé. Qu'il soit le signe
qui nous lie, aussi longtemps
que nos lèvres se tairont. »
Hölderlin.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

La collection Torlonia emménage au Louvre

Les statues antiques de la famille princière s'installent dans les appartements rénovés d'Anne d'Autriche

EXPOSITION

Il était une fois un jeune Auvergnat prénommé Marin qui, comme dans les contes de fées, partit de presque rien pour finir riche et fonder une dynastie de princes, sans même avoir besoin pour cela d'un chat botté. Né en 1725 dans un village du Puy-de-Dôme, il arrive à Rome un quart de siècle plus tard, s'y établit comme drapier, puis comme prêteur sur gages. Et, dans cette Italie qui l'adopte, Marin Tourlonias se mue en Marino Torlonia.

Son fils Giovanni (1754-1829) poursuit cette trajectoire phénoménale, ouvre une banque, accumule une fortune considérable en prêtant de l'argent à la noblesse romaine, étant par ailleurs banquier du pape et de la famille Bonaparte. Comme il se doit, Giovanni Torlonia amasse aussi des titres de noblesse, devenant marquis, duc et, enfin, prince. Pour s'insérer dans l'aristocratie de la Ville éternelle, le parvenu achète à tour de bras palais et villas mais aussi, pour peupler ces demeures, des statues antiques romaines, lançant une fabuleuse collection de plus de six cents œuvres, dont soixante viennent de prendre leurs quartiers d'été au Musée du Louvre, à Paris, pour une exposition exceptionnelle à plus d'un titre.



Vue de l'exposition « Chefs-d'œuvre de la collection Torlonia », au Musée du Louvre, à Paris, en juin. Au premier plan, « Fanciulla », de Vulci. AGOSTINO OSIO

Plongée dans un double passé

Ainsi que le résume Cécile Giroire, directrice du département des antiquités grecques, étrusques et romaines au Louvre, *« c'est une double aventure. Non seulement on présente pour la première fois hors d'Italie les plus belles pièces de la collection Torlonia, mais on les présente dans un cadre exceptionnel, les appartements d'été d'Anne d'Autriche, rénovés après plus de dix-huit mois de travaux. Ce sera l'unique fois où ils accueilleront une exposition temporaire »*. En effet, ces appartements somptueux que Louis XIV a fait construire pour sa mère sont, depuis 1800, l'écrin de la collection permanente de sculpture romaine du Louvre. Celle-ci devrait la réintégrer en 2027, une fois terminé le réaménagement de cette partie du musée.

En attendant, encadrés par des murs rutilants en stuc marbre rouge, sous les plafonds peints désencrassés et les dorures refaites à neuf, certains des chefs-d'œuvre de la collection Torlonia se donnent enfin à admirer, eux qui ont été invisibles depuis la fin de la seconde guerre mondiale, exception faite de deux récentes expositions à Rome et à Milan, en 2020 et 2022.

A Paris, les visiteurs sont invités à une plongée dans un double passé. Tout d'abord, bien sûr, le passé antique, celui d'une élite romaine littéralement hellénisée, qui absorbe, digère et intègre la culture grecque, ses images et sa mythologie. *« Les artistes qui travaillent pour les Romains s'approprient les styles du passé grec*, explique Martin Szewczyk, conservateur au département des antiquités grecques, étrusques et romaines du Louvre et commissaire scientifique de l'exposition. *Une véritable histoire de l'art s'écrit déjà dans l'Antiquité, et ces artistes maîtrisent les modèles iconographiques grecs. »*

Un exemple parfait en est donné avec ce grand bassin circulaire en marbre de plus de 2 mètres de diamètre, dont le pourtour est décoré des travaux d'Hercule. *« Pour chacune des figures de ce grand vase, on a trouvé les scènes originales*, poursuit Martin Szewczyk. *Celle où Hercule maîtrise le taureau de Crète est inspirée d'une métope* [panneau sculpté] *du temple de Zeus à Olympie... qui se trouve tout près d'ici,*

L'exposition montre que les artistes romains savaient s'affranchir de l'héritage grec

dans une salle du Louvre. » Autre exemple, avec cette déesse Hestia, dont la tête et les épaules sont recouvertes par un voile et dont la rigidité du corps et des vêtements caractérise le style dit « sévère » (première moitié du Ve siècle av. J.-C.). L'exemplaire de la collection Torlonia est la seule copie complète d'un original grec aujourd'hui disparu.

A Rome, la reproduction de « classiques » est une petite industrie, les sculpteurs réalisant des répliques fidèles grâce à des techniques de report des mesures et bénéficiant aussi parfois de tirages en plâtre des originaux. Belle illustration de cette pratique avec ces deux copies du *Satyre au repos* attribué à Praxitèle, des quasi-jumeaux présentés côte à côte, comme pour inviter le visiteur à s'adonner au jeu des sept différences.

Autre genre très prisé par les Romains : le portrait. Que ce soit pour évoquer les grandes figures de l'histoire et les empereurs ou pour que le commanditaire s'inscrive lui-même dans le marbre – et donc pour l'éternité. Là aussi existent des « types », des modèles, mais toute la subtilité de l'exercice consiste à mêler des règles abstraites de proportions et des caractéristiques individuelles.

Entre stylisation et individualité

Notons deux exemples particulièrement parlants de ce dialogue entre stylisation et individualité. Voici un étonnant buste de vieillard digne, aux rides impitoyablement incisées, qui, tout en reprenant une forme connue, donne une puissante impression de réalisme. Même sensation avec un fascinant portrait de jeune fille dont le dessin des yeux et des sourcils respecte une froide règle géométrique alors que, dans le bas du visage, se multiplient de subtiles imperfections, au point qu'un expert du XIXe siècle estima, sans doute trompé par la finesse du travail et la douceur qui s'en dégage, que l'œuvre devait être moderne...

Si l'exposition insiste sur l'héritage grec de la statuaire romaine, elle montre également que les artistes de la fin de la République et de l'Empire savaient aussi s'en affranchir. Exploiter, pour reprendre l'image de Martin Szewczyk, le vocabulaire iconographique grec mais dans une grammaire différente, pour un propos différent. A partir du IIe siècle, on voit ainsi se multiplier les grands sarcophages sculptés où les commanditaires (en général un couple) se mettent en scène à travers un récit en images. Ainsi, sur son sarcophage, le centurion Lucius Pullius Peregrinus se fait représenter comme un des sept sages de l'Antiquité, tandis que son épouse est censée être la neuvième Muse. Mais le visage de celle-ci n'est pas sculpté... Mort à seulement 29 ans, Peregrinus n'a peut-être pas eu le temps de se marier.

La seconde période du passé dans laquelle cette exposition nous immerge est celle où toutes ces statues, sorties de terre à la Renaissance et au cours des siècles suivants, ont été regroupées dans de riches collections. Les princes Torlonia ont constitué la leur en en acquérant d'autres, et le Louvre n'a pas agi différemment, rassemblant les collections des souverains français, celles des cardinaux Richelieu et Mazarin, la collection Borghèse... Parfois, les statues Torlonia et celles du Louvre se trouvaient jadis ensemble et ont été séparées au gré des ventes. La dernière partie de l'exposition met donc en regard une trentaine d'œuvres appartenant au musée parisien avec leurs « sœurs » marmoréennes venues d'Italie. Pour un dialogue silencieux. ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

« Chefs-d'œuvre de la collection Torlonia ». Musée du Louvre, Paris 1er. Jusqu'au 11 novembre. 22 € (gratuit pour les moins de 25 ans). Catalogue en coédition Louvre/Seuil, 352 p., 45 €.

Soirée lusophone, du Cap-Vert au Brésil, au Théâtre de la mer, à Sète

Mercredi 31 juillet, la chanteuse Mayra Andrade a ravi le public du festival Fiest'A Sète, que la Brésilienne Céu a peiné à séduire

MUSIQUE
SÈTE (HÉRAULT)

Mercredi 31 juillet, deuxième soirée des concerts proposés au Théâtre de la mer, par la 27e édition de Fiest'A Sète, un des festivals en vue de la cité sétoise, axé sur les musiques dites « du monde ». Affluence maximale, ce soir-là. Comme la veille, avec Ana Carla Maza et Chucho Valdés, soit 1 600 spectateurs. Concerts à guichets fermés. A 21 h 10, la chanteuse cap-verdienne Mayra Andrade entre en scène. Ambiance cosy : fauteuil, plantes vertes, lampadaire. Avec la mer pour horizon. A ses côtés, un nouveau complice, rencontré au Cap-Vert : le guitariste Jorge Almeida, installé à Lisbonne désormais, où elle-même a élu domicile en 2016, après plus de dix années passées à Paris.

La chanteuse rappelle au public qu'elle est venue ici la première fois en 2006. Elle passait, comme ce soir, en première partie de soirée, avant Cesaria Evora (1941-2011). Elle précède la Brésilienne Céu, aujourd'hui. Mayra Andrade présente sa dernière création en date, *reEncanto* (à paraître le 11 octobre sur le label français Komos Records). *« C'est un projet né en 2022, alors que j'étais en tournée avec un groupe pour mon album* Manga, explique la chanteuse, pieds nus, lovée dans le fauteuil posé sur la scène. *Je portais des talons, je dansais beaucoup, j'ai voulu me réenchanter avec mes compositions. J'étais enceinte de ma fille et, pendant que cette vie grandissait en moi, j'ai ressenti le besoin de me retrouver dans un cocon, une intimité en musique, et de revenir à mes débuts, quand je chantais seulement accompagnée d'un guitariste. »*

Certaines de ces chansons ont été conçues il y a vingt ans, d'autres plus récemment. Vont défiler ainsi une quinzaine de titres, sans chronologie obligée, de *Konsiénsia*, présent sur *Storia, storia...* (2009), écrite quand elle avait environ 18 ans, ou *Navega*, la chanson-titre de son premier album (2006). *« Cette chanson parle de la femme d'un pêcheur qui le voit partir tous les jours et prie le Bon Dieu pour que l'océan soit serein et calme afin de lui permettre de revenir en terre ferme. L'histoire et la vie de beaucoup de femmes au Cap-Vert »*, commente la chanteuse.

Qualités d'interprète

Les métamorphoses les plus flagrantes de son répertoire sont sur les compositions choisies dans son album *Manga* (2019), frétillant de beats électro. Ces nouvelles versions dépouillées dans lesquelles sa voix se trouve complètement exposée révèlent avec encore plus d'acuité les qualités d'interprète de Mayra Andrade, magnifiquement accompagnée par la guitare de Jorge Almeida.

Changement de plateau, Céu entre en scène à 23 h 10, accompagnée de ses quatre musiciens, Lucas Martins (basse), Sthe Araujo (percussions), Thomas Harres (batterie), Leo Mendes (guitares). Autre ambiance, plus électrique, autre son : de la pop brésilienne, nourrie de samba et de funk. La chanteuse, autrice et compositrice présente son nouvel album, *Novela* (Urban Jungle/ONErpm), enregistré à Los Angeles, produit par l'Américain Adrian Younge et le musicien brésilien Pupillo (ancien batteur du groupe de Recife Naçao Zumbi).

Céu vient de Sao Paulo. Elle a une carrière de près de vingt ans derrière elle et a enregistré plusieurs albums, après *Céu*, qui l'a révélée en 2005. Tonique et d'une belle présence, Céu parle peu sur scène. Elle nous confiait, la veille, avoir conçu cet album comme un feuilleton – une référence aux télénovelas. Sa manière à elle de raconter des choses sur la vie quotidienne, avec un point vue personnel, engagé – la chanson *Reescreve*, qu'elle reprend à Sète, parle de décolonisation, par exemple –, féministe et poétique. Peu de gens la connaissent ici. Une partie du public n'accroche pas vraiment. Aux alentours de minuit, les gradins se vident progressivement. ■

PATRICK LABESSE

Fiest'A Sète. Théâtre de la mer, Sète (Hérault). Jusqu'au 4 août. Fiestasete.com

Nicolas Mathieu et son obsession pour l'écriture

Dans « Les Masterclasses », le Prix Goncourt 2018 revient sur ses débuts difficiles, ses doutes et ses engagements

FRANCE CULTURE
À LA DEMANDE
PODCAST

Chaque mois, la Bibliothèque nationale de France, le Centre national du livre et France Culture invitent un grand nom de la littérature contemporaine à parler de sa pratique de l'écriture. Enregistrée mardi 23 avril, la « Masterclasse » de Nicolas Mathieu vient enrichir la collection de la chaîne publique. Et c'est heureux. Heureux parce qu'il dit, vraiment, c'est-à-dire au plus juste et au plus près, ce qu'il en est d'écrire.

Lecteur, enfant, de Conan Doyle et de son Sherlock Holmes, *« personnage complexe et ambivalent »*, puis de Louis-Ferdinand Céline et d'Albert Cohen, aujourd'hui de Jean Giono, Colette et Georges Perec, Nicolas Mathieu a toujours voulu être écrivain. Même s'il faudra attendre 2014 pour que soit publié aux éditions Actes Sud *Aux animaux la guerre* – un roman noir, inspiré de son expérience professionnelle dans le bâtiment.

Nicolas Mathieu, en septembre 2018, à Paris.
JOEL SAGET/AFP

Crainte de s'embourgeoiser

Quatre ans plus tard, c'est la consécration : couronné par le prix Goncourt, *Leurs enfants après eux* raconte l'histoire de jeunes adolescents – et dit, terriblement bien, les relations pères-fils, dans une ville de l'est de la France, entre 1992 et 1998. Viendront ensuite *Connemara* et *Le Ciel ouvert* (Actes Sud, 2022 et 2024).

Au commencement était l'obsession, dit-il : *« Des choses que je ne choisis pas. Des sujets de préoccupation qui me hantent. Des histoires d'amour, de travail, de génération, de paysage, qui me travaillent, qui me prennent la tête. Et puis, à un moment, je me mets à écrire, je déroule du câble, je produis du texte. J'ai besoin de produire du texte pour que les personnages se mettent à prendre forme. Et puis, dans les interactions entre eux, dans les histoires qu'ils suscitent, les biographies qui vont commencer à sourdre… Là, ça se met à me travailler d'une autre manière. Là, c'est vraiment le romanesque qui se met à me travailler. »*

Avant d'être publié, Nicolas Mathieu raconte les CV envoyés à *Télé 7 Jours* et restés sans réponse. Les heures cruelles. Et puis, monter à Paris, c'est beau mais *« quand t'as pas une thune, c'est pas facile »*. Raconter de l'intérieur son monde, le restituer avec force détails, voilà ce qu'il fera. Ecrivain engagé ? Il a beau avoir signé quelques essentielles tribunes et partagé ses colères et ses doutes sur ses réseaux sociaux, il a l'honnêteté d'avouer : *« Ça dépend des jours. »* Et puis, à s'embourgeoiser, ce fan de Sylvester Stallone craint aussi de perdre ses antennes : *« Je suis hanté par l'idée que je décroche du monde réel. »*

Mais à tous les lecteurs de magazines people inquiets de le voir fréquenter de plus belles sphères, il répond, avec ce qu'il faut d'humour et de discrétion : *« Une histoire d'amour, c'est pas un transfert d'équipe de foot : vous ne changez pas de maillot, de salaire et de convictions du jour au lendemain. »* Se dire, alors que l'émission se termine, que, décidément, parce qu'il refuse de donner des leçons et de se laisser enfermer dans une case, Nicolas Mathieu est non seulement un bon écrivain mais un être profondément aimable. Se dire enfin que l'on a hâte de découvrir son prochain livre – autour de son père, disparu il y a peu. ■

ÉMILIE GRANGERAY

***Nicolas Mathieu dans « Les Masterclasses » : « Il faut se tromper beaucoup et imiter longtemps »,** entretien animé par Julie Gacon (Fr., 2024, 60 min).*

Quand les territoires et régions d'outre-mer dévoilent leurs histoires

Un programme estival permet de partir à la découverte des richesses cachées de terres comme Wallis-et-Futuna, Mayotte ou la Guyane

FRANCE.TV
À LA DEMANDE
SÉRIE DOCUMENTAIRE

Plages, pêche, agriculture, sports régionaux ou rituels religieux : les territoires et régions d'outre-mer sont emplis d'histoires. France Télévisions propose une série documentaire qui nous y emmène pendant l'été. Petite introduction colorée, dessins de nature et d'animaux, ce programme s'annonce léger et vibrant dès ses premières secondes.

Une histoire riche et spécifique à chaque lieu ? Oui. A commencer par celle de Wallis-et-Futuna, contemporaine et essentielle. L'archipel situé dans le Pacifique Sud a joué, en effet, un rôle important pendant la seconde guerre mondiale. Territoire contrôlé par Vichy, Wallis s'est vue submergée de soldats américains en 1942, venus pour y installer une base stratégique. Les locaux ont considéré ce « débarquement » comme une sorte de protection, rappelle Emeni Simete, directeur d'école.

Le lieu sacré par excellence de l'archipel n'est autre que le lac Lalolalo, étendue circulaire d'origine volcanique d'un bleu turquoise au beau milieu de la forêt tropicale. *« C'est ici que le premier peuplement du territoire a été réalisé par les Tongiens »*, raconte Falakika Tuhimutu-Taofifenua, riveraine native de la région.

Puis c'est au tour de Mayotte, avec ses 320 000 habitants, de se dévoiler, prête à travailler dur pour préserver la nature, sacrée pour ses habitants. La mer et les coraux aux mille couleurs y sont un trésor, et les baobabs ont une magnificence sans égale. Toutefois, l'île, polluée, est en détresse depuis plusieurs années : la mangrove de Bouéni est menacée par le réchauffement climatique et le vieillissement des palétuviers.

La Guyane, est, quant à elle, une région peuplée de 300 000 habitants au pluralisme flamboyant : peuples natifs, réfugiés asiatiques hmong (Laotiens ayant fui le communisme, il y a cinquante ans), bushinengue (communauté noire originaire de la Guyane hollandaise).

Cépérou, colline symbolique de la région, tient ainsi son nom du premier chef amérindien à avoir lutté contre les colons en 1743. Anne-Marie Chambrier, présidente de la Fédération Lokono de Guyane, éclaircit ses origines : *« Les Amérindiens venaient sur cette colline et regardaient vers la rivière de Cayenne. Ils ont vu apparaître les premiers arrivants. »* Le lieu est alors devenu un emblème de la résistance amérindienne.

Ces trois documentaires font partie des meilleurs de la série, les questions de pluralité, d'acceptation et de l'histoire de ces territoires y étant abordées. A la fois proches et différentes, les régions d'outre-mer regorgent de souvenirs d'antan, et continuent de se battre pour préserver leurs cultures, dans tous les sens du terme. ■

CLARA ROSELLO

***Outremer.story,** de Stéphanie Lachevre et Grégoire Olivereau (Fr., 2023-2024, 12 × 26 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 181
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II											■	
III								■				
IV			■							■		
V						■						
VI				■			■					
VII									■		■	
VIII					■							
IX						■				■		
X							■					

HORIZONTALEMENT

I. Un bon départ mais rarement au singulier. **II.** Pour retrouver forme et décontraction. **III.** Fait dans le détail. Le tonneau lui a donné sa forme. **IV.** Personnel. Ajustât le poinçon sur l'enclume. A terminé sa course en Egypte. **V.** Peut circuler. Volumes d'essences. **VI.** Arrivés chez nous. Refus à la City. Souverains déchus. **VII.** Accélère d'un pas court. **VIII.** Enlevée d'un bon trait. Lourdement chargée par la droite. **IX.** Mises de côté. Devenu un reflex. Le chlore. **X.** Le tueur d'Héraclès. Monté comme un mur de briques.

VERTICALEMENT

1. Grand étalage de l'estime de soi. **2.** Repris en compte. **3.** Sorti du dépouillement. Tranquilles dans leur coin. **4.** Camélidés sans bosse. Chevilles de lancement. **5.** Protégèrent les plus jeunes. Entré en tête. **6.** Engagé en signant. Fait jouer toute la famille. **7.** Dans l'ensemble. Sans bavure. **8.** Négation. Catastrophé. **9.** A gauche en sortant des cœurs. Uni en désunion. **10.** Enfant d'Harmonie et de Cadmos. Crie en forêt. **11.** Rejeter en bloc. Ne cherchez pas ailleurs. **12.** Pourra être émis et encaissé.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 180

HORIZONTALEMENT I. Carpiculture. **II.** Overdose. Nus. **III.** Nèpe. Une. St. **IV.** SNE. Sertirai. **V.** Otto. Se. Râ. **VI.** Lueurs. Lepte. **VII.** ARN. Eole. Par. **VIII.** Betteravier. **IX.** LU. Ola. Eolie. **X.** Exécutassent.

VERTICALEMENT 1. Consolable. **2.** Aventureux. **3.** Répètent. **4.** Pré. Ou. Toc. **5.** Id. Réélu. **6.** Co. Essorât. **7.** Usure. *La*. **8.** Lent. Levés. **9.** Eire. Ios. **10.** Un. Rappelé. **11.** Rusa. Tarin. **12.** Estimer. Et.

SUDOKU
N°24-181

						8		1
				6			9	5
					2			
		9			7	6	8	
				5			7	3
	9	1			8		3	
		6		7			5	
	5	2			9		1	7

7	4	2	6	3	8	1	5	9
9	1	6	4	5	2	8	7	3
5	8	3	1	9	7	4	6	2
3	2	9	7	8	6	5	1	4
8	5	1	3	4	9	7	2	6
4	6	7	2	1	5	9	3	8
6	9	8	5	2	1	3	4	7
1	7	4	9	6	3	2	8	5
2	3	5	8	7	4	6	9	1

Très difficile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale **Elisabeth Cialdella**

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

XAVIER LISSILLOUR

L'Adriatique, mer des hommes

Plages d'Italie – 5/6 – Entre la tradition locale du « birro », le play-boy des plages, et une esthétique masculiniste héritée du fascisme, le rituel de la baignade, soumis au ballet des apparences, prend des allures de divertissement forcé

TORRE PEDRERA, MILANO MARITTIMA, SOTTOMARINA (ITALIE) - *envoyés spéciaux*

Sur la terrasse d'un des innombrables hôtels qui longent la côte Adriatique, « Zizi » et ses amis observent le ballet des belles mécaniques, autour d'une bouteille de prosecco. En cet après-midi d'été, des automobiles de collection paradent dans la rue principale de Torre Pedrera, une station balnéaire voisine de Rimini (Emilie-Romagne). Toutes anciennes, américaines, rutilantes. « Zizi » est un connaisseur : à son âge d'or, dans les années 1970, il faisait monter ses conquêtes à bord de son Alfa Romeo décapotable. L'autoproclamé *« play-boy de la riviera romagnole »* prétend avoir séduit dix mille femmes. *« C'est du vent !*, le chambrent ses copains. *"Zizi" a sorti ce chiffre pour faire de l'ombre à "Zanza", son rival, qui disait avoir mis six mille nanas dans son lit. »*

Maurizio Zanfanti, alias « Zanza », est mort d'un infarctus dans la voiture où il venait d'avoir un rapport sexuel avec une touriste de 23 ans. Il en avait 63. Son enterrement à Rimini, en 2018, prit des airs de funérailles d'Etat. En juin, les 80 ans de « Zizi » – Paolo Cima pour l'état civil – ont rassemblé presque autant de monde, plus de deux cents personnes, selon l'intéressé. *« Il n'y a personne comme moi »*, lit-on sur son tee-shirt, où figure une image de lui en slip de bain, gonflant ses biceps. Récemment, le *Corriere della Sera* l'a campé, avec sa crinière poivre et sel, en *« lion épuisé »*.

Le *Latin lover* nous tend des albums aux photos jaunies : « Zizi » en fourrure, aux bras de jeunes Allemandes ; « Zizi » barbu, embrassant des Scandinaves ; « Zizi » au Number One, une boîte locale… L'établissement a plié boutique, comme bien d'autres dans la région. Parmi les seules rescapées des années fastes et festives du tourisme romagnol subsiste la Baia Imperiale, avec son décor d'aigles et de colonnades, emprunté à l'Empire romain.

Le déclin remonterait à 1989, à en croire Enea Conti, le journaliste chargé de couvrir la région pour le *Corriere della Sera*. *« Cette année-là*, explique-t-il, *l'eau a été infestée de "mucilage"* [une substance gélatineuse, surnommée la « morve de mer »]. *Et, avec la chute du mur de Berlin, puis l'arrivée des compagnies low cost, la riviera a souffert de la concurrence d'autres destinations. Mais elle reprend du poil de la bête. »*

Pour nous convaincre, le reporter nous a donné rendez-vous au Bagno Tiki 26, un établissement balnéaire emblématique de Rimini. Le gérant, Gabriele Pagliarani, s'est inventé un personnage : il est le *bagnino d'Italia* (le « maître nageur de l'Italie »). Le voilà posant en marcel et short bleu foncé, bras ouverts, visage solaire et souriant, aux côtés de deux femmes en tenue de carnaval brésilien. *« Ma fille, qui étudie la communication, m'a conseillé d'ouvrir un profil Instagram*, dit le vibrionnant quinquagénaire. *J'arpente toute la côte Adriatique, du nord au sud, à la rencontre de mes collègues plagistes. Sur les réseaux, je montre le vrai visage, accueillant, chaleureux, de notre métier. »*

Beauté un peu décatie

Avec ses espaces réservés à la danse, au sport ou à l'apéritif, le Bagno Tiki 26 se veut particulièrement tonique. Tous, ici, espèrent renouer avec le dynamisme de l'après-guerre, quand la région profita, à la faveur du miracle économique, du tourisme de masse. Cette prolifération de parasols et de couleurs pastel a inspiré un livre au photographe Riccardo Fregoso, *Adriatico* (Kerber Verlag, 2022), dans lequel il cherche à restituer la beauté un peu décatie de cette côte qu'il fréquenta tous les étés, jusqu'à l'adolescence. *« Les immeubles qui ont été construits ici, à partir des années 1950, ressemblent à ceux des banlieues de Milan ou de Bologne*, raconte-t-il. *Comme s'il s'agissait d'une périphérie de la périphérie, où les classes moyennes et populaires pourraient se sentir en terrain familier. »*

Pier Paolo Pasolini passa certaines de ses vacances, adolescent, sur cette riviera. Lorsqu'il y remit les pieds, à l'occasion du tour du littoral italien qu'il entreprit à l'été 1959, l'écrivain et cinéaste ne reconnut plus rien : *« La nouvelle vague des plagistes et des industriels a donné à la plage une violence nouvelle »*, écrit-il dans *La Longue Route de sable* (Arléa, 2004). La mer, son confrère Federico Fellini s'en méfiait plus encore, comme tous les enfants de la vieille ville de Rimini. S'il devait s'y rendre, le cinéaste enfilait un costume, non de bain, mais de soirée. Cette défiance ne l'a pas empêché de devenir l'icône de Rimini : il a donné son nom à l'aéroport, et celui de ses films à une vingtaine de rues perpendiculaires à la plage. Via La Dolce Vita, Via La Strada, Via I Vitelloni…

> **« MUSSOLINI, QUI ÉTAIT ROMAGNOL, A UTILISÉ LES BAINS DE MER POUR SE METTRE EN SCÈNE, COMME CHEF SPORTIF »**
> **ALEX GIUZIO**
> journaliste et écrivain

Ceux qui ont justement vu *Les Vitelloni* (1953) se souviennent peut-être que cette expression (« les gros veaux ») désigne, en italien, les coureurs de jupons piégés dans leur jeunesse. A Rimini, les initiés disposent d'un terme local, *birro*, tant il s'agit d'un comportement enraciné dans les mœurs. C'est ainsi, du reste, que se définit « Zizi » : *« Le premier* birro, *c'est moi ! »* Sur la terrasse de l'hôtel, ses compères se marrent. Longtemps, leur ami a *« partagé »* ses conquêtes avec eux. *« J'étais communiste, comme toute l'Emilie-Romagne »*, plaisante le vieux fauve qui, ces dernières années, a glissé politiquement du rouge vers le brun. *« Je trouve qu'il y a trop de "Nègres", pardon de Noirs,* dit-il. *Oui, je suis devenu un peu raciste. »*

Musique assourdissante, corps dénudés, beuglements masculins, silences féminins. On danse un peu. On mange. On boit. A 30 kilomètres au nord du royaume de « Zizi », en remontant l'Adriatique, se trouve le Papeete, établissement tape-à-l'œil d'une autre station balnéaire, Milano Marittima. Au restaurant, une équipe de foot fête ses succès. Sous les parasols, des vacancières se prêtent au jeu des selfies. Ne manquent que les « cubistes », ces danseuses qui se produisent sur des cubes en plastique plantés dans la foule des estivants. C'est ici qu'il y a cinq ans l'actuel vice-président du conseil, d'extrême droite, Matteo Salvini est arrivé au faîte de sa gloire. Et qu'il a dégringolé de l'Olympe politique italien…

Nous sommes à l'été 2019. Son parti, la Ligue, vient de rafler plus de 34 % des voix aux élections européennes. Il a même fait élire le patron du Papeete, Massimo Casanova, au Parlement de Strasbourg. M. Salvini a donc quelques raisons de faire la fête. On le filme, torse nu, sur l'estrade du DJ, un mojito à la main, alors que les enceintes du club crachent l'hymne national.

Cet été-là, la politique se fera en maillot de bain. Au Papeete, les salvinistes mettent au point une stratégie pour faire tomber le gouvernement, dans l'espoir de déclencher de nouvelles élections. Mais M. Salvini perd la main, ses anciens partenaires de coalition et ses adversaires de gauche s'allient contre lui. Depuis, « papeete » est devenu un nom commun du lexique politique italien, évoquant à la fois l'ubris et le ridicule.

« Ordre, propreté, discipline »

« Ici, la présence de la mer est secondaire », affirme, assis sur une banquette du club, le journaliste Alex Giuzio, auteur d'un livre sur le littoral italien, *La Linea fragile* (« la ligne fragile », Edizioni dell'asino, 2022, non traduit). Détonnant avec sa chemise de lin, ses sandales de cuir et sa carrure étroite, parmi les vacanciers bodybuildés, il est incollable sur l'histoire de Milano Marittima. Fils d'hôteliers, il y a grandi, mais la préfère en hiver, lorsque la brume en envahit les rues désertées. Les tout premiers vacanciers étrangers ? *« C'étaient d'anciens soldats nazis, qui ont voulu retrouver les paysages où ils avaient combattu… Très vite, les touristes allemands sont devenus majoritaires. Le plus célèbre d'entre eux, un certain Helmut, a même pu édifier en ville une statue à la mémoire de sa femme défunte. »*

Malgré ses attaches à Milano Marittima, où il a acquis une maison de campagne, Matteo Salvini ne dispose pas encore de buste à sa gloire, pas même au Papeete. *« Ce club est l'incarnation même du concept de* divertimentificio », poursuit Alex Giuzio. Néologisme forgé à partir des mots « divertissement » et « artifice », le terme désigne une sorte d'amusement forcé. Au Papeete, à voir ces hommes et ces femmes figés dans leurs attitudes, photographiées puis réfractées sur une myriade d'écrans, on peut s'en faire une idée assez précise de la signification.

Du reste, il y a longtemps qu'en Italie la plage est un spectacle. *« Les racines de notre culture balnéaire plongent dans l'histoire du fascisme*, rappelle M. Giuzio. *Mussolini, qui était romagnol, a utilisé les bains de mer pour se mettre en scène, comme chef sportif, et diffuser un nouveau rapport au corps, qui va de pair avec une certaine esthétique masculiniste. »* Nombre de « colonies » destinées aux vacances en bord de mer ont été construites sous la dictature, dont les bâtiments, le long de l'Adriatique, cohabitent avec ceux qui furent édifiés après-guerre par l'Eglise, le Parti communiste ou les géants de l'industrie italienne.

Il est cependant des lieux où la mémoire du fascisme se perpétue de façon bien plus explicite. A Sottomarina, en Vénétie, à quelques kilomètres de Chioggia, la plage privée Punta Canna se verrait bien comme l'ultime bastion du régime déchu, un micro-Etat dont le chef, Gianni Scarpa, serait le minuscule Duce. *« Que vous le vouliez ou non, c'est l'histoire ! »*, s'exclame le plagiste, en désignant la collection de bustes, de portraits et de citations de Benito Mussolini qu'il a entreposés dans une caravane, à l'entrée de la plage. Partout, des écriteaux rappellent les mots d'ordre à respecter : *« Ordre, propreté, discipline. »* Parfois, ils voisinent avec des dessins mêlant un imaginaire corsaire à des figures féminines suggestives. Originaires des grands centres urbains de Vénétie, les clients, jeunes, polis et tatoués pour la plupart, font comme si de rien n'était, en sirotant un spritz au bar ou sur un transat.

En 2017, après un reportage de *La Repubblica* sur cette villégiature bien singulière, M. Scarpa a été inquiété pour apologie du fascisme. Rien n'a pourtant changé pour celui qui avait reçu à l'époque la visite de soutien de Salvini et a été accusé entre-temps d'avoir manifesté une attitude raciste envers une cliente d'origine africaine. Pour ses dérapages, il a été acquitté par la justice, protégé par la « liberté de pensée » inscrite dans la Constitution. *« La moitié de la population est composée de nuisibles qui cassent les couilles… Moi, je mettrais un Poutine à Rome comme dictateur pour faire de la propreté et de l'ordre… »*, assène le septuagénaire, dans une boucle vindicative.

Bandana sur le crâne, à la manière d'un pirate d'opérette, il dit voter pour la Ligue, avec une préférence pour sa nouvelle figure de proue, Roberto Vannacci. Ce général des forces spéciales reconverti en pamphlétaire s'est fait connaître pour ses sorties racistes, sexistes et homophobes, avant d'être élu au Parlement européen, en juin. *« Je suis pour lui parce qu'il a des couilles ! »*, s'exclame le plagiste, qui, dans un sourire narquois, nous a montré, posée entre deux portraits du Duce, la pièce maîtresse de sa collection : un phallus vaniteux, en bois sculpté. ■

ALLAN KAVAL
ET AURELIANO TONET

Prochain épisode *Sur les galets de Trieste, des murs et des fantômes*

Le Monde
SAMEDI 3 AOÛT 2024

« La Conquête de Clichy », comédie sombre d'Otzenberger

Des films très politiques – 5/6 – En 1994, le documentaire sur l'ascension de Didier Schuller tentait de comprendre les raisons de la sourde remontée du populisme



Didier Schuller, candidat RPR à Clichy (Hauts-de-Seine), dans « La Conquête de Clichy » (1994), de Christophe Otzenberger. PROD DB © IMA PRODUCTIONS

Mort en 2017, Christophe Otzenberger restera, pour la postérité, l'homme de son premier long-métrage, *La Conquête de Clichy*, un documentaire vieux de pile trente ans, qui enregistre, en 1994, la sourde remontée du populisme dans les appareils, consécutive à la percée du Front national (FN), elle-même favorisée par la réforme électorale mise en œuvre en 1986 par François Mitterrand. Soit ce moment de la politique française où la gauche est usée par le pouvoir (défaite aux législatives, cohabitation à la tête du pays entre François Mitterrand et Edouard Balladur), où la fin du mandat présidentiel est proche et où une partie de la droite commence à chasser ouvertement sur les terres du FN. La porte est ainsi ouverte à la flatterie des instincts les plus grégaires. Le film marque, à cet égard, son époque et ne cessera de prendre, à mesure que la fracture sociale s'élargira, une sorte de plus-value visionnaire dont la réalisation semble avoir lieu aujourd'hui même.

Comme l'écrit son réalisateur : *« Ce film, à la manière d'un film scientifique, à la manière d'un film ethnologique, se propose de comprendre ce que, dans ce pays, sont les idées devenues et où sont allés les électeurs de gauche, sachant que le tissu social de la ville n'a guère évolué. »* Par ailleurs, c'est le style même du film qui impressionne, d'autant qu'il serait aujourd'hui, sous l'égide des communicants politiques, impossible à réaliser.

Cynisme et démagogie assumés

Tourné lors de la campagne pour les élections cantonales des Hauts-de-Seine, puis municipales de Clichy, auprès du candidat RPR Didier Schuller, *La Conquête de Clichy* est une sorte de comédie sombre, filmée en cinéma direct, sur la politique de terrain dans ce qu'elle peut avoir de plus cruel et truculent. Ses deux héros se nomment Didier Schuller et Christel Delaval, couple à la ville comme à la scène, qui y composent un phénoménal numéro de duettistes, tels les Valmont et Merteuil, version roture, de la conquête municipale.

Tel n'était pas le projet initial du réalisateur, qui se heurta très vite au malaise visible du maire en place, le socialiste Gilles Catoire, à se savoir filmé. A des années-lumière de cette prude retenue, Schuller et Delaval font le show, sombrant dans l'excès inverse. Le premier est un matamore de 45 ans, énarque, affidé de Patrick Balkany et Charles Pasqua, à chemise rayée et verbe haut. « Hauts-de-Seine School », pour ainsi dire, qui donnera quelques années plus tard un président à la Ve République. La seconde, en panoplie BCBG avec loden bleu marine et chemisier bleu ciel, boucles d'oreilles or et nacre et élocution à l'avenant, est une experte-comptable qui a abandonné sa carrière pour se jeter dans la politique au côté de son compagnon.

Et tout y passe, avec le clin d'œil et le sourire : le clientélisme, la préférence nationale, les rodomontades virilistes, le cynisme et la démagogie assumés. *« Il faut donner aux gens l'impression qu'on les fait participer à quelque chose »*, assène monsieur à un dîner. *« Les gens, ils sont malins, ils savent que les politiques doivent être élus, c'est comme un clebs, c'est comme un môme »*, confie madame dans un moment d'intimité.

Les trésors, en vérité, abondent. L'imitation par Schuller du brame du cerf à un banquet et la réponse de sa compagne qui le rejoint à quatre pattes sous la table. La visite au QG du voisin Patrick Balkany, surjouant la décontraction, qui balance moult claques amicales au candidat, redevenu soudain petit garçon, pour rappeler qui est le chef. Isabelle, l'épouse de Patrick, qui, avisant une rougeur à sa lèvre, lui demande *coram populo* s'il n'a pas été *« embrassé par une cochonne »*. Et la réponse du mari, bâton de chaise en main, qui lui rappelle qu'il n'y a jamais qu'elle qui l'embrasse.

Méthode fructueuse du direct

Comme *La Marseillaise* entonnée par l'équipe de Didier Schuller, tout sonne faux ici. La décontraction, la familiarité, l'intérêt pour la chose publique. La condescendance, la vulgarité, la revendication d'un rapport fluctuant à la loi sont-elles plus authentiques ? Pas si sûr. Comme l'atteste aujourd'hui le succès des régimes populistes, l'affichage du vice, dans les circonstances troublées, rapporte mieux que celui de la vertu.

Otzenberger, fidèle à la méthode fructueuse du direct, tient, quant à lui, que rien ne saurait révéler mieux les personnages que de leur laisser l'apanage de leur propre mise en scène. A quoi les politiques, éternels rivaux des artistes de la scène, s'entendent. Voir Raymond Depardon, dans *1974, une partie de campagne* (2002), qui filme Valéry Giscard d'Estaing en campagne présidentielle, ou Nicolas Philibert et Gérard Mordillat, dans *La Voix de son maître* (1978), donnant la parole à une douzaine de patrons de grands groupes industriels.

La carrière du film, clos en mars 1994 avec la victoire de Didier Schuller aux cantonales, se trouve incidemment amplifiée par l'actualité judiciaire qui rattrape l'homme politique dès le mois d'août. Mis en cause par le juge Alphen pour une affaire de fausses factures pour le compte du RPR, puis pour une tentative de corruption du juge (la fameuse affaire Schuller-Maréchal), le couple s'exile aux Bahamas. De retour en France en 2002, rétabli dans ses droits civiques en 2010, Didier Schuller se représentera à l'élection municipale de Clichy en 2014. Quant au film, par-delà sa portée immédiate, il devient aujourd'hui un document d'étape sur la manière dont un peuple qui se sent abandonné s'autorise à s'abandonner lui-même au pire. ■

JACQUES MANDELBAUM

Prochain épisode « 1974, une partie de campagne » (2002), de Raymond Depardon.

« The Boys of Summer » évoque la fin de l'innocence et les désillusions

L'Eté en chansons – 11/12 – Le tube new wave de Don Henley, en 1984, cache des mystères derrière ses paroles nostalgiques

En introduction, des nappes synthétiques solaires et magnétiques nous téléportent sur une plage de Venice Beach en Californie. Paru en 1984, *The Boys of Summer*, chanté par Don Henley, incarne à la perfection le tube new wave estival des années 1980. Nul doute que son vidéoclip y a grandement contribué, filmé en noir et blanc et réalisé par Jean-Baptiste Mondino, hommage à la Nouvelle Vague transposée dans le Los Angeles déshumanisé du film *Terminator*, de James Cameron, sorti cette même année.

On en oublierait presque que la voix derrière ce tube est celle du batteur et chanteur des Eagles, l'un des groupes de rock américain les plus populaires des années 1970 (150 millions d'albums vendus). Don Henley, né en 1947 à Gilmer dans le Texas, a cosigné comme auteur-compositeur quantité de classiques de la formation, dont la ballade larmoyante *Hotel California* tirée de l'album éponyme commercialisé en décembre 1976. Mais en 1984, Henley vogue désormais très loin du son « adult rock » de la Côte ouest dont il fut l'un des plus emblématiques représentants. Lors de la première séparation des Eagles, en 1980, Don Henley, alors âgé de 33 ans, se lance en solo. Son premier album *I Can't Stand Still* (1982), connaît un honnête succès, mais rien de comparable avec le suivant, *Building the Perfect Beast* (1984), où figurent donc ces « garçons de l'été ». Une chanson composée initialement par Mike Campbell, le guitariste de Tom Petty (1950-2017) and the Heartbreakers.

Questions sur le fait de vieillir

Conçu autour d'une expérimentation sur une boîte à rythmes LinnDrum et d'un synthétiseur analogique Oberheim OB-X, le morceau est d'abord proposé à Tom Petty qui l'estime *« trop jazzy »* – refus qu'il avouera regretter par la suite. Le producteur Jimmy Iovine suggère alors à Mike Campbell de proposer la cassette démo à Don Henley, qui, pas totalement emballé, retravaille le morceau dans une tonalité plus haute en *la* (il était originellement en clé de *fa*), puis écrit les paroles et pose sa voix.

Le titre serait emprunté au premier vers d'un poème de Dylan Thomas (1914-1953) *« I see the boys of summer in their ruin »* (« je vois les garçons de l'été dans leur ruine »). Mais l'inspiration s'arrête là. Avec Don Henley, l'été touche déjà à sa fin, la plage est désertée, son amoureuse est partie. Les paroles questionnent la fin de l'innocence, le fait de vieillir, mais évoquent aussi subtilement les désillusions du Summer of Love de 1967. Un couplet se veut particulièrement éclairant : *« Sur la route aujourd'hui/J'ai vu une Cadillac avec dessus l'autocollant d'une tête de mort/Une petite voix dans ma tête me disait "Ne regarde pas en arrière". »*

Dans un entretien, en 1985, au *New Musical Express*, Don Henley détaille cette métaphore : *« Un jour, en 1979, je conduisais sur l'autoroute de San Diego et je suis dépassé par une Cadillac Seville, une voiture à 21 000 dollars, symbole du statut social de la bourgeoisie américaine de droite. Sur le pare-chocs, il y avait cet autocollant avec la tête de mort de Grateful Dead. »* Le logo « deadhead » est celui du groupe de Jerry Garcia (1942-1995), très populaire au sein du mouvement hippie. Ce mystérieux sticker se hissera, en octobre 1984, à la cinquième place au classement des meilleures ventes publié par l'hebdomadaire *Billboard*. ■

FRANCK COLOMBANI

Prochain épisode « Le Soleil de l'été », par Dany Logan.

« L'Egypte antique nourrit des pensées suprémacistes »

Le Monde des religions

Le préhistorien Jean-Loïc Le Quellec retrace l'histoire de l'égyptomanie, cette fascination pour le royaume des pharaons, qui inspire certains racialistes



Les pyramides de Gizeh, près du Caire, le 3 mai. JEWEL SAMAD/AFP

ENTRETIEN

Le mythologue Jean-Loïc Le Quellec a deux vies de chercheur. Dans la première, il s'est imposé comme l'un des plus grands spécialistes français de son domaine, avec des ouvrages de référence comme son *Dictionnaire critique de mythologie* (avec Bernard Sergent, CNRS Editions, 2017) et *La Caverne originelle. Art, mythes et premières humanités* (La Découverte, 2022). En parallèle, ce directeur de recherche émérite au CNRS aime traquer les « fake news archéologiques » nourrissant la culture contemporaine. Après *Des Martiens au Sahara* (Détour, 2023), il propose une exploration étonnante de l'égyptomanie dans *Nos ancêtres les pharaons. Cinq siècles d'illusions sur l'Egypte ancienne* (Détour, 2024, 280 pages, 22,90 euros).

Pourquoi vous êtes-vous penché sur les mythes colportés sur l'Egypte ?

L'instrumentalisation de l'archéologie pour créer des mythes m'intéresse depuis longtemps, mais le déclencheur de ce livre remonte à l'énorme buzz créé par les propos tenus par le rappeur Gims, qui, dans un entretien en avril 2023 *[sur la chaîne YouTube « Oui-Hustle »]*, affirmait que l'Egypte antique possédait l'électricité. Comme une majorité de gens, j'ai d'abord ricané. Puis je me suis mis à suivre le torrent de réactions suscitées par ce propos. Très vite, deux interrogations m'ont donné envie d'aller plus loin. D'abord, celle de l'origine d'une telle croyance, que Gims n'avait certainement pas inventée. Ensuite, je voulais explorer les raisons expliquant que cette ânerie ait déclenché un mépris qui ne s'est jamais abattu sur d'autres énormités semblables, tel le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar, en 2007. Celui-ci n'a suscité qu'une indignation marginale alors même qu'il s'agissait d'une bêtise symétrique à celle de Gims : quand l'ex-président affirmait que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire », le rappeur soutenait, de son côté, que « l'Afrique, c'est le futur ».

Cette fascination exercée par l'Egypte porte un nom : l'égyptomanie. Quelle est la morphologie de cette croyance ?

Des Grecs, par la voix d'Hérodote *[vers 484-425 av. notre ère]*, aux Romains – qui ont pillé des obélisques pour les rapporter à Rome –, ce goût pour l'Egypte remonte à l'Antiquité. Si le terme d'égyptomanie est attesté tardivement, en 1797, l'attrait pour les motifs égyptianisants (pyramides, sphinx, statuettes) se manifeste aussi à la Renaissance, jusqu'à prendre une ampleur sans précédent à partir de la campagne de Napoléon en Egypte (1798-1801).

Ce moment fondateur marque la vraie naissance de l'égyptomanie, nourrie par le déchiffrement des hiéroglyphes par Jean-François Champollion (1790-1832), l'ouverture du canal de Suez en 1869 ou la découverte de la tombe de Toutankhamon en 1922. La trace de cette fascination a profondément imprégné notre culture : dans d'innombrables villages français, c'est un obélisque qui sert de monument aux morts.

Cette égyptomanie se nourrit d'une association récurrente dans nos imaginaires, selon laquelle les grands monuments sont forcément le fait de grandes civilisations. A cette grandeur visible s'ajoute un ésotérisme vivace, fondé sur l'idée d'une décadence continue des civilisations depuis la grandeur incarnée par l'indépassable sommet qu'aurait constitué l'Antiquité égyptienne.

Les divinités à tête animale, les sarcophages et les hiéroglyphes attesteraient d'une science sacrée, tenue secrète et qui nous serait devenue inaccessible. L'aura orientaliste acquise par ces grands mystères égyptiens donne lieu à une série de conceptions ayant conduit les occultistes à la recherche de cette science sacrée, et les francs-maçons à orner leurs temples de décors « pharaoniques » par exemple.

De ce même substrat naîtront deux courants, ceux de l'« Egypte blanche » et de l'« Egypte noire ». Quand ces appropriations apparaissent-elles ?

Une première branche provient des savants blancs occidentaux et distingue une Egypte « caucasienne » d'une Afrique « noire » incapable de produire la moindre grande civilisation. Les tenants de cette vision, qui va irriguer la croyance de supériorité raciale des suprémacistes blancs, entendent démontrer que les ancêtres de la civilisation occidentale constituaient les classes royales de l'Egypte antique, où les Noirs n'auraient été qu'esclaves. Ainsi, au milieu du XIXe siècle, l'égyptologue américain d'origine anglaise George Robin Gliddon (1809-1857) ponctuait ses conférences par un démaillotage de momies afin de montrer leur origine « caucasienne ».

Sous l'impulsion d'anthropologues britanniques, ce courant prendra le visage d'un « panégyptianisme », qui est une forme d'hyperdiffusionnisme consistant à ne voir les évolutions culturelles qu'à travers cette matrice originelle. Un des principaux promoteurs de cette idée sera l'archéologue Grafton Elliot Smith (1871-1937), dont les livres entendent démontrer que l'Europe a été civilisée par l'Egypte ancienne, tout en défendant la supériorité du Blanc sur le Noir.

Il est frappant de constater que le courant afrocentriste puise dans les mêmes arguments, mais en les inversant…

En effet, ce mythe blanc a été inversé par les Afro-Américains abolitionnistes. Des pasteurs noirs vont défendre la thèse similaire de l'Egypte comme sommet civilisationnel, mais la retourner en créant un mythe alternatif puisé dans la Bible. Ils s'appuient en particulier sur les figures noires de l'Ancien Testament que sont Cham (ancêtre légendaire d'Afrique du Nord) et Kouch (celui des Kouchites, ou Nubiens), deux descendants de Noé, pour identifier des ancêtres fondateurs de l'Egypte antique. Gims a directement repris cette construction lorsqu'il a affirmé : « A l'époque de l'empire de Kouch, il y avait l'électricité. » Une telle conception a survécu dans certaines formes d'afrocentrisme, courant pluriel qui a émergé au XXe siècle en vue de réécrire l'histoire du continent depuis une perspective propre, dont certaines branches racistes, voyant par exemple la supériorité noire dans la mélanine et affirmant que les Blancs seraient des albinos boutés hors d'Afrique, vont utiliser le mythe de l'Egypte noire dans une visée également suprémaciste.

> « L'ÉGYPTOMANIE EST TRÈS PRÉGNANTE DANS LE RAP, PAR EXEMPLE CHEZ LES MEMBRES DU GROUPE IAM : KEPHREN, KHEOPS, AKHENATON »

Le mythe égyptien nourrit donc des suprémacismes blanc et noir ?

Ces deux discours construits sur une archéologie romantique, hérités d'une science du XIXe siècle essentiellement raciste, rencontrent les débats sociétaux brûlants touchant aux inégalités raciales, en particulier aux Etats-Unis, créant un cocktail inflammable. Cet égyptocentrisme se retrouve dans des récits absurdes, comme celui d'un peuplement originel de l'Amérique par les Egyptiens. Cette légende, activée par un article de 1909 relatant la découverte de momies dans une grotte du Colorado, va traverser le siècle jusqu'à se retrouver portée par Frank Joseph, journaliste et cofondateur du Parti nazi américain. Cette thèse reste aujourd'hui encore très populaire. Il en existe une variante affirmant que les Egyptiens auraient précocement peuplé l'Australie. Cette théorie s'appuie sur le documentaire *The Egyptian Connection* (1995), de Paul White, accessible sur YouTube, qui présente de prétendus hiéroglyphes trouvés sur des parois près de Kariong, dans un parc naturel au nord de Sidney, et assimilés à une prophétie tournant autour d'Anubis, dieu de la mort.

Cette croyance est par exemple propagée par l'Ecole khémite de mystique ancienne, une association promouvant une approche ésotérique de l'Egypte antique et bricolant des thèses inspirées du New Age. L'interprétation symbolique de ces hiéroglyphes multiplie les entorses à la scientificité. Il n'empêche : même lorsqu'ils sont réfutés sans appel, la popularité de ces mythes reste énorme. Ainsi, des dizaines de visiteurs viennent chaque semaine se ressourcer auprès des parois de Kariong…

Quelles formes ce suprémacisme prend-il du côté de l'Egypte noire ?

Il existe un courant égyptocentriste qui revendique une ascendance égyptienne comme étant celle de tous les Noirs. L'écrivain sénégalais Cheikh Anta Diop (1923-1986) aura un rôle central dans la diffusion de ces idées avec son ouvrage célèbre *Nations nègres et culture. De l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui* (1954). Cet égyptocentrisme nourrit des théories racistes réécrivant l'histoire du monde à travers la prééminence des Egyptiens noirs, qui, pour certains idéologues, auraient été biologiquement supérieurs aux Blancs. Ce courant est représenté par le Franco-Béninois Kémi Séba, converti au kémitisme (spiritualité syncrétique inspirée par celle de l'Egypte antique) après un voyage en Egypte. Ce dernier, qui revendique l'influence de Cheikh Anta Diop, soutient dans son récent *Philosophie de la panafricanité fondamentale* (Fiat Lux, 2023) la thèse d'un peuplement initial noir de l'Amérique.

Kémi Séba *[condamné plusieurs fois pour incitation à la haine raciale]* est aussi un grand lecteur de René Guénon (1886-1951), figure centrale de l'ésotérisme au XXe siècle. Il reprend de cet auteur, lui-même converti à l'islam et qui a fini sa vie en Egypte, une lecture de l'histoire selon laquelle notre monde ne serait que la dégradation d'anciennes cultures supérieures, dépositaires d'une tradition primordiale dont les religions actuelles garderaient une trace dans leur version ésotérique. Ces variations restent obsédées par le même schéma, consistant à ancrer une quête identitaire dans le retour à une origine unique caractérisée par une pureté imaginaire.

Parmi ces légendes, d'où vient celle des pyramides électriques qui a nourri le propos de Gims ?

Il faut d'abord souligner l'égyptomanie très prégnante dans le rap, qui se retrouve par exemple dans les noms de scène du groupe IAM : Kephren, Khéops et Akhenaton – qui a lui-même confié l'influence sur son parcours des écrits de Cheikh Anta Diop et de Malcolm X (1925-1965). Quant à la théorie farfelue de l'électricité dans les pyramides, cette idée existe depuis le XIXe siècle, colportée par les courants ésotéristes, comme dans l'ouvrage *Isis dévoilée* (1877), de l'occultiste Helena Blavatsky (1831-1891).

L'hypothèse repose sur le supposé mystère de l'éclairage des pyramides, qui ne pourrait s'expliquer qu'avec l'électricité. Malgré sa réfutation – une chercheuse de Cambridge a consacré en 2018 une thèse entière aux techniques d'éclairage de l'Egypte antique –, cette légende continue de connaître une grande postérité, notamment sur YouTube.

Les connaissances établies n'empêchent pas la persistance de cette idée au cœur du mythe égyptien : cette civilisation aurait possédé une connaissance sacrée et secrète formant un mystère qu'aucune approche scientifique ne pourra percer. Les conceptions de ce type peuvent sans doute faire sourire, mais il convient d'être conscient des idéologies qu'elles alimentent et véhiculent. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR YOUNESS BOUSENNA

Bastien François Nous avons besoin de nous réapproprier notre démocratie

Le chercheur préconise, outre l'instauration de la proportionnelle, de convoquer une convention citoyenne sur le renouveau démocratique, alors que la Ve République est devenue une machine grippée

La Ve République a longtemps été pensée comme une architecture institutionnelle favorisant la force de gouverner tout en n'interdisant pas l'alternance. Mais, depuis deux décennies, les choses ont commencé à se dérégler. Avec le quinquennat, le président est paru de plus en plus *« encombré de sa force »*, pour parler comme l'historien Nicolas Roussellier. Devait-il être un *« hyperprésident »*, un *« président normal »* ou bien un *« Jupiter »* ? Le premier ministre, passé au second plan, ne pouvait plus servir de fusible à un président irresponsable devant le Parlement. La tripolarisation de la vie politique s'est heurtée à la logique binaire attendue du mode de scrutin majoritaire aux élections législatives et présidentielle, affectant la lisibilité des choix électoraux et la légitimité des gouvernants. La Ve République est devenue une machine à trahir, à produire de la frustration et de la défiance, et à nourrir tous les fantasmes populistes.

> AVEC LA PROPORTIONNELLE, LE PRÉSIDENT NE POURRA PLUS NOMMER UN PREMIER MINISTRE SELON SON BON PLAISIR

Comment sortir de cette situation ? Un récent sondage IFOP pour *Politis* propose une voie : nos concitoyens adhèrent massivement à la perspective d'un processus constituant participatif – opinion qui n'est minoritaire que chez les électeurs des Républicains et, surtout, du camp macroniste ; idée plébiscitée chez les plus jeunes et chez les électeurs des catégories populaires les moins diplômés.

Comment y parvenir ? Nombreux sont ceux qui appellent à la réunion immédiate d'une Assemblée constituante tirée au sort. Ce chemin n'est pas permis par notre droit en l'état. Il faudrait modifier l'article 89 de la Constitution définissant les conditions d'une révision constitutionnelle. Une telle réforme se heurterait aujourd'hui au véto du Sénat conservateur.

Inutile donc de rêver au grand soir constitutionnel, à moins de brutaliser à l'extrême l'Etat de droit et de créer un dangereux précédent autorisant les forces populistes à violer la Constitution si elles arrivaient au pouvoir. Mais au moins essayons de proposer à nos concitoyens des petits matins d'espérance. Il est possible de faire beaucoup, en très peu de temps, sans toucher au texte de la Constitution.

Commençons par modifier le mode d'élection des députés. Avec la proportionnelle nous affecterons profondément à l'avenir la logique présidentialiste. Le président ne pourra plus nommer un premier ministre selon son bon plaisir. Ce dernier sera celui qui, au sortir des élections, aura réussi à fédérer les forces politiques autour d'un compromis programmatique devenu majoritaire. La politique comparée le montre : dans les pays de l'Union européenne où un président est élu au suffrage universel, avec parfois des pouvoirs très importants, mais où les députés sont élus à la proportionnelle, c'est le premier ministre qui gouverne.

Il faut cependant aller de l'avant dès maintenant et commencer à tracer les voies d'un avenir démocratique souhaitable. Ne rien bouleverser, mais remettre du mouvement et de l'espoir, commencer à rétablir la confiance en faisant confiance. Une solution existe : nous en avons déjà fait l'expérience, même si elle n'a pas tenu entièrement ses promesses. Demandons au Conseil économique, social et environnemental de mettre en place une convention composée de citoyens tirés au sort, chargée de réfléchir au renouveau de la démocratie.

Ce qui nous « constitue »

Il ne s'agit pas de confier le pouvoir constituant à cette convention citoyenne et sa mission ne doit pas reposer sur de fausses promesses, comme ce fut le cas, en 2020, avec la convention pour le climat. Son rôle ne sera pas de prendre des décisions, de proposer des réformes clés en main. Car ce dont nous avons besoin n'est pas de décider dans l'urgence, mais d'enclencher une dynamique, de tester des solutions, de nourrir le débat, d'inventer des alternatives. Nous avons besoin collectivement de nous réapproprier notre démocratie, de débattre des institutions que nous désirons, des grands principes qui doivent nous rassembler – nous « constituer » au sens propre –, des modes d'organisation du pouvoir accordés à ces principes.

La tâche de cette convention citoyenne sera d'explorer les pistes pouvant conduire à une démocratie plus équilibrée, pluraliste, inclusive et sociale. D'autres collectifs ou organisations – et, au premier chef, les partis politiques – pourront, bien sûr, enrichir cette vaste « conversation » citoyenne dont nous avons tant besoin. Il sera temps alors de transformer tout cela en projets de réforme sur lesquels nous aurons à nous prononcer. ■

Bastien François, *professeur de science politique à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, a publié « Le Régime politique de la Ve République (La Découverte, « Repères », 2024)*

UN ÉCHANGE DE PRISONNIERS RÉVÉLATEUR

ÉDITORIAL M

Salué par le président américain, Joe Biden, comme un *« exploit de la diplomatie et de l'amitié »*, l'échange de vingt-quatre prisonniers négocié par la Russie et les Etats-Unis, qui a abouti à la libération, jeudi 1er août, de seize otages occidentaux et détenus politiques russes, dont le journaliste américain du *Wall Street Journal* Evan Gershkovich et sa collègue Alsou Kourmacheva de *Radio Free Europe*, est à maints égards historique.

C'est d'abord le plus important échange de prisonniers depuis la guerre froide. Hormis le changement de cadre – l'échange n'a plus lieu à pied sur le Glienicker Brücke, le fameux « pont aux espions » de Berlin, mais à l'aide d'un ballet d'avions dans un aéroport de Turquie –, l'opération rappelle d'ailleurs toutes les caractéristiques de l'époque de l'affrontement Est-Ouest. Négocié dans le plus grand secret depuis plus d'un an à de multiples niveaux sur fond de guerre en Ukraine, l'échange a impliqué la CIA, le département d'Etat et la Maison Blanche ainsi que plusieurs gouvernements alliés, grâce notamment à un canal de communication spécifique établi par les présidents Joe Biden et Vladimir Poutine lors de leur sommet à Genève en juin 2021.

Voilà pour la diplomatie. *« L'amitié »* saluée par Joe Biden ne s'adresse pas à la Russie mais aux pays européens, au premier rang desquels l'Allemagne, mais aussi la Norvège et la Slovénie, qui ont collaboré à cet effort. Très tôt dans les négociations, il est apparu que le pion essentiel pour Moscou était Vadim Krassikov, un agent russe condamné à la prison à perpétuité en Allemagne pour l'assassinat d'un opposant tchétchène à Berlin en 2019 et auquel M. Poutine a publiquement rendu hommage.

Pour Berlin cependant, en particulier pour la ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, sa libération équivalait à accorder l'impunité à ce type d'exécutions politiques à l'étranger commanditées par Moscou. M. Biden a dû convaincre le chancelier, Olaf Scholz, de céder sur ce point. Berlin a en retour demandé d'inclure dans l'échange plusieurs Allemands et des militants démocrates russes de premier plan emprisonnés en Russie, dont Vladimir Kara-Mourza.

Alexeï Navalny, qui fut le principal opposant à Vladimir Poutine, aurait aussi dû être libéré ; il faisait partie de la négociation, sur l'insistance de Berlin. Sa mort en prison, toujours inexpliquée, annoncée le 16 février par Moscou alors que les pourparlers progressaient dans le plus grand secret, montre à quel point le Kremlin reste figé dans les schémas du KGB de l'ère soviétique. Il est tout aussi révélateur de la nature du régime de Moscou que les citoyens russes dont le Kremlin a obtenu la libération, accueillis en grande pompe par M. Poutine à leur retour, ne soient ni des militants politiques, ni des journalistes mais des criminels, comme M. Krassikov, ou des espions, comme le couple d'agents russes qui vivait en Slovénie sous une fausse identité argentine.

La différence avec la guerre froide porte sur ce qui est devenu une détestable pratique, dont raffolent les régimes comme la Russie et l'Iran : la diplomatie des otages. Tout étranger vivant dans ces pays s'expose aujourd'hui au risque d'être arrêté pour servir de pion d'échange dans une longue négociation. Le Français Laurent Vinatier, détenu à Moscou depuis juin, fait partie de ceux-là. Il faut se réjouir de la liberté recouvrée de seize personnes injustement emprisonnées, mais ne pas se méprendre sur les motivations de Moscou : nous ne sommes pas à l'aube d'une nouvelle détente. ■

Abdennour Bidar Notre République est maintenant en sursis

Si, le 7 juillet, l'extrême droite a été écartée du pouvoir, le philosophe rappelle que les causes de son ascension sont toujours là et qu'il ne faut pas rester sourd à cet ultime avertissement

Un ouf de soulagement, certes, car cette fois nous l'avons échappé belle, tant l'extrême droite nous a paru soudain aux portes du pouvoir. Mais que vaut ce soulagement ? Que vaut-il si ce qui vient de se passer ne nous sert pas à tous d'ultime avertissement ? Car voilà bien le fait, dont nous devrions tous être conscients : notre République est maintenant en sursis, parce que, face à elle, la bête immonde a repris trop de forces, et parce que nous, républicains, risquons un jour très prochain de ne plus avoir l'énième chance que nous nous sommes accordée le 7 juillet, à l'issue du second tour des élections législatives. La chance de vaincre une extrême droite dont nous n'avons pas réussi à endiguer la lente et inexorable montée dans notre pays depuis quarante ans.

Pendant tout ce temps, nos partis au pouvoir, à toutes les échelles, nationale et locale, se sont succédé aux affaires selon une commune et remarquable incapacité à empêcher que ne s'aggravent les maux sociaux qui sont à l'origine de ce succès de l'extrême droite : le déclassement, la paupérisation, le séparatisme généralisé des classes sociales et des communautés culturelles, le sentiment d'une insécurité généralisée, la peur de l'immigration, et une identité française déboussolée, une conscience de soi de la France en berne. Lequel, cependant, de nos responsables politiques actuels nous semble porteur d'une vision et d'une action qui seraient – enfin – en mesure de remédier à tout cela ?

Ces maux que j'ai cités sont ceux d'un système de civilisation si déréglé, si injuste, d'une perte de sens si profonde, que, hélas, tout ce qui est tenté pour les guérir ne semble plus désormais que conspirer à les aggraver. Les logiques de fond (concentration du profit, creusement des inégalités, sociétés de contrôle, guerres identitaires, destruction de la nature) sont à ce point puissantes, pervertissant même les idéaux les plus élevés, que ce qui nous menace n'aura peut-être finalement… même pas besoin de l'extrême droite pour advenir ! Car ces logiques nous conduisent tout droit vers la dystopie de ces univers de science-fiction où, dans « le meilleur des mondes », des masses asservies et abruties sont élevées au sein de fermes sociales artificielles où leur travail, leur consommation et leur corps sont totalement exploités.

Bref, je veux bien me réjouir que, pour cette fois encore, la République ait gagné. Toutefois, nous ne pourrons plus très longtemps nous contenter de la fable du camp du bien qui gagne contre le camp du mal, tant, du côté de ce bien républicain, l'impuissance demeure tragique à enrayer le cours de ces logiques mortifères pour notre humanité.

> LES ÉLECTIONS VIENNENT DE MONTRER À QUEL POINT NOS PARTIS POLITIQUES RÉPUBLICAINS ONT PERDU TOUTE BASE POPULAIRE RÉELLE

Déshérence morale du peuple français

Ces élections européennes puis législatives viennent de montrer – là aussi pour l'énième fois – à quel point nos partis politiques républicains ont perdu toute base populaire réelle. D'élection en élection, ils se posent en sauveurs, en remparts contre les extrêmes ? Quel terrible manque d'humilité et de lucidité sur soi quand on est devenu aussi médiocre ! Plus d'un tiers de nos compatriotes ne sont pas allés voter pour ces législatives, ce qui veut dire que, même face au danger le plus imminent, une part énorme de notre électorat reste dépolitisée et complètement insensible à l'appel de ces partis républicains de tout bord.

Voilà qui en dit long sur deux choses. D'abord, sur le niveau radical de perte d'attraction, de désaveu de ces partis et de leurs têtes d'affiche qui continuent pourtant de pérorer sur la scène publique alors qu'ils ne sont plus, dans leur manque abyssal d'envergure, que les fantômes inconsistants de ce que l'on appelait autrefois la classe politique. Ensuite, sur le niveau de déshérence morale du peuple français lui-même, dont la conscience citoyenne a sombré au point qu'une part importante de citoyens ne vote plus, même en cas de péril immédiat ; et au point qu'une autre part, aussi importante, a donné ses voix à l'extrême droite. Or, ce n'est pas mépriser cette part du peuple que de s'indigner de cela, c'est-à-dire de ce que ce vote indique, à savoir un niveau d'inculture politique, historique et éthique qui devrait être impossible dans un pays où l'éducation, la culture et les médias forment encore correctement la conscience générale.

Si, par conséquent, la République est en sursis, c'est que malgré la victoire trop provisoire contre l'extrême droite, les causes profondes du succès de celle-ci perdureront. D'aucuns pourtant se félicitent que « dans les grands moments la France se retrouve » et vote assez puissamment pour repousser encore et toujours le spectre ? Mais combien de fois supplémentaires un tel sursaut de dernière minute nous sauvera-t-il si nous ne passons pas de ces sursauts sporadiques de conscience à une réforme morale, intellectuelle, éducative, sociale et politique d'une ambition suffisante ?

Ne soyons donc pas comme ces imbéciles qui, persistant à marcher au bord d'un abîme, se congratulent lorsque à nouveau leur pied a failli les faire glisser et chuter, et qu'ils ne se sont rétablis que d'extrême justesse. Quand donc allons-nous enfin nous écarter du gouffre ?

Comme tout être malfaisant, l'extrême droite se repaît de l'exacerbation de nos propres faiblesses, complicités, renoncements, dégénérescences et vanités. Œuvrons donc à priver enfin la bête de toute cette nourriture pourrie dont nous la gavons continuellement, et, au lieu de retourner comme nous le faisons ces jours-ci à notre spectacle perpétuel du feuilleton de la télé-réalité politique ordinaire, demandons-nous comment reconstruire le niveau de conscience et de puissance d'agir qui nous ouvrirait le chemin d'une authentique revivification démocratique et républicaine. ■

Abdennour Bidar *est philosophe et l'auteur de nombreux ouvrages, dont « Les Tisserands. Réparer ensemble le tissu déchiré du monde » (Les Liens qui libèrent, 2016), « Quelles valeurs partager et transmettre aujourd'hui ? » (Albin Michel, 2016) et « Génie de la France. Le vrai sens de la laïcité » (Albin Michel, 2021)*

Le Monde

PARIS 2024



SHA'CARRI RICHARDSON EN VEDETTE AMÉRICAINE

L'athlétisme a commencé, vendredi, au Stade de France. Sur le 100 m féminin, la flamboyante Texane est pressée d'en découdre et d'offrir aux Etats-Unis un premier titre depuis 1996

PAGE 6

Sha'Carri Richardson, lors des championnats du monde d'athlétisme de Budapest, le 21 août 2023. SCS/SOENAR CHAMID/AFLO/PRESSE SPORTS

TITOUAN CASTRYCK SI PRÈS DU BUT

A quoi tient un titre olympique ? A très peu de choses parfois, comme ces vingt centièmes de seconde d'écart qui sépare le kayak de Titouan Castryck de celui de l'Italien Giovanni De Gennaro, qui s'est imposé en finale du slalom, jeudi 1er août, dans la touffeur du plan d'eau vive de Vaires-sur-Marne, en Seine-et-Marne.

Cette vérité universelle, maintes fois éprouvée dans les épreuves d'athlétisme, de natation ou de cyclisme, le Français la connaît mieux que quiconque, lui qui pratique un sport d'adresse et de vitesse, où l'issue d'une course se conclut en moins d'une minute trente. Mais il sait aussi qu'il était, des douze finalistes alignés au départ, le mieux armé pour remporter le titre olympique, car il est celui qui a engrangé le plus d'expérience dans ce bassin – il a été inauguré en 2019.

LIRE LA SUITE → **PAGE 2**

TITOUAN CASTRYCK, ARGENT FRUSTRANT

KAYAK Sur un parcours qu'il connaît par cœur, le prodige français n'a commis qu'une erreur, qui lui a été fatale pour l'or

➔ SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE



Titouan Castryck, deuxième de la finale masculine de kayak slalom, à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), jeudi 1er août. LINDSEY WASSON/AP

A l'arrivée, le prodige de 19 ans, double champion du monde et champion d'Europe chez les juniors, tapait frénétiquement sur son casque pour évacuer la frustration d'avoir laissé échapper la médaille d'or. Elle a filé dans les remous du « stop » de la porte 17 – le parcours en compte vingt-trois –, une porte rouge qu'il faut remonter dans le sens contraire du courant. Le Malouin l'a mal négociée au point d'être *« à deux doigts de partir à l'eau, et elle* [lui] *a fait perdre quelques secondes », a-t-il confié après la cérémonie protocolaire.*

Pourtant, depuis trois ans, Titouan Castryck, issu d'une famille de kayakistes – sa mère Anne Boixel, vice-championne du monde de slalom en 1995, a représenté la France aux Jeux de 1992 et de 1996 ; son père est conseiller technique régional ; sa sœur a rejoint l'équipe de France de canoë –, s'entraîne tous les jours, exception faite d'une partie de la saison hivernale où il navigue à l'étranger lorsque la température de l'eau devient trop froide en France. *« Entre douze et vingt séances par semaine »* précise-t-il.

Une bande de copains

Il s'est d'ailleurs installé à Vaires-sur-Marne, où il a constitué avec trois autres sélectionnés pour les Jeux de Paris – Marjorie Delassus, Nicolas Gestin et Camille Prigent –, une bande de copains qui s'ajoute à celle des Poissons volants, le club de Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine) où il est toujours licencié.

C'est dans ce bassin francilien que Titouan Castryck a remporté, en 2023, l'étape de Coupe du monde qui lui a assuré une qualification olympique. C'est ici aussi qu'il s'est régulièrement frotté, à l'entraînement, avec les meilleurs dans sa discipline, notamment le Britannique Joe Clarke, champion du monde en titre, mais seulement cinquième à l'issue de la finale, jeudi.

Dans un sport de plein air comme le kayak, la connaissance du site offre un indéniable avantage. *« Naviguer au quotidien pendant des centaines d'heures sur le bassin des Jeux permet d'en appréhender chaque centimètre carré, chaque mouvement d'eau, chaque placement »,* avance Ludovic Royé, le directeur technique national (DTN) de la Fédération française de canoë-kayak.

Mais la spécificité du site ne se résume pas à cela. *« La particularité de ce bassin est que l'eau est molle,* explique encore le DTN, *autrement dit, lorsque le kayakiste ou le céiste y plante sa pagaie, il n'a pas d'appui, contrairement à une rivière ou à un cours d'eau en montagne. Il nous a donc fallu amener les athlètes à développer des capacités physiques, techniques et mentales spécifiques.* » Les bâtiments en béton brut du pôle olympique, où sont entreposés les embarcations et les équipements de l'équipe de France, abritent aussi plusieurs salles de musculation, pour aider les Bleus à progresser sur le plan musculaire et déplacer ainsi leur bateau plus vite sur l'eau.

Cette connaissance du plan d'eau était manifeste pendant la journée de qualifications, mardi, au cours de laquelle le jeune Breton a réalisé le meilleur temps. Elle s'est encore illustrée, pendant la finale, dans la première partie de sa descente. *« Titouan a passé les premières difficultés très facilement,* reconnaît Giovanni De Gennaro. *Aujourd'hui, il était le seul à être plus rapide que moi. S'il n'avait pas fait cette erreur à la porte 17, il aurait fait le meilleur temps, mais cette fois-ci le chrono a été de mon côté. »* Pour réduire cet *« home advantage »*, l'Italien, qui campe à la deuxième place du classement mondial, a fait à plusieurs reprises, avec quelques compatriotes, le déplacement à Vaires-sur-Marne pour parfaire sa préparation olympique. *« On a passé beaucoup de temps à s'entraîner ici, mais les Français ont progressé eux aussi et connaissent parfaitement ce type d'eau pour lesquels ils sont prêts et pour lequel ils pagaient fort. » « On a essayé de s'adapter,* indique encore ce grand gabarit (1,85 m), presque surpris d'avoir devancé le Français. *J'ai changé un peu mon bateau pour avoir une meilleure position sur l'eau. »*

> **« NAVIGUER AU QUOTIDIEN SUR LE BASSIN DES JEUX PERMET D'EN APPRÉHENDER CHAQUE CENTIMÈTRE CARRÉ »**
> LUDOVIC ROYÉ
> directeur technique national

Ferveur constante

S'entraîner sur ce plan d'eau tous les jours et y tester l'ensemble des manœuvres techniques est une chose, *« réussir à les reproduire le jour J en est autre »*, admet Ludovic Royé. D'autant plus quand la foule s'en mêle, en scandant *« Titouan ! Titouan ! »* tout au long de son parcours.

Cette ferveur constante, presque palpable tellement ces tribunes de vingt-cinq mètres de hauteur et d'une capacité de 12 000 places sont proches de la rive, semble avoir eu pour effet d'impressionner le Français. Le bruit et l'impact visuel des tribunes avaient pourtant été anticipés : *« Lors de l'étape de Coupe du monde de 2023, nous avions fait venir 3 500 scolaires pour habituer les athlètes à ce type de configuration »*, rappelle le DTN. *« Après les plots de départ, quand tu passes devant la bâche olympique et que tu découvres le public, le bruit, c'est dur de rester mobilisé,* témoigne le jeune champion. *Une fois que tu es parti, c'est que du bonheur. »* Un bonheur toutefois contrarié, par vingt centièmes de seconde. ■

SIMON ROGER

KEVIN MAYER RENONCE À DISPUTER LE DÉCATHLON

Le double vice-champion olympique 2016 et 2021 a confirmé, jeudi, son forfait à cause d'une blessure à la cuisse

Depuis qu'il s'est écroulé au-dessus d'une haie au stade Charléty, à Paris, le 7 juillet, le rêve olympique de Kevin Mayer paraissait bien lointain. Ce que tout le monde pressentait déjà a été officialisé, jeudi 1er août : le décathlonien a déclaré forfait pour les Jeux de Paris. L'avant-veille, il en avait appelé au *« miracle »*. Dieu n'a a priori pas été réceptif aux malheurs du double vice-champion olympique en titre. L'Eglise n'aura pas à procéder à la reconnaissance dudit miraculé.

Le Français ne s'alignera donc pas au départ du 100 m, première des dix épreuves du décathlon olympique, vendredi, au Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les chances tricolores reposeront sur les larges et solides épaules du jeune Makenson Gletty, 25 ans et tout récent médaillé de bronze européen.

Kevin Mayer n'a pas déjoué les pronostics de la médecine. Après un ultime test qu'il s'est accordé, jeudi matin, sur la piste dionysienne, le Drômois a pris la décision de ne pas jouer une inutile prolongation. Pas question d'un psychodrame, en direct et en mondovision. *« Lors du test, tout le monde a été choqué par ce que je suis arrivé à faire au vu de ma blessure*, a-t-il lancé en fin d'après-midi au Club France. *Mais j'étais encore loin de pouvoir sprinter à 100 %. A fond, c'est sûr que ça allait péter. Je ne suis pas là pour me donner en spectacle. Si je ne suis pas compétitif, ça ne sert à rien d'aller sur la piste. »*

Lutte contre son corps

La décision a été prise dans la journée, après un rendez-vous chez le kiné, un bain froid de récupération, une séance de méditation, une sieste et une discussion avec son entourage et le directeur de la haute performance à la Fédération française d'athlétisme, Romain Barras. *« J'ai été dans le flou pendant trois heures. J'y ai cru jusqu'au bout. Dès que j'ai pris du recul, j'ai su que ça ne le faisait pas*, a-t-il déclaré. *Mes objectifs étaient de faire vibrer le public par mes performances, pas de vibrer grâce au public. »*

A Tokyo, lors de ses troisièmes Jeux, le champion français, recordman du monde de la discipline, avait combattu la douleur tout au long d'un décathlon qui l'avait vu arracher une médaille d'argent (sa deuxième), derrière l'intouchable Canadien Damian Warner. Derrière, la quatrième olympiade de l'athlète de 32 ans s'est avérée très délicate, marquée par des hauts – un nouveau titre mondial en 2022 – et des bas – beaucoup de blessures, de pépins physiques et un abandon lors des Mondiaux 2023.

Malgré son statut, Kevin Mayer a couru pendant des mois après sa qualification. Il n'avait pas assez concouru pour viser une place olympique. Il n'avait d'ailleurs pas achevé un seul décathlon dans la période de qualification. A plusieurs reprises, il a d'abord essayé sans succès de réussir les minima, mettant fin prématurément à des tentatives à Brisbane (Australie) en décembre 2023 et à San Diego (Californie) en mars. Toujours cette lutte contre son corps, lui qui se targue de connaître son outil de travail avec une précision extrême, mieux que les spécialistes, médecins ou kinés.

« Un rêve de gosse »

Au fil du temps, la pression s'est accentuée, et celui qui a longtemps refusé d'effectuer plus d'un décathlon par an s'est retrouvé contraint d'obtenir sa sélection lors de championnats d'Europe à Rome, en juin. Trois semaines avant la date limite, il terminait à la 5e place continentale, avec un score qualificatif de 8 476 points.

Il lui fallait enchaîner par les dix épreuves aux Jeux olympiques, seulement deux mois après sa sortie romaine. Une énième blessure au muscle ischio-jambier semi-membraneux, *« dont le tendon était déchiré à 95 % »*, l'a cette fois empêché de défendre ses chances. Il savait l'affaire mal embarquée. *« La progression que j'ai eue cette semaine me laisse espérer que j'ai 10 % de chance d'être au départ du sprint*, soupesait-il, mardi. *Je sais que beaucoup de médecins vous diront qu'il y a 0 % de chance. »*

Athlète tricolore le plus médiatique et le plus bankable, Kevin Mayer avait tout misé sur ces Jeux « à la maison ». L'événement d'une vie, même pour un sportif de son calibre, qui n'a pas attendu pour empiler les titres et les médailles. *« C'était un rêve de gosse de faire ces Jeux. Il faut s'admettre vaincu quand on l'est »*, a-t-il philosophé.

Pas question pour autant de déserter Paris 2024. Il compte bien *« encourager les potes sur le stade d'athlétisme et même sur les autres sites »*. *« J'ai toujours aimé le sport en tant que sportif, mais aussi en tant que spectateur. C'est une belle thérapie d'aller voir les autres et de vibrer à travers eux. »*

Quid de la suite ? Les Jeux olympiques 2028 de Los Angeles paraissent difficilement atteignables. Les Mondiaux de Tokyo 2025, en revanche, peuvent constituer un horizon raisonnable. La question ne se pose pas encore, à en croire l'intéressé : *« Je n'ai pas envie de parler de la suite maintenant. Je ne suis plus à un stade de ma carrière où je cours après telle ou telle médaille. Aujourd'hui, c'est le plaisir de faire du décathlon qui m'anime. »* ■

ANTHONY HERNANDEZ



Simone Biles, lors du concours général de gymnastique, à l'Arena Bercy, à Paris, le 1er août. ATHIT PERAWONGMETHA/REUTERS

SIMONE BILES EN DÉMONSTRATION

GYMNASTIQUE L'Américaine a remporté le concours général individuel, repoussant la concurrence de la Brésilienne Rebeca Andrade

Douée de prescience, assure-t-elle, elle avait probablement prévu que la passion qui porte son nom, la bilesmania, allait enfiévrer Paris 2024. Le phénomène avait été quelque peu contenu, le 30 juillet, pour la première apparition en finale de Simone Biles à l'Arena Bercy de Paris. La nécessité pour la gymnaste la plus titrée de l'histoire de se fondre dans le collectif américain lors du concours général par équipes avait imposé une certaine retenue vestimentaire à ses admirateurs. Ils avaient préféré porter l'impersonnel tee-shirt *« USA »* plutôt qu'un produit dérivé à l'effigie de la star de 27 ans.

Cette réserve n'avait plus lieu d'être, jeudi 1er août, pour le concours général individuel. En présence de Zinédine Zidane et de Tony Parker, Simone Biles l'a remporté, glanant déjà sa deuxième médaille d'or dans ces Jeux, quarante-huit heures après celle collectée avec les Etats-Unis. Pour le moment se répète à l'identique pour la championne le scénario des Jeux de Rio 2016, qui lui avaient permis de rentrer à Spring (Texas) avec quatre récompenses du même métal. De quoi déjà définitivement oublier le cauchemar de Tokyo 2021. Victime d'une perte de repères dans l'espace, elle avait dû abandonner l'épreuve par équipes et n'avait concouru qu'en finale de la poutre – avec le bronze pour seul lot de consolation.

Combat sans merci

Jeudi soir, Simone Biles a engrangé 59,131 points pour reprendre son titre à sa compatriote Sunisa Lee (56,465 points), qui avait profité de son absence pour s'en emparer au Japon. La cadette, issue de la communauté hmong d'Amérique, a dû cette fois se contenter de la troisième place. Ce qui a amplement suffi à son bonheur. *« Je ne pensais même pas monter sur le podium »*, a certifié en conférence de presse Sunisa Lee, qui revient de loin pour n'avoir repris l'entraînement qu'à l'été 2023, après avoir révélé qu'elle souffrait de deux maladies rénales. Alors, après la remise des médailles effectuée par le président du Comité international olympique, l'Allemand Thomas Bach, elle a immortalisé le moment avec un selfie des trois lauréates.

Sur la photo sourit Rebeca Andrade (57,932 points), dont la performance méritait davantage que la médaille d'argent, sa deuxième dans cette épreuve après celle de Tokyo. C'est bien grâce à la Brésilienne que le suspense de cette finale a été entretenu jusqu'au bout. Considérée comme la plus redoutable rivale de Biles, elle a justifié sa réputation en s'inclinant sur une marge dérisoire de 1,199 point.

Dans un monde sans Simone Biles (mais combien celui-ci serait triste !), Rebeca Andrade aurait été pour la deuxième fois championne olympique, après son titre en saut de cheval de 2021. Dès la première rotation avec cet agrès, les deux jeunes femmes se sont livrées un combat sans merci. La Brésilienne a exécuté un Cheng magistral (pour une note de 15,100 points), auquel Biles a aussitôt répondu par un Yurchenko double carpé (15,766 points).

La Pauliste aura tenté l'impossible et à celui-ci nulle n'est tenue. Avec elle, le public de Bercy a en tout cas vécu une expérience de réalisme magique, l'irruption soudaine de l'irrationnel dans ce qui était annoncé comme une fatalité, une spécialité latino-américaine. Reconnaissables à leurs maillots jaunes, en décalage complet avec la discipline puisqu'ils sont brodés de l'écusson de la Confederaçao Brasileira de Futebol, les supporteurs venus encourager leur championne y ont cru. Première gymnaste à avoir remporté il y a trois ans une médaille olympique pour son pays, Rebeca Andrade les a remerciés avec un tour d'honneur, le drapeau national sur les épaules. Pendant que Simone Biles montrait à la caméra son pendentif en argent, sa petite chèvre fétiche en référence à son surnom, « The GOAT » (*« The Greatest of All Time »*).

> **« JE N'AI JAMAIS CONNU D'ATHLÈTE SI PROCHE DE MOI, ELLE [REBECA ANDRADE] M'OBLIGE À ÊTRE SUR MES GARDES »**
> SIMONE BILES
> gymnaste américaine

Scintillante dans son justaucorps aux 10 000 cristaux, *« la meilleure de tous les temps »* a également contribué à la dramaturgie. Pour l'intérêt de tous, elle a eu l'élégance de commettre une faute aux barres asymétriques lors de la deuxième rotation, ses pieds touchant le sol lors du lâcher de la supérieure pour l'inférieure. Stupeur et effroi dans les travées américaines. L'exercice est supposément son talon d'Achille – à considérer qu'il en existe un –, mais Simone Biles n'en revenait pas. *« De tous les agrès, les barres sont le seul où je n'ai pas fait de faute en m'entraînant ici ou à Houston* [Texas]*»*, s'est-elle offusquée.

A ce moment, le public français, privé de représentantes depuis la débâcle des Bleues le 28 juillet aux qualifications, soutenait chaleureusement Kaylia Nemour, une pensionnaire du club d'Avoine-Beaumont (Indre-et-Loire) ayant choisi les couleurs algériennes après un différend avec la Fédération française de gymnastique. Sur ces mêmes barres, l'athlète de 17 ans avait obtenu la note fracassante de 15,533 points. Deux déséquilibres à la poutre et des faiblesses au sol ont eu raison de ses espoirs et elle a terminé cinquième.

Sur un rythme de samba

L'or devait se jouer dans la dernière rotation. Poussée à l'exploit, Rebeca Andrade a soigné sa chorégraphie sur un rythme de samba. La réplique de Simone Biles a défié l'entendement, son salto arrière avec double vrille lui rapportant 15,066 points. La vaincue aurait dû être livide, son visage irradiait d'admiration. *« Je ne me focalisais pas sur le score, mais je profitais de la compétition en savourant chaque instant*, a expliqué la Brésilienne. *Simone m'oblige à donner le meilleur de moi-même et j'espère que c'est réciproque. »*

« Je n'ai jamais connu d'athlète si proche de moi, elle m'oblige à être sur mes gardes », a confirmé Simone Biles, en avouant qu'elle avait même dû *« sortir l'artillerie »* pour le saut. Mais elle a vécu la soirée bien différemment : *« Je n'ai jamais été aussi stressée. Je ne veux plus jamais affronter Rebeca ! »*

Pour l'histoire, Biles, en s'imposant pour la deuxième fois au concours général individuel, rejoint le duo formé par Larisa Latynina et Vera Caslavska, morte en 2016. Deux gymnastes d'un tout autre temps puisque la première concourait pour l'Union soviétique en 1956 et 1960, la seconde pour la Tchécoslovaquie en 1964 et en 1968. Avec aujourd'hui six médailles d'or en sa possession, l'Américaine peut envisager – à une unité près – de rejoindre Caslavska lors des finales par agrès qui débutent samedi 3 août. Elle sera engagée au sol, à la poutre et au saut. Si elle l'emporte dans chacune de ces épreuves, elle égalera le record de Latynina (9 médailles d'or), aujourd'hui âgée de 89 ans. ■

BRUNO LESPRIT

POLÉMIQUE AUTOUR D'UNE BOXEUSE HYPERANDROGÈNE

L'Italienne Angela Carini a abandonné face à l'Algérienne Imane Khelif dès le début d'un combat qu'elle jugeait inéquitable

Le combat n'a duré que quarante-six secondes, mais les prolongations se disputent loin du ring, sur les réseaux sociaux et dans l'arène politique. Jeudi 1er août, dans le Parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis), la boxeuse italienne Angela Carini a abandonné, au début de son huitième de finale des poids welters (63,5 kg – 66,6 kg), face à l'Algérienne Imane Khelif.

Après quelques échanges, un seul coup sur le nez par la boxeuse en rouge et l'Italienne, en bleu, se retourne immédiatement vers son coin. *« Elle m'a fait trop mal, je ne veux pas continuer »*, devine-t-on sur ses lèvres. *« Mais tu te sens au moins de finir le round ? »*, interroge le directeur technique italien, Emanuele Renzini. Non. La boxeuse transalpine hoche la tête, avant que l'arbitre n'acte son forfait. Effondrée sur le ring, alors que son adversaire célèbre sa qualification pour les quarts, Angela Carini murmure, en sortant du ring : *« Ce n'est pas juste. »*

Dans chaque match – qui plus est dans un sport de combat –, l'enjeu est de prendre l'avantage sur son adversaire, de le dominer physiquement pour le battre. Mais, dans ce combat, la polémique, qui n'avait pas attendu le début de l'affrontement pour s'enflammer, tient en une question : les deux adversaires étaient-elles sur un pied d'égalité ?

Le Comité international olympique (CIO) a acté que oui, mais le gouvernement italien et la Fédération internationale de boxe (International Boxing Association, IBA) – en guerre ouverte depuis plusieurs années avec le CIO et qui n'organise pas le tournoi olympique – ne démordent pas de l'inverse.

« Ce sont des femmes »

Ce n'est pas une question de poids : les deux femmes ont respecté les moins de 66 kilos de leur catégorie à la pesée. Imane Khelif dispute le tournoi olympique en dépit de taux élevés de testostérone qui avaient amené l'IBA à l'exclure avant sa demi-finale des derniers championnats du monde, à New Delhi, en 2023. Comme la Taïwanaise Lin Yu-ting, l'Algérienne avait échoué, l'an dernier, à un test d'éligibilité de genre, mis en place par l'IBA. Mais un an plus tard, les deux boxeuses ont été autorisées à concourir par le CIO aux JO de Paris 2024.

« Ces deux athlètes boxent depuis des années dans les catégories féminines. Elles ne viennent pas juste d'arriver, elles étaient déjà aux Jeux de Tokyo », a justifié, mardi, le porte-parole du CIO, Mark Adams. *« Et il est établi que ce sont des femmes »*, a-t-il insisté, assurant que *« toutes les compétitrices qui participent aux JO, suivent et respectent les règles d'éligibilité »*, sans préciser lesquelles exactement.

> **IMANE KHELIF DISPUTE LE TOURNOI OLYMPIQUE EN DÉPIT DE TAUX ÉLEVÉS DE TESTOSTÉRONE QUI LUI AVAIENT VALU D'ÊTRE EXCLUE DES MONDIAUX 2023**

Dans le même temps, l'IBA ne s'est pas privée de s'opposer à l'instance olympique, qui ne la reconnaît plus, assurant, dans un communiqué, que *« les deux athlètes ne répondaient pas aux critères d'éligibilité requis »* et possédaient des *« avantages compétitifs »* sur les autres concurrentes. Et elle a mis en exergue les *« sérieuses questions soulevées sur l'équité de la compétition et la sécurité des athlètes »*.

Si les tests effectués – tant par le CIO que l'IBA – demeurent sous le sceau du secret médical, la fiche de la boxeuse algérienne fournie par le CIO précise qu'elle a été disqualifiée des Mondiaux après des *« taux élevés de testostérone »*. Mais Mark Adams a insisté, jeudi : *« Le test de testostérone n'est pas un test parfait. De nombreuses femmes peuvent avoir un taux de testostérone égal à celui des hommes, tout en étant des femmes. »*

A l'image de l'athlète sud-africaine Caster Semenya (double championne olympique sur 800 m), produire plus de testostérone que la normale chez les femmes n'est en rien une tricherie, si cette production est naturelle : cela s'appelle l'hyperandrogénie.

Délicate affaire que celle où la féminité d'une athlète est mise en doute. Un taux élevé de testostérone offre-t-il un avantage, comme l'a tranché la fédération internationale d'athlétisme ? L'instance a choisi, depuis des années, d'exclure les sportives hyperandrogènes ou de les obliger à prendre des traitements hormonaux, mais le terrain est glissant et se déporte sur l'extrasportif.

Une affaire d'Etat

Après la rencontre, ni la boxeuse italienne ni son entraîneur n'en ont rajouté. Mais le combat est devenu une affaire d'Etat – et idéologique – par-delà les Alpes. *« Je ne suis personne pour juger ou prendre une décision, si cette fille est là, il doit y avoir une raison*, a déclaré Angela Carini. *Je me suis battue et je suis montée sur le ring malgré les mille polémiques. »*

Car, dès le tirage au sort la mettant sur la route d'Imane Khelif, Angela Carini s'est retrouvée au cœur du cyclone. Elle a reçu des *« centaines de messages »* l'exhortant à *« ne pas se battre »* pour *« protéger son intégrité physique »*, assure Emanuele Renzini. Et son abandon remet une pièce dans la machine, à l'image de la prise de position de la première ministre italienne, en visite aux Jeux, jeudi. *« Je pense que les athlètes qui ont des caractéristiques génétiques masculines ne devraient pas être admis aux compétitions féminines »*, a déclaré Giorgia Meloni, dans une vidéo postée sur X, dénonçant un *« combat qui n'était pas sur un pied d'égalité »*.

Et le sport, dans tout ça ? Si Imane Khelif – qui a reçu un vaste soutien dans son pays – *« dispose d'une incroyable force physique »*, a énoncé le directeur technique italien, il *« ne la considérait pas imbattable »*. La boxeuse algérienne ne survole pas sa catégorie. Son prochain match, samedi, en quarts de finale contre la Hongroise Anna Hamori, devrait de nouveau être regardé de près. ■

CLÉMENT MARTEL

L'INCROYABLE FERVEUR AUTOUR DES LEBRUN

TENNIS DE TABLE Les deux frères enflamment les tribunes à chaque match. Le cadet, Félix, joue sa demi-finale vendredi

Sport familial par excellence, synonyme de tournois endiablés dans le sous-sol de la maison avant le repas du dimanche, le tennis de table – communément appelé « ping-pong » – ne s'attendait pas à cela. Une fièvre inhabituelle s'est emparée de la discipline aux Jeux olympiques de Paris. Une folie douce, symbolisée par l'ambiance de stade de football, qui enflamme les travées de l'Arena Paris Sud chaque fois que jouent les frères Alexis et Félix Lebrun. L'élimination de l'aîné, Alexis (20 ans), au stade des huitièmes de finale, par le Brésilien Hugo Calderano, mercredi 31 juillet, ne devrait pas changer grand-chose à la portée d'un phénomène inversement proportionnel à l'audience habituelle du monde de la petite balle blanche.

Qui l'eût cru ? Zinédine Zidane est venu assister, mercredi, aux rencontres des deux frères. Quant au basketteur américain de NBA Tyrese Haliburton, il a publié, sur son compte X : *« Les frères Lebrun sont fous. »* Sur le même réseau social, le footballeur Antoine Griezmann s'est interrogé sur la signification des cris poussés par Alexis pendant les échanges. Qui viendra apporter sa contribution à cette frénésie, vendredi 2 août, à l'occasion de la demi-finale que doit disputer le cadet, Félix, après sa victoire jeudi en quarts face au Taïwanais Lin Yun-ju ?



Alexis Lebrun (à gauche) et son frère Félix, à Durban (Afrique du Sud), le 23 mai 2023. HAN XU/XINHUA/MAXPPP

Vidéos à forte viralité

Le plus étonnant, dans cette ivresse, tient au profil des deux héros – ou plutôt « antihéros ». Lunettes carrées sur le nez, cheveux courts, survêtement en toutes circonstances : les prodiges du tennis de table français semblent sortis d'une époque où les sportifs de haut niveau n'étaient reconnus et adulés que pour leurs performances.

Leur look passe-partout – ni tatouage, ni piercing, ni barbe finement taillée, ni pectoraux saillants – leur permet de cultiver une image unique. Pas d'emportement intempestif par ailleurs chez eux, les jours de défaite ; point de nœuds dans le cerveau au moindre dysfonctionnement du revers en topspin. Autrement dit, foin de « prise de tête ». La félicité de l'enfance semble ne pas avoir quitté le corps de ces deux post-ados – voix qui mue pour le plus jeune, acné tardive pour l'autre.

« Ce qui plaît aussi beaucoup, chez eux, c'est la sincérité qu'ils dégagent, s'émerveille le président de la Fédération française de tennis de table (FFTT), Gilles Erb. *Ils ne jouent pas un jeu, ils sont naturels, et n'ont pas besoin de se décolorer les cheveux pour coller à la mode. On s'identifie d'autant plus facilement à eux que le tennis de table est un sport auquel tout le monde a joué. L'impression d'avoir sous les yeux des joueurs qui nous ressemblent crée une grande proximité. »*

Etonnamment, la pandémie de Covid-19 a contribué à l'avènement médiatique de ces deux champions : *« La montée en puissance d'Alexis et Félix coïncide avec la fin du* [premier] *confinement* [en mai 2020], *pendant lequel beaucoup de gens ont découvert ou redécouvert le "ping" »*, souligne leur oncle, Christophe Legoût, ancien quatorzième joueur mondial, aujourd'hui directeur sportif de la FFTT.

Avant que les médias s'intéressent à eux, les Lebrun avaient su doper leur notoriété à travers leurs propres réseaux sociaux. De nombreux sites le font aujourd'hui à leur place en diffusant des vidéos à forte viralité de leurs points les plus spectaculaires. Les sponsors, parallèlement, se bousculent au portillon, ce qui était impensable il y a encore quelques années dans ce sport historiquement privé de retransmission télévisée.

« ON S'IDENTIFIE D'AUTANT PLUS FACILEMENT À EUX QUE LE TENNIS DE TABLE EST UN SPORT AUQUEL TOUT LE MONDE A JOUÉ »

GILLES ERB
président de la fédération française de tennis de table

Longtemps, les meilleurs pongistes professionnels n'avaient pour seuls partenaires que des marques de raquettes ou de tables, à l'instar de la précédente star du « ping » tricolore, Jean-Philippe Gatien (vice-champion olympique en 1992, champion du monde en 1993), qui a été le premier à associer son image à celle d'un fabricant étranger, le japonais Yasaka.

En un an, seulement, *« Alexis et Félix sont devenus* bankable », constate Christophe Legoût, signant des contrats de sponsoring avec une demi-dizaine de marques non sportives, et pas les moins connues : Carrefour, Nintendo ou le lunetier Optic 2000, qui n'a pas manqué l'occasion de jeter son dévolu sur ces deux hypermétropes *« dans l'idée de rajeunir* [sa] *clientèle »*, comme l'explique son directeur général, Benoît Jaubert.

Parce que tout se fait en famille, chez les Lebrun, les dossiers de sponsoring sont gérés par la mère des deux athlètes, une professeure des écoles ayant obtenu une disponibilité exceptionnelle de l'éducation nationale pour accompagner administrativement le parcours de ses fils au sein d'une structure privée appelée « Team Lebrun ». Si les propositions de partenariat ont afflué avec la perspective des Jeux olympiques de Paris, toutes n'ont pas abouti, afin que le business n'empiète pas sur la priorité des jeunes hommes : *« se concentrer sur leurs entraînements et leurs compétitions »*, appuie Dominique Lebrun. Celle-ci a conscience du potentiel médiatique de ses enfants – *« des garçons humbles,* insiste-t-elle*, qui ne se posent pas de questions inutiles et qui font confiance ».*

« Sains, intelligents, accessibles »

A bien y regarder, les deux fers de lance du tennis de table hexagonal sont-ils si différents des autres champions de leur génération, le nageur Léon Marchand ou le rugbyman Antoine Dupont en tête ? Non, répond l'ex-membre de l'équipe de France de natation Sophie Kamoun : *« Les Lebrun respirent les bonnes valeurs du sport. Les marques recherchent de plus en plus ce type de profils d'athlètes bien éduqués, sains, intelligents, équilibrés, accessibles, capables de bien s'exprimer, qui pourraient être le fils ou le petit-fils de tout un chacun »*, explique celle qui est aujourd'hui agente de plusieurs nageurs de haut niveau. *« On a longtemps reproché à certains sportifs de manquer d'aspérités, d'être trop lisses. Les choses changent. Il n'est pas nécessaire d'être un* bad boy *et d'envoyer des punchlines à tour de bras pour intéresser des sponsors »*, ajoute-t-elle.

Des *« marques de grande renommée internationale »* s'intéresseraient également aux pongistes montpelliérains, selon Gilles Erb. Dans quel secteur ? Mystère. Certainement pas le luxe : *« Sans doute y aurait-il un problème de positionnement »*, relève poliment le président de la FFTT. Des projets de biographie leur ont également été proposés : *« Ils ne se sentent pas assez légitimes pour cela »*, répond leur mère. Humilité, quand tu nous tiens. ■

FRÉDÉRIC POTET

LES BLEUS DU WATER-POLO JOUENT DANS LE BAIN DES GRANDS

Les joueurs de Florian Bruzzo rêvent de médaille, cent ans après le dernier titre olympique

Quand il parle de ses ouailles, Florian Bruzzo se fait soudainement poète. *« C'est un bel océan avec tous les ingrédients pour que notre écosystème fonctionne. Il y a des grands, des petits, des vieux, des jeunes, des introvertis, des extravertis…*, liste le sélectionneur de l'équipe de France masculine. *C'est pas tous des amis, on ne se ment pas, mais on a trouvé un équilibre. »* Le problème du water-polo français a longtemps été de camper dans les abysses. Et puis voilà qu'à quelques mois des Jeux olympiques de Paris il a opportunément refait surface.

D'abord avec une sixième place aux Mondiaux de Fukuoka (Japon) à l'été 2023, puis en terminant au pied du podium à ceux de Doha, en février. Les Bleus sont arrivés au centre aquatique olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) avec l'étiquette d'outsiders impatients de croquer autre chose qu'une médaille en chocolat. Avec une victoire et deux défaites lors des tours préliminaires, l'affaire s'est compliquée : les Tricolores devront réaliser une performance contre l'Espagne, samedi 3 août, ou la Serbie, lundi 5, pour voir les quarts. Reste que plus personne ne les ignore au bord des bassins. *« Aujourd'hui, on a gagné le respect de tous nos adversaires, c'est clair et net »*, insiste Ugo Crousillat, le capitaine de l'équipe de France depuis sept ans.

Le Marseillais de 33 ans n'a pas oublié les années de vaches maigres quand lui et ses coéquipiers devaient se contenter des championnats d'Europe B, l'antichambre de l'élite. En trente ans, les Tricolores n'ont participé qu'une seule fois à la grand-messe olympique, en 2016, tournoi carioca conclu à une anonyme 11e place. A côté des grosses cylindrées que sont l'Italie, la Hongrie ou encore la Croatie et l'Espagne, les Français avaient plutôt l'image de cinquième roue de la charrette olympique. Il n'y a encore pas si longtemps, certaines nations sifflotaient avant de les affronter.

Un long lobbying

Julien Issoulié était le directeur du water-polo au moment du tournoi de qualification olympique précédant les Jeux de Rio, au cours duquel la France a notamment battu la Russie. *« A l'échauffement du match, les Russes faisaient les cons au plongeoir du bassin de récupération, ils faisaient des "bombes"*, raconte celui qui est devenu en 2017 le directeur technique national (DTN) de la Fédération française de natation. *Au début, personne ne nous calculait. »*

Le futur DTN a dû s'astreindre à un long travail de lobbying en multipliant les voyages à l'étranger, pour *« rentrer dans le paysage du* [water-]*polo »* et finir par glaner des invitations en stage avec la crème de la discipline et non plus des seconds couteaux. *« Quand on jouait contre des grosses équipes, on sentait dans l'attitude et les regards qu'elles se disaient, "bon, c'est sûr, on va gagner"*, témoigne Ugo Crousillat. *Aujourd'hui, quand on rentre dans les hôtels ou qu'on arrive au bord de la piscine, les mecs nous regardent. Ils se renseignent pour savoir ce qu'on fait aux entraînements pour avoir autant progressé sur le plan physique. »*

Lors des championnats du monde à Doha, en février, un match et une scène en particulier ont marqué l'un de ses coéquipiers, Michaël Bodegas. Lors du quart de finale contre les Hongrois, les Bleus créent l'exploit d'éliminer les tenants du titre… à la dernière seconde de la rencontre (10-11). Dans le couloir d'appel juste avant la présentation, les deux équipes forment *« deux colonnes en peignoir qui se regardent*, décrit le joueur de 37 ans, qui évolue en pointe au Cercle des nageurs de Marseille. *Comme personne ne parle français chez les Hongrois, j'ai dit à tout le monde : "Les gars, je peux vous dire qu'ils ont peur. Regardez les visages fermés"… »*

Médaillé de bronze aux Jeux de Rio et champion du monde avec l'Italie, Bodegas a renfilé le bonnet bleu, blanc, rouge avec la perspective des Jeux à domicile – contrairement à beaucoup d'autres sports, les poloïstes peuvent changer d'équipe nationale. Pour Crousillat, l'équipe transalpine faisait justement partie de celles un peu arrogantes par le passé. *« Ils nous ont beaucoup ignorés pendant pas mal d'années et, aujourd'hui, ils nous appellent pour s'entraîner avec nous. Pour nous, ces petites choses, c'est déjà des victoires »*, savoure le capitaine.

LA « BASCULE » A EU LIEU APRÈS FUKUOKA [EN 2023], OÙ L'ÉQUIPE DE FRANCE S'EST HISSÉE EN QUARTS DE FINALE POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS UN MONDIAL DEPUIS 1986

« On a gagné en crédibilité »

La « bascule » a eu lieu après Fukuoka, où l'équipe de France s'est hissée en quarts de finale pour la première fois dans un Mondial depuis 1986. *« Ça a été le déclic, on a gagné une crédibilité »*, insiste Florian Bruzzo. *« J'ai l'impression même qu'il y a des équipes qui commencent à s'inspirer de notre style de jeu »*, renchérit Michaël Bodegas.

A la décharge de leurs adversaires, ceux-ci avaient de bonnes raisons de ne pas trop s'inquiéter sur la durée : ils savaient qu'à la fin du match, très souvent, les Français finiraient par craquer, que ce soit sur le plan mental ou physique. *« Toutes les grandes équipes savaient qu'à un moment, vu qu'on était en surrégime, on allait faire une connerie de concentration ou une petite erreur qui nous coûterait un but. Maintenant, avec la densité de notre banc et le fait que les joueurs sont beaucoup mieux préparés, on a moins ces passages à vide »*, insiste le DTN Julien Issoulié.

Quand il a repris les rênes de l'équipe en 2021 (après un premier mandat entre 2012 et 2016), Florian Bruzzo a tiré le même constat. *« Cette équipe était loin d'être ridicule, mais, lors des troisième ou quatrième périodes, on sortait du match et on n'arrivait pas à franchir le cap sur les meilleures équipes »*, explique le coach de 42 ans. Lui et son staff – un coach adjoint considéré comme l'un des meilleurs au monde (le Croate Vjekoslav Kobescak), un préparateur physique, une psychologue, etc. – ont réussi à y remédier.

Avoir mangé son pain noir, *« c'est quelque chose qui donne donc plus d'appétit à cette équipe »*, assure Romain Marion-Vernoux. Avec ses coéquipiers, ils ont forcément dans un coin de leur tête la médaille d'or de leurs glorieux ancêtres lors des Jeux olympiques de 1924, à Paris. Cent ans après, forcément, l'histoire serait belle. Ugo Crousillat, lui, tempère : *« On est sur la bonne voie, mais il faut rester humbles, parce qu'on vient de très loin. »* Exit les profondeurs, pourvu qu'il y ait seulement l'ivresse. ■

ÉLISABETH PINEAU

LA CONFRÉRIE ATYPIQUE DES PERCHISTES

SAUT À LA PERCHE

La discipline fait figure de microcosme dans l'athlétisme. Ses pratiquants louent leur « grande solidarité », favorisée par le déroulé des concours



Le Suédois Armand Duplantis, à Budapest, le 23 août 2023. BILDBYRAN/ICON SPORT

Sacré champion olympique aux Jeux d'Helsinki, en 1952, le révérend américain Bob Richards a eu cette formule : *« Je suis le seul prêtre au monde qui tente d'aller au ciel par ses propres moyens. »* Le pasteur volant, unique perchiste à avoir conservé son titre, quatre ans plus tard, aux Jeux de Melbourne, en 1956, est l'auteur de la définition la plus mystique de sa discipline.

Dès son invention en tant que sport à part entière au XIXe siècle, en Angleterre et aux Etats-Unis, le saut à la perche est une spécialité atypique, qui nécessite des qualités de gymnaste et d'athlète. Des premières barres autour de 2 mètres jusqu'aux cimes de plus de 6 mètres, des générations d'équilibristes ont fasciné les foules. Ce devrait encore être le cas aux Jeux de Paris, dès les qualifications samedi 3 août (finale le 5 août), où le Suédois Armand Duplantis fait partie des sportifs les plus attendus de la quinzaine.

« Lorsque l'on saute dans les airs grâce à un bâton de 30 millimètres de diamètre que l'on doit planter dans une cible de 20 centimètres, il faut être fou », reconnaît la Slovène Tina Sutej, quatrième aux Mondiaux 2023 à Budapest. Etre perchiste, c'est faire partie d'une confrérie, unie par un petit grain de folie.

Une affaire de *« famille »* même, selon Philippe Collet. L'ex-recordman de France de la discipline, dans les années 1990, parle au sens propre – entraîné par son père, Jacques, il s'occupe désormais de ses fils, Mathieu et Thibaut, champion national en titre – autant qu'au figuré. *« Un mec qui saute 6 mètres, quand il rencontre quelqu'un qui passe 4 mètres, il le reconnaît comme l'un des siens. Il y a un état d'esprit particulier qui a toujours existé et perdure »*, insiste-t-il.

Des compétitions uniquement réservées à la spécialité existent depuis les années 1980. Philippe Collet a créé la sienne, le Masters de Grenoble, avant d'exporter le concept à Donetsk, en Ukraine, à la demande de Sergueï Bubka, ancien recordman du monde.

« C'est plus facile de s'entraider »

Depuis 2006, à chaque saison hivernale, la grande famille de la perche se retrouve lors des étapes du Perche Elite Tour. Le 22 février, celle de Clermont-Ferrand, organisée par Renaud Lavillenie, a réuni parmi les meilleurs perchistes hommes et femmes de la planète. Devant 4800 spectateurs, ils ont fait leur entrée, dans une mise en scène digne des grands championnats américains. *« C'est un sport spectaculaire qui ne passe pas inaperçu*, fait valoir M. Lavillenie. *C'est très visuel et esthétique. Mettre une dose de show, ça permet de rapprocher les gens. »*

Un « show » qui n'a pas empêché l'hommage à un membre de la confrérie, disparu tragiquement quelques semaines plus tôt : le Canadien Shawnacy Barber, 29 ans, champion du monde 2015 et vainqueur à Clermont-Ferrand en 2017.

Nouvelle référence de la discipline, Armand Duplantis, dit « Mondo », perpétue cet héritage si particulier. Ce fils de perchiste est aussi passionné de son sport que son modèle, Renaud Lavillenie, devenu son ami. Et il nourrit un profond respect pour tous ses pratiquants. *« Nous avons les mêmes centres d'intérêt et les mêmes tribulations. Aimer ce truc un peu fou, ça nous rapproche. »*

> **« NOUS AVONS LES MÊMES CENTRES D'INTÉRÊT ET LES MÊMES TRIBULATIONS. AIMER CE TRUC UN PEU FOU, ÇA NOUS RAPPROCHE »**
> RENAUD LAVILLENIE
> perchiste

Large vainqueur avec un saut à 6,02 m en Auvergne, le sportif de 24 ans, né à Lafayette (Louisiane), encourage chacun de ses adversaires, tandis que l'exubérant américain Sam Kendricks se mue en chauffeur de salle pour encourager l'Australien Kurtis Marschall.

Lorsque, après avoir amélioré son record personnel à 5,92 m, le Français Thibaut Collet s'attaque à 6,02 m, Renaud Lavillenie et Armand Duplantis organisent un conciliabule pour lui conseiller *« de ne pas forcer »* son saut. *« Mondo a dit ensuite en interview que j'étais l'un des prochains à passer 6 mètres. Ce sont des mots forts »*, savoure le Grenoblois.

Grand favori à sa succession aux Jeux de Paris, l'ogre des sautoirs suédois décrypte le fondement de cet état d'esprit : *« Nous sommes en concurrence avec la barre et nous-même, avant les autres. On veut tous être le meilleur, mais ce que je fais n'affecte pas ce que fait Sam* [Kendricks]. *Il doit toujours franchir la barre, je dois toujours franchir la barre. »*

La configuration de l'épreuve joue aussi beaucoup. *« On n'est pas des sprinteurs à se fusiller du regard dans la chambre d'appel pour courir dix secondes et se casser »*, illustre Thibaut Collet. Une vision partagée par l'Américaine Katie Moon, qui loue *« une grande solidarité »* entre les perchistes. *« C'est plus facile de s'entraider*, argumente-t-elle. *On voyage ensemble. On passe du temps ensemble sur les concours, qui durent deux heures. On se comprend. Ça serait long si on ne se parlait pas. »* A Budapest, à l'été 2023, la championne olympique 2021 a décidé de partager son deuxième titre mondial avec l'Australienne Nina Kennedy.

N'allez pas croire pour autant que cette camaraderie gomme l'esprit de compétition. *« Encourager les adversaires, parfois, je le fais par politesse*, reconnaît Thibaut Collet. *A Bupadest, je ne voulais encourager personne. J'ai cru à la médaille. Quand les mecs passent 5,95 m, je ne les ai pas applaudis. Je me suis dit : "Les enfoirés !" »*

« Il y a des générations où l'on s'entend un peu moins bien, admet aussi Renaud Lavillenie. *On a de la chance d'être dans une belle dynamique. »* Philippe Collet a connu une époque plus tendue. *« C'était un peu la guerre froide entre l'école française, les Américains et les Soviétiques. Sergueï* [Bubka], *ses adversaires n'étaient pas ses copains »*, se souvient-il.

Il y a pourtant encore des exceptions. *« Obiena* [Ernest, le vice champion du monde philippin] *est dans sa bulle*, livre son fils Thibaut. *Les autres, on discute. Comme c'est un sport dangereux, on lâche un peu prise quand on se voit. »*

Un danger qui n'est pas qu'une vue de l'esprit ou un argument commercial. A Glasgow, lors des Mondiaux en salle, au mois de mars, le champion de France a assisté aux premières loges à la grave blessure de son amie Margot Chevrier, victime d'une fracture ouverte de la cheville après un saut manqué. *« Elle se fait mal, elle nous regarde*, se remémore-t-il. *Notre pote est en train de hurler, ce sont des images douloureuses. »* Très marqué, le lendemain, il passera un peu à côté de sa finale, sixième. ■

ANTHONY HERNANDEZ

THIBAUT COLLET, LE DOUBLE HÉRITIER

Le perchiste, fils de l'ancien recordman de France Philippe Collet, est désigné comme le successeur de Renaud Lavillenie

L'ancienne halle de tennis ressemble à un vieil hangar à avions. Mais au lieu d'abriter des coucous brinquebalants, elle accueille une piste d'élan, un sautoir et un stock impressionnant de perches. Cette installation surannée, située dans la commune iséroise de Montbonnot-Saint-Martin, est le domaine de Thibaut Collet. Elle lui a permis d'éviter le vent – ennemi des perchistes – qui souffle en ce début avril, malgré un soleil printanier. L'athlète vient de réaliser une séance intense, une trentaine de sauts, d'une *« moyenne haute en matière de qualité »*, selon son père et entraîneur Philippe Collet, ancien recordman de France de la discipline.

Samedi 3 août, le Français de 25 ans s'attaque aux qualifications pour la finale du tournoi olympique de saut à la perche. Thibaut Collet dispute à Paris ses premiers Jeux, mais il sait qu'il a déjà changé de statut depuis qu'il a franchi 5,90 mètres aux Mondiaux de Budapest en 2023, terminant 5e de l'épreuve. Une progression qui s'est poursuivie cet hiver avec une barre à 5,92 mètres, lors du meeting All-Star Perche, organisé par Renaud Lavillenie, 37 ans, à Clermont-Ferrand, le 22 février.

Ce jour-là, l'Isérois avait fait *« chialer »* d'émotion son compatriote, avant d'échouer d'un rien à 6,02 mètres. *« C'était important de confirmer*, explique-t-il. *Je peux atteindre des barres qui peuvent se convertir en médailles en grands championnats. »*

« Le record des toilettes »

Aussi tranquille que déterminé, le jeune homme doit composer avec un double héritage : celui de son père et celui de Renaud Lavillenie, dont il incarne la relève en France et avec lequel il partage des entraînements, sous la houlette de l'ex-perchiste Philippe d'Encausse, à Clermont-Ferrand, quand il n'est pas dans son fief isérois.

Thibaut Collet est désormais un perchiste qui compte, encore plus depuis qu'il a franchi 5,95 mètres, le 19 juin, chez lui à Grenoble, à un mois et demi des Jeux et seulement quelques jours après sa 5e place des championnats d'Europe à Rome. Avant cela, comme il le disait avec humour, il n'avait toujours pas *« le record des toilettes »*.

Entendez par là que son paternel détenait la référence familiale, grâce à un saut à 5,94 mètres, réalisé le 10 mars 1990. A Grenoble, après sa performance, Thibaut a taquiné Philippe : *« Papa, maintenant, c'est moi le boss ! »* Le voilà libéré d'une antienne, que tout le monde ne cessait de lui rappeler. *« Je le prends comme un jeu, quelque chose de cool et de marrant*, réagissait l'intéressé. *Ça chambre, c'est mon père. Je lui dis : "Le jour où je te bats, je ne te parle plus !" »*

Ce n'est pas Philippe Collet, retraité des sautoirs en 1996, qui a œuvré à la succession familiale. Thibaut et son frère aîné, Mathieu – dont le record est à 5,74 mètres –, ont été initiés par leur grand-père Jacques, entraîneur d'athlétisme, mais pas perchiste. *« C'est lui qui m'a mis le pied à l'étrier quand j'avais 4 ans*, raconte le jeune homme. *Les souvenirs, ce sont les vacances dans la ferme familiale du plateau de Retord* [dans l'Ain]. *Après avoir fait un trou à la pioche, on sautait dans son jardin sur des bouts de matelas. »*

Ce n'est qu'à 12 ans que le petit-fils a opté pour l'athlétisme, après huit années à pratiquer le football. Et il ne s'est spécialisé au saut à la perche qu'à l'âge de 17 ans. *« On ne m'a jamais forcé. Je m'y suis intéressé et ça m'a donné envie »*, se remémore-t-il. *« On ne voulait surtout pas être dans ce rôle de parents qui imposent. Si nos garçons devaient venir à la perche, c'est par eux-mêmes »*, confirme Philippe Collet, qui entraîne depuis qu'il a 18 ans.

Pascal Lefèvre est un ami de la famille, une personne de confiance pour Thibaut Collet, auquel il livre un regard différent sur sa discipline. *« Je l'ai vu naître, grandir et évoluer à la perche*, observe l'ex-recordman de France du lancer du javelot. *Il s'en sort bien avec l'hérédité qu'il a à porter. »*

La succession de Renaud Lavillenie – qui a échoué à se qualifier pour ses quatrièmes Jeux olympiques consécutifs –, elle, n'est pas une mince affaire. *« Je n'ai pas la prétention de dire que je vais aller chercher son record de France* [6,16 mètres]. *Je prends la mesure de ce qu'il a fait*, souligne l'intéressé. *Demain, si je passe 6 mètres, il restera encore 17 centimètres pour le battre... » « Si, un jour, il saute 6, 05 mètres, ça deviendra un objectif. Aujourd'hui, ça ne peut pas l'être »*, confirme Philippe Collet.

L'héritage est *« lourd »* et le jeune homme calme les ardeurs de ceux qui le voient déjà en haut de l'affiche : *« Je dis : "Tranquille, il y a encore des étapes." »* A commencer par franchir ces 6 mètres pour entrer dans le cénacle de sa spécialité. *« Si j'arrête ma carrière en ayant été le deuxième perchiste français de l'histoire, je n'aurais rien à regretter. »*

Viser les 6 mètres

Les deux hommes ont noué *« une relation particulière »*, bien avant qu'ils ne deviennent partenaires d'entraînement en 2021. *« Je le connais depuis que j'ai 7 ans. L'entreprise de mon père est son fournisseur de perches*, raconte Thibaut Collet. *Renaud a toujours eu des mots motivants, vexants dans le bon sens. Il avait raison. Si, quand je sautais 5,60 mètres, il m'avait dit : "C'est top", ça ne m'aurait rien apporté. »*

En Auvergne, il a montré qu'il avait tout pour supplanter l'ancienne référence française Jean Galfione et ses 6 mètres franchis en 1999 à Maebashi (Japon). *« Combien as-tu tenté à Clermont ? »*, lui lance son père. *« 6,02 mètres »*, répond le fils. *« C'est con, s'il y avait eu 6 mètres, tu passais. »* Lors de ses essais, Thibaut Collet avait reçu les conseils de Renaud Lavillenie et d'Armand Duplantis, recordman en titre (6,24 mètres) et patron incontesté de la discipline : *« Ils m'ont dit que je les valais et de ne pas forcer, car les erreurs arrivent là. »* Le clan Collet, aussi, connaît trop l'imprévisibilité de la spécialité pour fixer des limites ou des objectifs. *« Quand Thibaut a sauté 5,80 mètres, l'objectif était 5,90 mètres et il pouvait rêver des 6 mètres*, analyse Philippe Collet. *Maintenant qu'il est à* [5,95 mètres], *il n'en rêve plus. Il sait qu'il doit les franchir, qu'il va les franchir. »*

Le jeune homme en est convaincu : c'est ce qu'il doit viser, le 5 août, lors de finale de la perche, au Stade de France. *« Ça va se jouer à plus de 6 mètres. Je garde ça dans un coin de ma tête pour avoir une médaille »*, prédit-il. A Tokyo, en 2021, derrière l'intouchable Armand Duplantis, l'argent s'est adjugé à 5,97 mètres et le bronze à 5,87 mètres. Lors des Mondiaux de Budapest, en août 2023, ce fut respectivement 6 mètres et 5,95 mètres. Une chose est sûre, devenir le troisième perchiste tricolore au-delà des 6 mètres et ajouter une première médaille olympique constituerait le temps fort de la famille Collet. ■

AN. H.

Le Monde
SAMEDI 3 AOÛT 2024

SHA'CARRI RICHARDSON, ICÔNE DU SPRINT AMÉRICAIN

ATHLÉTISME La Texane, meilleure performeuse mondiale de la saison sur 100 m, devait faire ses débuts olympiques, vendredi, en favorite

Lorsqu'elle rejettera ses longs cheveux en arrière et disposera délicatement ses doigts aux faux ongles interminables le long de la ligne du départ de la piste violette du Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), pour les séries du 100 m, au matin du vendredi 2 août, Sha'Carri Richardson n'aura qu'une idée en tête : en finir au plus vite pour s'offrir l'or olympique sous les vivats, le lendemain soir.

Si elle y parvient, pour sa première participation olympique, la Texane de 24 ans – non qualifiée pour le 200 m – deviendra l'incarnation de l'honneur retrouvé du sprint féminin américain. En effet, depuis Gail Devers, en 1996, aucune Américaine n'a plus remporté de titre sur l'épreuve olympique reine.

Amatrice de vêtements de luxe et de voitures de sport, égérie de nombreuses marques et équipementiers, Sha'Carri Richardson – avec ses ongles à la Cruella, ses faux cils, ses perruques et ses innombrables tatouages – est devenue une icône aux Etats-Unis. Sa flamboyante personnalité et l'emphase dont elle ponctue ses apparitions comme la célébration de ses victoires convoquent le souvenir de sa mondialement célèbre compatriote, Florence « Flo-Jo » Griffith-Joyner. Autrice du triplé olympique 100 m, 200 m et 4 × 100 m aux Jeux de Séoul en 1988 et – la même année – du stratosphérique record du monde toujours en vigueur (10 s 49), cette dernière est morte en 1998, à l'âge de 38 ans.

Pressée d'en découdre

Forte d'un record personnel de 10 s 65 réalisé en août 2023 et de la meilleure performance mondiale de l'année (10 s 71) en juin, Sha'Carri Richardson est d'autant plus en position d'endosser le rôle de sauveuse du 100 m féminin américain que le trio jamaïcain composé d'Elaine Thompson-Herah, de Shelly-Ann Fraser-Pryce et de Shericka Jackson, qui a trusté – dans cet ordre – le podium des Jeux de Tokyo en 2021, lui laisse quasiment le champ libre.

Blessée à un tendon, Elaine Thompson-Herah, 32 ans, double championne olympique du 100 m et du 200 m en 2016 et en 2021, se soigne. Victime d'un problème au mollet il y a trois semaines, Shericka Jackson, 30 ans, multimédaillée olympique sur 100 m et 400 m, a fait savoir, mercredi 31 juillet, qu'afin de « *protéger* [son] *corps* », elle se concentrerait sur le 200 m, distance dont elle est double championne du monde en titre.

Shelly-Ann Fraser-Pryce, 37 ans, deux fois championne olympique du 100 m (2008 et 2012), cinq fois championne du monde (2009, 2013, 2015, 2019 et 2022) et médaillée de bronze aux championnats du monde de 2023, à Budapest, a annoncé que ses cinquièmes Jeux, à Paris, seraient aussi ses derniers. Cette saison, elle n'a couru qu'aux sélections olympiques jamaïcaines, à la fin du mois de juin, en 10 s 91 tout de même.


Sha'Carri Richardson, lors des championnats du monde d'athlétisme à Budapest, le 20 août 2023. FAUGERE FRANCK/PRESSE SPORTS

La plus grosse menace pour Richardson pourrait venir de Sainte-Lucie avec Julien « Juju » Alfred, qui s'alignera à Paris sur 100 m et 200 m, et brûle d'offrir à sa petite île caribéenne le tout premier titre olympique de son histoire. Agée de 23 ans et formée à la Jamaïque, l'ancienne étudiante de l'université du Texas, seulement 5e sur le 100 m des Mondiaux de Budapest, a, depuis, décroché le titre mondial du 60 m en salle à Glasgow (Ecosse) en mars, avant de porter son record personnel sur 100 m à 10 s 78, début juin.

Sha'Carri Richardson est pressée d'en découdre à Paris, car elle patiente depuis trois ans pour ce baptême olympique. Prodige du sprint universitaire américain elle s'était qualifiée sur 100 m, à 21 ans, pour les Jeux de Tokyo, en remportant, en juin 2021, les très relevées sélections américaines organisées à Eugene (Oregon). Mais elle y avait été contrôlée positive au THC, le principal composant actif de la marijuana.

LA PLUS GROSSE MENACE, POUR L'ATHLÈTE DE 24 ANS, POURRAIT VENIR DE SAINTE-LUCIE, AVEC JULIEN ALFRED

Essentiellement élevée par sa grand-mère et sa tante, la jeune athlète avait expliqué avoir usé de cette substance interdite par la Fédération américaine d'athlétisme et l'Agence mondiale antidopage pour surmonter la nouvelle de la mort de sa mère biologique, révélée quelques jours auparavant par un journaliste. « *Je vous demanderai simplement de ne pas me juger, parce que je suis humaine* », avait-elle plaidé à l'époque dans les médias et sur ses réseaux sociaux. *Je suis* [comme] *vous, il se trouve juste que je cours un peu plus vite.* » Elle avait également déclaré vouloir *assumer la responsabilité de* [ses] *actes. Je sais ce que j'ai fait. Je sais ce que je suis censée faire. Je sais ce que je n'ai pas le droit de faire, et j'ai quand même pris cette décision* », avait-elle admis.

Effectué dans l'Etat de l'Oregon, où la consommation et la possession de cannabis à des fins récréatives sont légales, ce contrôle aux lourdes conséquences avait soulevé un débat national passionné. Athlètes, célébrités et politiciens s'étaient joints au chœur de nombreux supporteurs pour soutenir Richardson et réclamer une modification du règlement antidopage, jugé inique. Travis Tygart, le directeur général de l'Agence américaine antidopage, avait lui-même reconnu implicitement une forme d'ambiguïté. « *Les règles sont claires, mais cette affaire est déchirante à bien des égards.* »

« Je suis meilleure »

Très remontée, la jeune sprinteuse avait prévenu crânement : « *C'est la dernière fois que les Jeux olympiques se font sans Sha'Carri Richardson, et c'est la dernière fois que les Etats-Unis reviennent sans la médaille d'or* » du 100 m. Elle a franchi une première étape dans cette quête en remportant, en 2023, le titre individuel aux championnats du monde de Budapest et en prenant part au relais américain vainqueur du 4 × 100 m. « *Je ne suis pas de retour, je suis meilleure* », répète-t-elle depuis. Un mantra qu'elle arbore sur ses cols de survêtements.

Fin juin, elle a décroché haut la main sa sélection sur 100 m pour Paris 2024, non sans s'être fait une frayeur lors des séries. Au départ, elle a trébuché sur son lacet défait, mais est revenue du diable Vauvert pour gagner la course en 10 s 88. « *Ça me dit que je suis prête* », s'est-elle ensuite réjouie. Au Stade de France, Richardson pourra compter sur l'émulation de Melissa Jefferson et de Twanisha Terry, les deux autres sélectionnées américaines sur 100 m, qu'elle appelle ses « *sœurs* ». Toutes deux sont ses partenaires d'entraînement à Montverde (Floride) dans le groupe de Dennis Mitchell, ancien sprinteur et triple médaillé olympique, qui a été mêlé à plusieurs affaires de dopage pendant et après sa carrière.

« *Ces trois dernières années, j'ai appris à me connaître, à avoir un meilleur respect et une meilleure compréhension de mon talent pour ce sport et de ce que m'apporte mon entourage,* a juré Sha'Carri Richardson à l'issue des sélections. *Je suis prête mentalement, physiquement et émotionnellement, et je suis là pour longtemps.* » Rendez-vous est pris au Stade de France, vendredi 2 août à 11 h 50 pour s'en assurer. ■

PATRICIA JOLLY

GRÂCE AUX JEUX, PARIS RENOUE AVEC LA COURSE CYCLISTE

La discipline retrouve les quartiers populaires de la capitale, même si tracer un parcours n'a jamais été aussi compliqué

L'automobiliste parisien qui trouve que les vélos lui pourrissent la vie n'a encore rien vu. Ce premier week-end d'août, une bonne partie de la circulation dans la capitale sera empêchée par une course cycliste, événement quasi disparu des rues parisiennes depuis la seconde guerre mondiale.

Le peloton olympique – hommes samedi, femmes dimanche – posera ses roues dans le nord-est de Paris, explorant les collines de Montmartre, Ménilmontant, Belleville, pour un circuit qui fait saliver. L'occasion d'explorer ce paradoxe : devenue l'une des capitales mondiales du déplacement à vélo, Paris est un terrain de jeu impossible pour les organisateurs de course cycliste, les deux phénomènes étant d'ailleurs liés.

La règle connaît deux exceptions. L'arrivée du Tour de France, organisée sur un circuit entre les Champs-Elysées et les Tuileries, et conclue invariablement par un sprint massif. Et le plus méconnu Prix de Paris 14e, course organisée vaillamment par le club Paris cycliste olympique, à l'ombre de la tour Montparnasse. Cette dernière course amateur, qui a survécu à celles du canal Saint-Martin et des Gobelins, disparues à la fin du XXe siècle, a fait l'objet d'un joli texte de l'écrivain Philippe Bordas, dans son livre *Forcenés* (Fayard, 2008), et d'un documentaire, *Dans Paris*.

« *La rue Lepic, c'était l'Alpe-d'Huez des poulbots* », rappelle, au *Monde*, Philippe Bordas, las du « spectacle » du Tour de France, mais soudain rappelé au cyclisme par cette intrusion dans l'ancien Paris populaire. « *Tous les petits prolos, les paysans, les ouvriers montaient à Paris et pouvaient accéder à une gloire directe par deux sports, la boxe et le cyclisme. Les lions humains, les idoles des femmes, étaient les cyclistes. Tu pouvais voir le gratin dans la ville. Les champions parisiens n'offraient pas juste une prestation physique, mais avaient une repartie extraordinaire, une façon arrogante de parler, un peu drôle.* »

Sport prolétaire parisien

Le cycliste pittoresque Louis Caput (1921-1985), natif de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), joli palmarès bâti après-guerre, est l'incarnation de cette caste. Son fils Guy, mémoire du cyclisme francilien, rappelle que, des années 1920 à la fin des années 1940, les formats ne manquaient pas : course de côte, tour des Maréchaux, critérium dans le jardin des Tuileries, cyclo-cross autour de Montmartre ou, le temps d'une édition en 1946, un critérium au Trocadéro, pour la première visite en France, et première victoire, du surnommé « Campionissimo », Fausto Coppi.

Le format le plus tardif, jusqu'en 1990, fut une course derrière derny – sorte de motocyclette – réservée aux champions en fin de saison, le Critérium des As, couru longtemps à Longchamp, puis à Vincennes, la Défense et Montreuil (Seine-Saint-Denis). Le vélo avait depuis longtemps quitté Paris, si ce n'est pour l'arrivée du Tour de France. Il est revenu sous la forme de cyclistes urbains pressés de doubler les voitures, puis de pistes réservées, offrant aux pédalants sécurité et confort, et enfin de vélos électriques faisant disparaître pour de bon la dimension physique.

Le vélo, sport prolétaire parisien de l'entre-deux-guerres, est désormais un moyen de transport prisé des cadres supérieurs ou des livreurs de repas. Il survit comme épreuve physique pour des courses d'orientation et de vitesse semi-clandestines, les *alley-cats* – format importé des Etats-Unis –, pratiqués notamment par les coursiers à vélo.

Philippe Bordas y voit une « *reproduction de la guerre sociale globale* » dans laquelle « *ces cyclistes urbains forment une caste excluante, alors que les coureurs aux dents noirs, qui avaient connu la misère, se voulaient les représentants de la ville* ».

Loin d'en être l'unique exemple, Paris est le symbole de la disparition des courses de vélo en ville. Avec la multiplication des aménagements urbains, à commencer par les pistes cyclables, il est devenu très complexe pour les organisateurs de course d'envisager de pénétrer dans une métropole. Thierry Gouvenou, traceur des parcours du Tour de France, est le premier concerné. « *L'endroit où il est le plus difficile d'organiser des courses, ce sont les Pays-Bas, tant la piste cyclable s'accorde mal avec la course cycliste* », dit-il amusé.

Le peloton du Tour, qui avait l'habitude d'entrer dans Paris par les quais de la Seine et de longer la tour Eiffel, avant de retrouver les Champs-Elysées, a dû trouver un autre chemin depuis la création des pistes cyclables sur les quais. Il entre désormais par la porte de Châtillon et la place Denfert-Rochereau, pour rejoindre le centre via de larges boulevards.

La course olympique en fera de même, bien que la taille du peloton soit réduit de moitié. Les organisateurs du Tour de France s'inquiètent désormais de la rénovation des Champs-Elysées, qui prévoit de rétrécir les voies de circulation motorisée.

Il ne serait techniquement pas impossible, considère Thierry Gouvenou, de proposer le spectaculaire tracé olympique en étape finale du Tour de France. « *Mais le Tour à Paris est vraiment dédié aux sprinteurs, on ne va pas faire prendre des risques inutiles sur la dernière étape* », dit le directeur technique de l'épreuve, « *pas convaincu de la difficulté de Montmartre pour des coureurs du Tour* ».

LE VÉLO AVAIT QUITTÉ PARIS, SI CE N'EST POUR L'ARRIVÉE DU TOUR DE FRANCE. IL EST REVENU SOUS LA FORME DE CYCLISTES URBAINS PRESSÉS DE DOUBLER LES VOITURES

Son prédécesseur, Jean-François Pescheux, voit d'autres freins : le passage de la caravane publicitaire et la perturbation de l'ensemble du Nord-Est parisien. C'est lui qui, depuis 2019, alors qu'il était encore conseiller technique de l'Union cycliste internationale, a tracé le parcours olympique en lien avec Paris 2024. Ce dernier rêvait de passer par douze « monts » de la capitale. « *C'était un grand circuit dans Paris, à la fois trop long et inaccessible* », a-t-on, selon lui, opposé à M. Pescheux.

Il a inspecté les rues, confronté les plans avec les autres sites de compétition, constatant l'impossibilité d'arriver sur les Champs-Elysées. Et jeté son dévolu sur ce qui lui semblait incontournable : la rue Lepic et ses pavés, « *la montée mythique de Montmartre, qui doit rapprocher la course des classiques flandriennes* ». S'il se décide à venir, c'est à pied que le jeune retraité ira voir les coureurs. Il ne sera sans doute pas seul. ■

CLÉMENT GUILLOU


Marie-Antoinette Katoto, lors du match France-Colombie, à Décines (Rhône), le 25 juillet. MARTIN ALEX/PRESSE SPORTS

KATOTO, L'INDISPENSABLE BUTEUSE DES BLEUES

FOOTBALL L'avant-centre de l'équipe de France féminine est la joueuse la plus prolifique du tournoi olympique avec cinq buts marqués. Sa performance sera cruciale face au Brésil, en quart de finale, samedi

PORTRAIT

La statistique est impressionnante. Depuis le début du tournoi olympique de football, Marie-Antoinette Katoto a inscrit 83,3 % des buts de l'équipe de France. Si le pourcentage est digne du score électoral d'un dirigeant autocratique, la dépendance offensive des Bleues à leur avant-centre tient carrément à la sujétion.

Samedi 3 août, au stade de la Beaujoire, à Nantes, les Tricolores affrontent le Brésil pour une place en demi-finale. La Seleçao sera privée de l'icône Marta, 38 ans, suspendue pour la rencontre après un carton rouge reçu contre l'Espagne. Mais le groupe d'Hervé Renard mise tout de même sur une belle performance de Marie-Antoinette Katoto, joueuse la plus prolifique de la compétition, avec cinq buts dont deux doublés, et principal atout en attaque des Françaises.

« Je ne sais pas pourquoi [les défenseuses adverses] *ne veulent pas me marquer »*, s'était amusée l'intéressée, mercredi, après la victoire face à la Nouvelle-Zélande en phase de groupes. Dans les rangs tricolores, on reconnaît sans ambiguïté la *« Katoto dépendance »*, pour reprendre l'expression d'Amandine Henry. Une efficacité appréciée par le sélectionneur, qui ne cesse de demander à ses joueuses d'être plus tueuses devant les buts : *« Marie, de par son efficacité, emmène les autres avec elle. Il lui suffit de pas beaucoup d'occasions pour marquer. Elle est dans une belle forme. »*

A 25 ans, la native de Colombes (Hauts-de-Seine) a longtemps paru maudite dans les grands championnats. En 2019, lors de la Coupe du monde en France, elle avait été laissée de côté par la prédécesseure d'Hervé Renard, Corinne Diacre. A l'époque, pourtant, elle est la meilleure buteuse de la Division 1 et a été élue meilleure espoir du championnat.

Pourquoi se priver d'un tel talent ? Sans en savoir plus, on évoque alors son comportement lors du Mondial 2018 des moins 20 ans. Trois ans plus tard, son sélectionneur, Gilles Eyquem, précise au *Monde* que *« la difficulté de Marie-Antoinette, pendant cette compétition, à aller vers les autres et à s'intégrer dans un groupe a certainement compté »*. Sans elle, l'équipe nationale sortira du Mondial à domicile en quarts de finale, face aux Etats-Unis.

« MALHEUREUSEMENT, J'AI UN PEU LA POISSE SUR LES COMPÉTITIONS »
MARIE-ANTOINETTE KATOTO

Retour tonitruant

Les voies de Corinne Diacre sont impénétrables et le coup est difficile à encaisser pour la joueuse. *« Les six mois suivants, j'ai eu beaucoup de mal à comprendre, d'autant que les explications étaient bancales*, livre la joueuse au *Monde*, début juillet. *Je m'y suis fait. Je n'ai pas lâché, j'ai continué à jouer au foot. »*

Habituée à briller et à surclasser la concurrence, la pensionnaire du Paris Saint-Germain (PSG) continue de faire ce qu'elle fait le mieux : trouver le chemin des filets. Ce qui n'empêche pas une introspection bienvenue. *« Je me suis aussi remise en question. J'avais des choses à améliorer*, admet l'attaquante. *Je devais prendre plus de responsabilités. J'ai accepté que l'on ne peut pas tout contrôler. Cela m'a marquée, ça m'a fait grandir, mais c'est du passé. »*

Sous le règne de Corinne Diacre, devenue indispensable sur le terrain, elle effectue son retour en sélection. A l'Euro 2022, elle se blesse gravement au genou lors du deuxième match face à la Belgique, le 15 juillet. Une blessure qui va mettre entre parenthèses sa carrière pendant quatorze mois et lui faire manquer une deuxième

LA JOUEUSE A REMARQUÉ UNE ÉVOLUTION DANS LE TRAITEMENT DES DÉFENSEUSES, QUI SE TRANSFORMENT EN FÉROCES GARDES DU CORPS

Coupe du monde, en Australie et en Nouvelle-Zélande. *« Malheureusement, j'ai un peu la poisse sur les compétitions »*, euphémise-t-elle. Une malédiction qu'elle est en train de briser avec brio.

Avant ce retour tonitruant, les moments de doute ont été nombreux. Un temps pressentie pour être du voyage dans l'hémisphère Sud l'an passé, la joueuse s'inquiète de la longueur de sa convalescence. *« Forcément, il y a des moments de doute dans une réathlétisation. On a bien bossé avec le PSG*, expliquait-elle en plein stage de préparation à Clairefontaine (Yvelines), vingt jours avant les Jeux de Paris. *Physiquement, je galère encore un peu. Je suis dans la dernière ligne droite. »*

Marie-Antoinette Katoto est de retour le 17 septembre 2023, et sa saison est très correcte. Elle inscrit douze buts en championnat de France et sept en Ligue des champions, où le PSG s'incline en demi-finales contre l'Olympique lyonnais. Des performances qui la surprennent elle-même : *« On dit qu'il faut le double de temps que son absence a duré pour revenir en pleine possession de ses moyens*, analyse-t-elle. *Je ne m'attendais pas à autant jouer et marquer pour mon retour. Sincèrement, même si ce n'est pas ma meilleure saison, j'en suis très fière. Il y a eu des hauts et des bas, j'ai passé des caps. »*

Le principal est peut-être mental. *« A mes débuts à Colombes, j'étais défenseuse. J'étais une fille en retrait. Je n'ai jamais vraiment parlé sur le terrain ou en dehors »*, se souvient-elle. Un entraîneur décèle son talent naturel devant le but et l'installe au poste de numéro 9 dans la catégorie des moins de 12 ans.

Au fil des ans et dix ans après ses débuts au plus haut niveau, cette introvertie s'est libérée. Elle n'est *« toujours pas la plus bavarde »*, mais des sourires et des mots ne sont plus rares. *« Je me suis un peu plus ouverte avec l'âge. Quand tu as de nouvelles coéquipières, tu es obligée de communiquer et des relations se créent. Sur le terrain ou à table, ça m'arrive de parler un peu plus. J'encourage surtout. »*

Sportivement, la buteuse combat un autre de ses défauts, sa propension à parfois disparaître lors des rendez-vous majeurs. *« Depuis 2020, sur les grands matchs, j'ai quand même progressé*, lance-t-elle. *J'aimerais être plus présente. Cela ne passe pas forcément par les statistiques, peut-être peser encore plus, à l'image du match contre les Anglaises* [pour les qualifications à l'Euro 2025, le 31 mai, à Newcastle, victoire de la France (2-1)]. *Je les ai bien embêtées. »*

Marie-Antoinette Katoto a remarqué une évolution dans le traitement de ses défenseuses, qui se transforment face à elle en féroces gardes du corps : *« Les adversaires ne jouent plus pareil quand elles m'affrontent*, détaille-t-elle. *Cela me fait rire quand certains disent que des grands joueurs comme* [Erling] *Haaland ou* [Harry] *Kane ne sont pas présents dans les grands rendez-vous. Quand on te prend à deux ou à trois au marquage, cela libère d'autres joueurs. »*

Contre le Brésil, finaliste des JO 2004 et 2008 et quatrième à domicile en 2016, les Bleues n'ont pas le droit à l'erreur. *« Je ne pense pas à l'échec, je pense que l'on va y arriver*, assène Marie-Antoinette Katoto. *Quand tu as une très bonne défense, un très bon milieu et une très bonne attaque, tu as tout pour réussir. A nous de jouer. »* Parole de très grande joueuse. ■

ANTHONY HERNANDEZ

L'AVIRON FRANÇAIS TOUCHE LE FOND

Pour la première fois depuis 1992, les Tricolores terminent sans médaille et placent un seul bateau en finale

Sport déjà assez éprouvant de nature, l'aviron ajoute une dose de cruauté avec des finales B pour classer les bateaux entre la 7e et la 12e place. Au bassin de Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), les Français traînent leur misère et leur déception dans ces courses pour l'honneur, qui ne sont pas sans rappeler les « consolantes » des tournois de football pour que les équipes éliminées trop tôt s'amusent encore un peu avant de rentrer à la maison.

En Seine-et-Marne, l'aviron tricolore était chez lui. Le bilan n'en est que plus cruel. Zéro médaille et un seul bateau en finale sur cinq engagés. *« Les résultats ne sont pas bons, on ne va pas dire le contraire »*, reconnaissait, mercredi 31 juillet, le directeur technique national, Sébastien Vieilledent.

Restructurer le haut niveau

Le champion olympique de 2004 espérait encore éviter le zéro pointé, jeudi 1er août, avec Elodie Ravera-Scaramozzino et Emma Lunatti en deux de couple. Hélas, le duo a échoué à la 5e place avec le regret d'avoir atteint son pic de forme lors des séries avec le meilleur temps. Mais exiger d'un « couple », formé en juin, de sauver la patrie était sans doute beaucoup trop demander.

Pour la première fois depuis les Jeux de 1992, l'aviron tricolore termine bredouille. A l'époque, Eberhard Mund, appelé à son chevet, apportait avec lui ses méthodes est-allemandes : la répétition ad nauseam de séquences de travail à basse intensité. De la souffrance vont naître des résultats. Avec quatre médailles en 1996 et deux en 2021, Mund replaçait la France sur la carte, avant son départ en 2022. Nation anecdotique pendant des décennies, elle forçait enfin le respect avec trois titres olympiques entre 2004 et 2021.

Avec une densité bien moins importante que les Britanniques, Néerlandais, Australiens, Néo-Zélandais ou même Roumains, l'aviron français reste sur *« une crête en permanence et sans marge de manœuvre »*, note Sébastien Vieilledent. A Tokyo, les deux bateaux en finale décrochent l'or (Matthieu Androdias-Hugo Boucheron en deux de couple) et l'argent (Claire Bové-Laura Tarantola en deux de poids léger).

Trois ans plus tard, ils finissent leur olympiade par une finale B. Après son élimination en demi-finale, mardi 30 juillet, Matthieu Androdias livrait une analyse valable autant pour son cas que pour l'aviron français dans son ensemble. *« C'est la réalité du haut niveau,* souligne cet ingénieur dans le civil. *Ça nous rappelle quel exploit c'est de se hisser en finale et d'arracher une médaille. Ça n'a rien de normal. »*

Son directeur technique en avait conscience au lendemain de Tokyo. Avec l'appui de sa fédération, Sébastien Vieilledent lançait *« la restructuration* [du] *haut niveau en parallèle de la préparation des Jeux »*, avec l'objectif de créer un centre national d'entraînement. Mais trois ans, c'est court pour structurer et très long pour rester au haut niveau. *« Nous serons déjà très contents si nous pouvons ramener deux médailles de Paris ! »*, prédisait, en juin, Jürgen Grobler, consultant exécutif de l'aviron français.

A 78 ans, l'Allemand n'a pas connu la même réussite qu'Eberhard Mund. Arrivé en septembre 2021 avec un CV riche de douze titres olympiques à la tête de l'équipe est-allemande puis de l'équipe britannique, Grobler a apporté son goût pour les données statistiques. Mais à Vaires-sur-Marne, c'est bien ce chiffre et nombre qui tient lieu de bilan pour les Bleus : zéro. ■

ALEXANDRE PEDRO

Tableau des médailles

Par délégation, au 2 août, à 8 heures (heure de Paris)

Rang	Pays	Or	Argent	Bronze	Total
1er	Chine	11	7	6	24
2e	Etats-Unis	9	15	13	37
3e	France	8	11	8	27
4e	Australie	8	6	4	18
5e	Japon	8	3	5	16
6e	Royaume-Uni	6	7	7	20
7e	Corée du Sud	6	3	3	12
8e	Italie	5	7	4	16
9e	Canada	3	2	3	8
10e	Allemagne	2	2	2	6

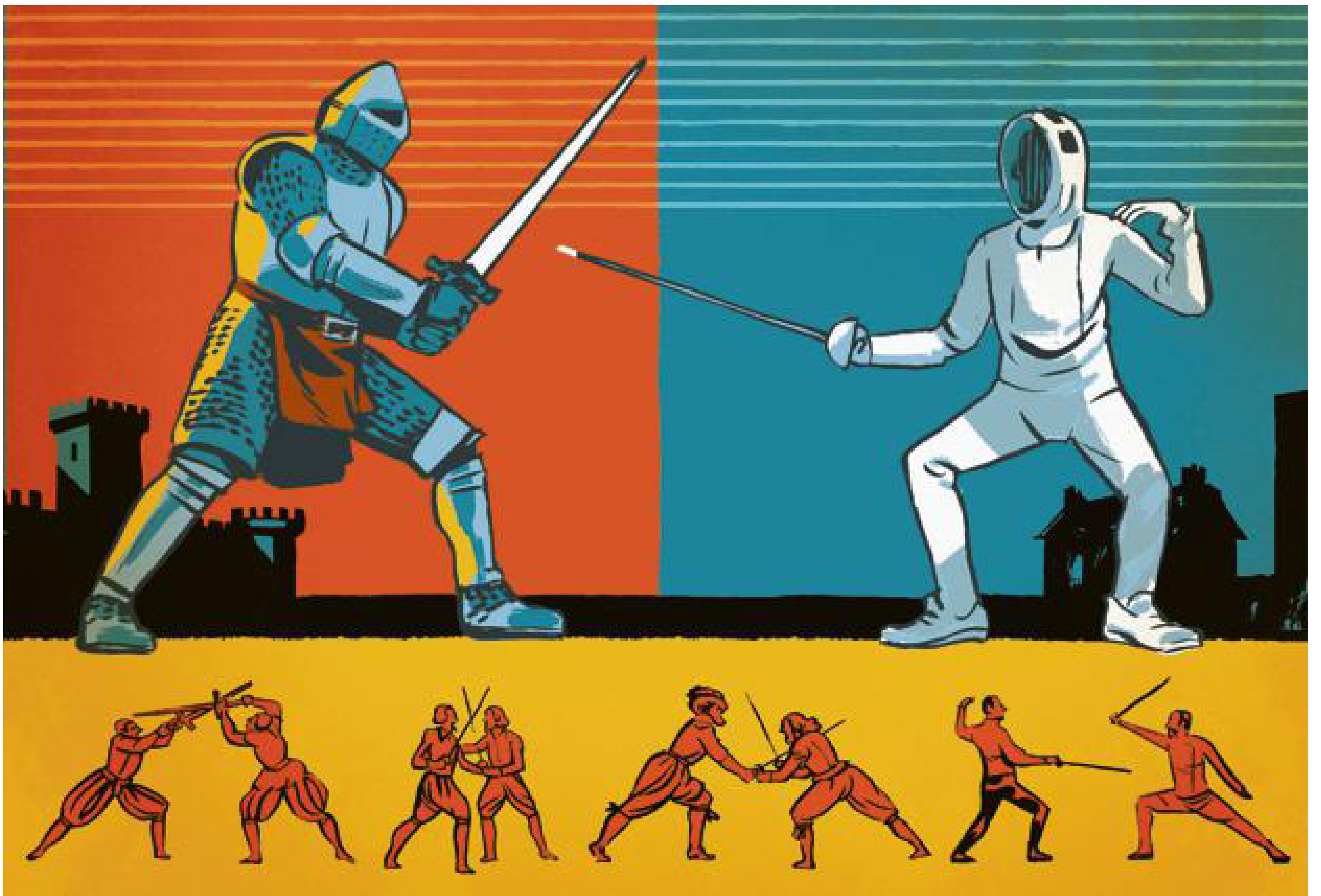
Retrouvez le calendrier et tous les résultats des Jeux olympiques sur le site du *Monde*



Infographie *Le Monde*
Source : *Le Monde*, données récoltées par Opta

Le Monde
SAMEDI 3 AOÛT 2024

«ARCHÉOSPORT» (4/5). Première arme pensée pour un usage exclusivement belliqueux, l'épée a évolué au fil des siècles, jusqu'à devenir aujourd'hui l'instrument d'une pratique purement sportive


OLIVIER BALEZ

L'épopée de l'épée, de l'art de la guerre à l'art de l'escrime

Dans l'histoire de la guerre, l'épée occupe une place à part. Elle *«constitue un jalon extrêmement fort dans la course aux armements»*, souligne Anne Lehoërff, titulaire de la chaire Archéologie et patrimoine à Cergy Paris Université et spécialiste d'archéométallurgie: l'épée est le premier objet spécifiquement conçu pour tuer des humains. Les autres armes anciennes avaient toutes une fonction polyvalente: la lance et l'arc pour chasser, le couteau et la hache pour couper. Au fil des siècles – et des millénaires –, l'épée a glissé vers une pratique purement sportive, au point de devenir un classique des Jeux olympiques.

Quand apparaît-elle? *«On n'a pas le nom du premier atelier, ni celui de l'artisan, ni la couleur de ses yeux*, s'amuse Anne Lehoërff. *Pour voir un phénomène en archéologie, il faut qu'il ait suffisamment d'ampleur.»* On sait que l'épée existe avec certitude entre 1700 et 1600 avant J.-C. grâce au dépôt de Nebra, dans le Land actuel de Saxe-Anhalt (centre de l'Allemagne), qui contient deux beaux spécimens. *«La typologie de ces épées les classe parmi les plus anciennes*, précise l'archéologue. *Mais ce sont déjà des objets très aboutis.»*

Le phénomène «épée» a commencé bien avant, plus à l'est, avec des premières traces en Turquie à la fin du IVe millénaire avant J.-C., et il va se répandre à l'âge du bronze. A cette époque, dans une Europe dynamique et ouverte, parcourue par les échanges commerciaux, une élite sociale, économique et politique émerge, en corrélation avec la naissance de la métallurgie. Un de ces moments où une nouvelle technologie change le cours de l'histoire et produit des objets inédits. *«En Scandinavie, on voit le cheminement entre le poignard en silex et l'épée en bronze, sorte de copie allongée de ce qui existe en silex*, décrit Anne Lehoërff. *On travaille une forme avec un matériau nouveau.»* Et pas de hasard si l'arme devient l'un des supports de l'innovation technique: c'est un objet emblématique de l'élite guerrière.

Ce processus d'amélioration technologique se poursuit à l'âge du fer, où sont produites des épées plus solides qui, par voie de conséquence, peuvent s'affiner. *«Cela correspond à une autre technologie, avec un autre savoir-faire*, souligne l'archéologue. *Les épées en bronze sont coulées dans des moules, que l'on a retrouvés, puis martelées à froid. En revanche, pour le fer, liquide à plus de 1500 degrés, il n'y a pas de fonte: on le bat à chaud, lorsqu'il est mou. La chaîne opératoire n'est pas la même.»* D'un côté la fonderie, de l'autre la forge. Entre le IXe et le VIIIe siècle avant notre ère, l'arme en fer se taille une place dans l'armement, sans toutefois supplanter totalement sa sœur de bronze.

Soldats romains

Les archéologues fouillant ces époques lointaines ont mis au jour quantité d'épées, inhumées avec des défunts, offertes – entières ou cassées – dans des dépôts, jetées dans des cours d'eau, comme la Saône, où beaucoup ont été retrouvées. Des épées par centaines, voire par milliers, mais pour quoi faire? Combattre à la guerre évidemment, comme le montrent celles retrouvées sur le site allemand de la bataille de la rivière Tollense (XIIIe siècle avant J.-C.), plus ancien théâtre de guerre connu en Europe. Mais pas seulement, précise Anne Lehoërff: *«Il n'est pas exclu que, très tôt, on puisse avoir un duel, l'affrontement de champions de deux groupes qui règlent leurs différends de cette manière.»*

Dans tous les cas, la chercheuse n'envisage pas l'utilisation de l'épée sans *«un apprentissage où l'on va jouer à, où l'on va faire semblant de... Pour manier l'épée, il faut avoir les réflexes, avoir appris les gestes»*. Un entraînement, donc, et le début d'un long glissement vers une pratique «sportive». Anne Lehoërff en voit un indice dans une magnifique banquette découverte à la fin des années 1970 sur le site de Hochdorf (Bade-Wurtemberg), dans la tombe d'un haut dignitaire du VIe siècle avant J.-C. Sur le dossier gravé de ce meuble en bronze, on distingue trois duos de personnages, en garde, une épée courte dans une main, et tenant dans l'autre ce qui ressemble à un étrange petit bouclier. *«Ils sont dans une position presque dansante*, interprète Anne Lehoërff, *comme dans une scène d'escrime.»*

S'agit-il de la première représentation d'un assaut sportif, à savoir ludique? Non, répond Gérard Six. Ce maître d'armes qui s'est fait historien de l'escrime évoque un étonnant bas-relief égyptien bien plus ancien, du début du XIIe siècle avant notre ère, visible dans le «temple des millions d'années» de Ramsès III, à Médinet Habou (Egypte). Le pharaon célèbre une victoire avec une fête durant laquelle *«plusieurs compétitions se déroulent: de tir à l'arc, de lutte et d'escrime*, décrit l'expert. *On voit des hommes s'affronter avec une sorte de bâton doté à la fois d'une pointe aplatie comme la mouche d'un fleuret et d'une garde ressemblant à celle d'un sabre»*.

Les combattants portent une protection sur la tête avec une mentonnière, un casque *«novateur et extraordinaire pour cette époque»*, estime Gérard Six, qui s'est rendu à Louxor pour admirer le bas-relief en question. *«La trace suivante de compétition se trouve à Rome*, poursuit-il. *Les Romains ont des* doctores armorum, *qui entraînent à la fois les gladiateurs et les soldats.»* Dans ses *Faits et dits mémorables*, l'historien du Ier siècle de notre ère Valère Maxime rapporte que *«la théorie du maniement des armes fut enseignée aux soldats à partir du consulat de Publius Rutilius* [en 105 av. J.-C.]. *Sans qu'aucun général avant lui en eût donné l'exemple, il fit venir des maîtres de gladiateurs de l'école de Cnaeus Aurelius Scaurus, et naturalisa dans nos légions une méthode plus précise de parer et de porter les coups.»*

Un auteur plus tardif, Végèce, détaille dans son *Traité de la chose militaire* la base de l'escrime enseignée aux soldats romains au début du Ve siècle. Ceux-ci doivent privilégier les coups d'estoc, portés avec la pointe du glaive (arme parfaitement conçue pour cet usage) et non avec le tranchant qui, *«quelle que soit la force qu'on lui imprime, tue rarement, les organes essentiels étant préservés par les armes et par la charpente osseuse. La pointe, au contraire, enfoncée à deux pouces, est mortelle: tout ce qui plonge dans l'intérieur pénètre nécessairement les parties vitales.»* Les légionnaires, décrit Végèce, s'entraînent à porter leurs coups sur une quintaine, un poteau fiché dans le sol, équipés d'un bouclier et d'une arme deux fois plus lourds que leur équipement normal, pour développer leur musculature.

L'AMBIVALENCE DE L'ESCRIME, ACTIVITÉ À LA FOIS MILITAIRE ET SPORTIVE, COMMENCE À SE DISSIPER AVEC L'ARRIVÉE DES ARMES À FEU SUR LES CHAMPS DE BATAILLE

Héritages

Au Moyen Age, l'épée conserve son double usage: arme de combat ou de duel, et arme de «compétition», lors des tournois. *«Le coup de pointe était interdit dans les tournois*, explique Gérard Six. *On y utilisait des armes dites "de courtoisie", émoussées et épointées de façon à ne pas risquer de graves blessures, ce qui n'empêchait pas les accidents.»*

L'ambivalence de l'escrime, activité à la fois militaire et sportive, commence à se dissiper avec l'arrivée des armes à feu sur les champs de bataille, qui rendent en grande partie les épées obsolètes. Mais les nobles continuent à vouloir en porter, puisqu'elle symbolise leur caste. En effet, les épées ont changé grâce à l'évolution des métaux et à la maîtrise de l'acier, plus souple et résistant, et sont plus facilement transportables. *«Les armes se sont allégées et effilées*, indique Gérard Six, *et le grand tournant a été l'invention de la rapière en Espagne, à la fin du XVe siècle, qui pèse autour d'un kilo.»* Cette arme est également équipée d'une coquille qui protège la main et peut aussi emprisonner la pointe de l'adversaire ou la casser.

Le progrès n'est pas que technique puisque naît également *«une escrime scientifique»*, pour reprendre l'expression de Gérard Six, qui s'exprime dans de nombreux traités: *«On croyait que, si on faisait de l'escrime une science à part entière, on trouverait le moyen de gagner tous les combats.»* C'est ainsi qu'en 1628 est publiée une fascinante et très géométrique *Académie de l'espée*, signée du maître d'armes hollandais Gérard Thibault d'Anvers. *«C'est une forme d'algorithme censé permettre de gagner si on le suit scrupuleusement*, commente Gérard Six.

Pour s'entraîner à cette escrime scientifique, on crée une arme d'étude légère, le fleuret. Puis, ultime étape du glissement vers la pratique purement sportive, le maître d'armes français Nicolas Texier de la Boëssière invente, aux alentours de 1750, le masque d'escrime grillagé. *«Cela a révolutionné toute la pratique*, assure Gérard Six. *Jusque-là, après l'attaque, on attendait que l'adversaire se relève avant de porter la riposte, pour éviter de toucher les yeux. Mettre un masque a permis d'avoir des enchaînements. La main s'est libérée, la vitesse est entrée dans l'escrime.»*

Même après que l'épée a quitté le monde de la guerre pour basculer dans le domaine purement sportif, l'escrime n'a pas abandonné immédiatement certains héritages de ses origines, à commencer (avant l'électrification des armes) par le fait que le combat était jugé par un président et quatre assesseurs... comme lors d'un duel. Gérard Six rappelle également que *«les premiers combats aux JO avaient lieu en une seule touche, l'équivalent du premier sang versé. Puis la première touche a compté double. Et quand on a inventé l'appareillage électrique, la question s'est posée de savoir quelle pression mettre au ressort situé dans la pointe de l'arme pour que la lampe s'allume»*. Soit quelle pression était nécessaire pour transpercer la peau humaine. ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

Prochain épisode *Le jeu de paume, une ancienne passion française*